RDN

24 février – 24 août 2022
6 mois de guerre en Ukraine

Les Cahiers de la
Revue Défense Nationale

Association loi 1901
fondée en 1939

24 février – 24 août
6 mois de guerre en Ukraine

La guerre en Ukraine dans la Tribune de la *RDN*

Sommaire

GUERRE EN UKRAINE

La guerre en Ukraine dans la *RDN*

5 **Éditorial – 6 mois de guerre**
JÉRÔME PELLISTRANDI

8 **L'Ukraine au cœur d'un bras de fer entre Moscou et Washington et où l'Otan est en jeu**
CHRISTINE DUGOIN-CLÉMENT

13 **L'île de Gotland et la crise ukrainienne**
LARS WEDIN

18 **Le partenariat stratégique entre la Russie et la Biélorussie**
ANA POUVREAU

24 **La crise ukrainienne entre dans une nouvelle dimension**
CHRISTINE DUGOIN-CLÉMENT

29 **Interrogations sur la Russie**
EUGÈNE BERG

36 **L'impact de la guerre en Ukraine sur les pays du Golfe**
BERTRAND BESANCENOT

38 **Ukraine : jusqu'où Erdogan est-il prêt à aller contre Poutine ?**
BERTRAND BESANCENOT

40 **Renforcement dans le Donbass et tentative de capitalisation russe de la situation en Ukraine**
CHRISTINE DUGOIN-CLÉMENT

46 **La base navale de Tartous en Syrie : une assise solide pour les forces armées russes ?**
FERHAT LACEB

52 **La doctrine militaire russe et les leçons à en tirer pour l'Occident**
ALAIN BAUER

62 **Guerre en Ukraine : vers un isolement de la Russie ?**
DENIS BAUCHARD

68 **La proximité sino-russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine**
FRANÇOIS TORRÈS

74 **La guerre en Ukraine, 100 jours après**
JÉRÔME PELLISTRANDI

77 **Comment la guerre en Ukraine profite aux États du Golfe ?**
BERTRAND BESANCENOT

80 **L'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, mission impossible ?**
Une histoire compliquée
EUGÈNE BERG

89 **Entre retraite et avancée : où en est l'invasion russe en Ukraine ?**
CHRISTINE DUGOIN-CLÉMENT

95 **Mais à quoi sert donc l'OSCE ?**
GUY VINET

98 **La crise ukrainienne parmi les livres**
EUGÈNE BERG

107 **Transnistrie, les attentes ambigües**
d'un territoire pro-russe non reconnu
MICHAEL ÉRIC LAMBERT

115 **La guerre en Ukraine à la lumière de la seconde guerre sino-japonaise**
FRANCK MICHELIN

122 **Samedi 23 juillet : 150e jour de guerre**
JÉRÔME PELLISTRANDI

Russie-Ukraine : 6 mois de guerre

Jérôme Pellistrandi

Général (2S). Docteur en histoire. Rédacteur en chef de la *RDN*.

Lorsque les forces russes pénétrèrent massivement en Ukraine, la sidération nous toucha tous avec la quasi-certitude de la défaite rapide du pays de 40 millions d'habitants contre la puissance russe, forte de ses 140 millions de citoyens et d'une armée qui avait été la priorité de Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir au début des années 2000. Personne ne croyait réellement que le régime de Volodymyr Zelensky allait pouvoir résister dans la durée. Au mieux quelques semaines.

Très vite, ce sont les images des longues files de voitures fuyant la capitale ou d'autres villes avec un exode massif vers l'ouest rappelant malheureusement les heures sombres de la Seconde Guerre mondiale. Des villes rapidement prises pour cibles avec des frappes spectaculaires révélant l'éventail des capacités militaires de Moscou.

Brutalement, l'Europe a replongé dans son histoire dramatique tentant à la fois de maintenir un dialogue avec la Russie et d'apporter une aide humanitaire aux populations civiles victimes de l'« opération spéciale militaire » visant à « dénazifier, démilitariser et neutraliser » l'Ukraine. Moscou voulait, en effet, imposer un changement de régime et interdire le rapprochement inexorable entre Kiev et l'Ouest. Moscou voulait réécrire l'histoire et imposer sa vision géopolitique en Europe avec une nouvelle organisation sécuritaire remettant en cause tout ce qui s'était passé depuis novembre 1989 avec la chute du Mur de Berlin.

Et puis, au fil des semaines, au fil d'une actualité dramatique omniprésente, la « *Blitzkrieg* » planifiée par Moscou s'est enrayée grâce à la ténacité des combattants ukrainiens, certes en infériorité totale, mais bénéficiant du renseignement occidental et d'une première aide militaire axée sur des armements défensifs, mais aussi à cause de mauvais choix du commandement russe surestimant ses forces et surtout sous-estimant son adversaire.

Peu à peu, l'aide occidentale et la résilience de la société ukrainienne, incarnée par son Président, ont enrayé la machine de guerre russe. Les pertes très élevées de part et d'autre ont démontré ce que les combats de haute intensité signifiaient, justifiant *de facto* les analyses portées par le haut commandement français depuis plusieurs mois sur les évolutions de la conflictualité future.

Parallèlement, l'intransigeance moscovite visant toujours à l'éradication du régime de Kiev ne pouvait que renforcer la détermination des Ukrainiens à se battre contre l'envahisseur, d'autant plus que le retrait forcé des forces russes autour de Kiev allait faire savoir la barbarie de l'occupation avec de nombreuses exactions contre la population dont des exécutions sommaires. Le fossé de haine ne pouvait que s'accentuer, excluant dès lors toute tentative de négociations.

Tandis que Moscou recentrait son offensive sur le Donbass, les pays occidentaux accroissaient leur aide avec des transferts d'armements lourds, dont des systèmes d'artillerie capables de frapper dans la profondeur et donc de réduire le rapport de force toujours en faveur des Russes.

Après 6 mois de guerre, il y a une forme de stabilisation de la ligne de front sur près de 900 km avec trois théâtres d'opérations principaux :

- Au Nord-Est, dans la région de Karkhiv, la deuxième ville du pays, située à une quarantaine de kilomètres de la frontière russe. La ville, pourtant russophone, résiste et semble donc être « punie » avec des bombardements quotidiens.
- Au Centre-Est, dans le Donbass, le cœur industriel de l'Ukraine désormais en grande partie contrôlé par les forces russes, mais au prix de destructions massives et rendant difficile la viabilité économique de la région.
- Au Sud, dans la région de Kherson et la rive gauche du Dniepr, constituant un glacis protecteur pour la Crimée, annexée par Moscou en 2014. Contrôler cette région permet aussi d'étrangler et de menacer en permanence Odessa, le poumon portuaire de l'Ukraine, grenier à blé d'une grande partie du monde.

De fait, après 6 mois d'une guerre majeure, la Russie a échoué dans sa tentative de renverser et d'occuper l'Ukraine. Celle-ci se défend avec héroïsme, mais n'est pas encore en mesure de passer à une phase offensive majeure permettant de libérer les territoires occupés. C'est une impasse stratégique avec un conflit inscrit dans la durée et qui a déjà profondément modifié les équilibres mondiaux.

En effet, une nouvelle guerre froide, voire glaciale, affecte la géopolitique mondiale. Rien ne sera plus comme avant le 24 février 2022. La Russie s'est totalement et durablement coupée du continent européen et un retour à une certaine normalité est peu vraisemblable avant des années. Moscou bénéficie cependant d'appuis informels d'États en Afrique ou en Amérique du Sud, mais aussi en Asie, qui espèrent remettre en cause les rapports de force issus de la fin de la guerre froide. Une recomposition de l'échiquier géopolitique est donc en cours et il est encore difficile d'y voir clair.

De fait, les mois à venir vont être décisifs avec le risque d'un front militaire « gelé » au propre comme au figuré avec l'arrivée de l'hiver d'ici la fin du mois d'octobre et donc d'une reprise probable des combats au printemps 2023. Il va y avoir aussi les conséquences de la crise énergétique pour l'Europe et son aptitude, ou pas, à être résiliente face à l'Ours russe qui alternera menaces et compromis. Certaines opinions publiques européennes pourraient être tentées de demander des négociations

avec « Monsieur » Poutine, sous prétexte de leur confort et des questions économiques. Après tout, Daladier et Chamberlain le firent bien à Munich en 1938 avec « Monsieur » Hitler. Les peuples ont hélas pour habitude d'avoir la mémoire courte.

⁂

Après ces 6 mois de guerre, la *RDN* a souhaité rassembler dans un *Cahier* toutes les tribunes publiées depuis le 24 février et proposant des analyses sur ce bouleversement du monde. Ce cahier vient ainsi compléter les dossiers publiés dans le mensuel depuis le numéro de mars 2022 et accessibles *via Internet*. Il ne s'agit donc pas d'une étude à froid, mais plutôt de relire cette séquence en vue de mieux comprendre la suite d'un conflit qui n'est pas près de s'arrêter. ◆

L'Ukraine au cœur d'un bras de fer entre Moscou et Washington et où l'Otan est en jeu

Christine DUGOIN-CLÉMENT

Chercheure au *think tank* CAPE (Centre d'analyse de la politique étrangère) Europe (www.capeurope.eu/fr/).

Depuis le printemps 2021, la Russie masse des forces aux frontières de l'Ukraine [1]. Si une phase d'apaisement a suivi le premier déploiement, une telle évolution ne semble pas se profiler pour le second qui, en *cours* depuis la fin 2021, en diffère en raison de nombreux sujets qui sont autant de points d'achoppement avec le Kremlin [2]. En effet, Moscou appuie ses exigences par des menaces d'invasion de l'Ukraine. Si la Russie laisse planer le doute sur leur ampleur éventuelle, ces pressions rappellent le scénario géorgien [3] et visent à obtenir la satisfaction de revendications fortes parmi lesquelles le retrait de certains territoires des forces de l'Otan et l'engagement que l'Ukraine n'adhérera jamais à l'alliance [4].

C'est dans ce contexte tendu que, à la demande de Moscou, une semaine de négociations s'engage à Genève entre les États-Unis et la Russie. Cette séquence inclut le « Dialogue de stabilité stratégique » (*SSD*), groupe de travail américano-russe créé l'année dernière pour contrôler les armes [5], qui s'est déjà réuni en juillet et septembre 2021, à l'issue de la réunion entre les présidents Joe Biden et Vladimir Poutine de juin 2021. En outre, la commission Otan-Ukraine s'est réunie le 10 janvier et le Conseil Otan-Russie tiendra une session le mercredi 12 janvier 2022 à Bruxelles [6], étant entendu que nombre des demandes russes

(1) DUGOIN-CLÉMENT Christine, « Ukraine-Russie : entre intimidations et risque de conflit de grande ampleur », *The Conversation*, 18 avril 2021 (https://theconversation.com/).
(2) DUGOIN-CLÉMENT Christine, « Faut-il s'alarmer des nouveaux bruits de bottes à la frontière russo-ukrainienne ? », *The Conversation*, 7 décembre 2021 (https://theconversation.com/).
(3) LOUKIANOV Fedor, « La crise ukrainienne montre qu'il est temps pour l'Europe de redessiner des "lignes rouges" », *Global Affairs*, 24 novembre 2021 [en russe] (https://globalaffairs.ru/articles/vysokoe-napryazhenie/).
(4) ASSOCIATED PRESS, « Putin Demands NATO Guarantees Not to Expand Eastward », *US News*, 1er décembre 2021 (https://www.usnews.com/).
(5) US DEPARTMENT OF STATE, « Déplacement de la sous-secrétaire d'État Sherman en Suisse et en Belgique », 6 janvier 2022 (https://www.state.gov/).
(6) OTAN, « Conférence de presse du secrétaire général de l'Otan après la réunion du Conseil Otan-Russie », Bruxelles, 12 janvier 2022 (https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_190473.htm).

concernent précisément l'alliance. Enfin, cette séquence sera poursuivie le 13 janvier par une réunion du Conseil permanent de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Dans ce contexte, sans préjuger du résultat de ces négociations, il est important de les replacer dans leur environnement.

En avant comme avant

Avant que les pourparlers ne commencent le 10 janvier, Moscou a insisté pour que l'Otan « ne déploie pas de forces militaires et d'armes sur le territoire d'aucuns des autres États d'Europe en plus des forces stationnées sur ce territoire depuis le 27 mai 1997 », date de la signature d'un accord appelé Acte fondateur Otan-Russie (*NRFA*). L'idée du *NRFA* était de montrer que les Occidentaux consentaient un effort afin d'aboutir à un accord avec la Russie, alors même que l'Otan s'étendait à l'Est au-delà de l'Allemagne. Avec le *NRFA*, l'Otan tentait de rendre cette extension acceptable pour Moscou [7].

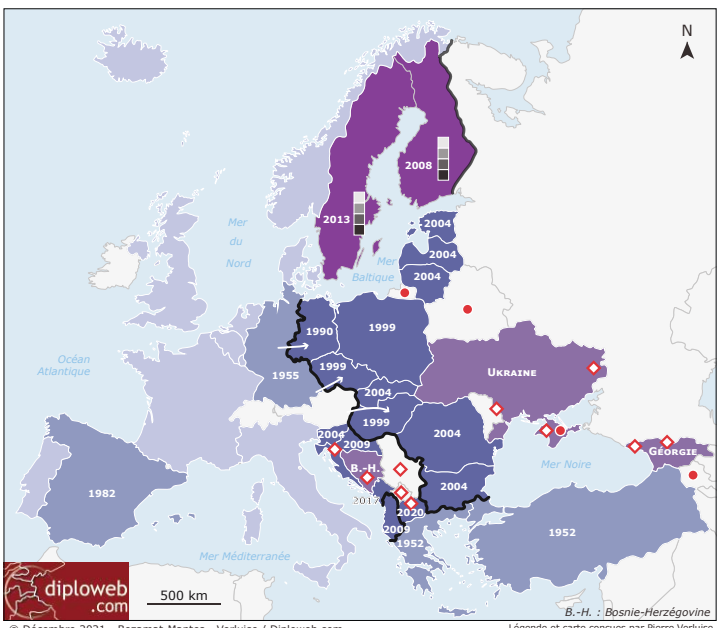
La Russie refusait évidemment cette expansion en invoquant, notamment, l'accord 2+4 du 12 septembre 1990 qui avait unifié l'Allemagne [8]. Selon Moscou, ce traité n'autorisait la présence de l'alliance qu'en Allemagne de l'Est et non à l'est de l'Allemagne. Washington ayant admis, pour sa part, que 2+4 ne s'appliquait qu'à l'Allemagne et n'avait aucune incidence sur d'autres États situés plus à l'Est, l'invitation, faite en 1997 à la République tchèque, à la Hongrie et à la Pologne à rejoindre l'alliance, a été perçue comme une trahison par la Russie. Ce point revient dans les exigences formulées par la Russie parmi les engagements qu'elle entend obtenir de l'Otan, mettant pour cela en balance le sort de l'Ukraine et la possibilité d'une action militaire de grande envergure. Comme le fait remarquer Mary E. Sarotte [9], les troupes russes sont aux frontières ukrainiennes en 2022 pour contraindre de l'Otan à revenir aux frontières de 1990.

Des possibilités de postures pendant les négociations

Une approche américaine, que la Russie pourrait accepter de discuter, serait de mettre sur la table des négociations un grand nombre des propositions relatives au contrôle des armes, y compris au niveau régional, épuisant ainsi le temps consacré à la réflexion sur l'usage de la force en Ukraine. Le succès de cette démarche n'est envisageable que si la Russie est disposée à se satisfaire de gains

[7] Otan, « Acte Fondateur sur les Relations, la Coopération et la Sécurité Mutuelles entre l'Otan et la Fédération de Russie signé à Paris, France », 27 mai 1997 (https://www.nato.int/).
[8] « URSS : lors d'une séance à huis clos, le traité "2+4" sur la réunification de l'Allemagne a été ratifié par le Soviet suprême », *Le Monde*, 6 mars 1991.
[9] *Not One Inch: America, Russia, and the Making of Post-Cold War Stalemate*, Yale, University Press, 2021, 568 pages.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à 30 États membres



© Décembre 2021 - Bezamat-Mantes - Verluise / Diploweb.com
Légende et carte conçues par Pierre Verluise
Carte réalisée par Charlotte Bezamat-Mantes à partir de M. Seynaeve (2017), « L'OTAN : de sa création à l'intégration du Monténégro », Diploweb.com
Sources : nato.int ; lesechos.fr (12/2021) ; opex360.com (02/2021)

minimalistes. Or, l'ampleur des déploiements militaires comme les déclarations préalables indiquent que Moscou, qui entend sortir vainqueur de ces négociations, ne se contentera probablement pas de la petite victoire que représenterait un protocole d'accord régional sur le contrôle des armements.

En effet, au-delà de la proximité géographique avec l'Ukraine, que l'Europe ne partage pas avec les États-Unis, l'intérêt que Moscou attache à Kiev dépasse de loin celui que lui portent les Occidentaux. Ce point a encore été réaffirmé par Vladimir Poutine cet été [(10)]. En outre, la Russie bénéficie actuellement d'une conjoncture particulièrement favorable au déploiement de sa stratégie habituelle qui peut se résumer à « diviser pour régner ». Les tensions internes en Europe, qu'il s'agisse du coût de l'énergie [(11)], de la crise migratoire orchestrée par la Biélorussie aux frontières de la Pologne [(12)] – où certains voient d'ailleurs la main de Moscou – ou encore de la priorité que les Américains accordent à la Chine [(13)] sont autant

(10) Colling Julian, « L'Ukraine, une question "de vie ou de mort" pour le Kremlin », *Le Temps*, 7 janvier 2022 (https://www.letemps.ch/monde/lukraine-une-question-vie-mort-kremlin).
(11) Georis Vincent, « L'Europe désunie face à la crise énergétique », *L'Écho.be*, 26 octobre 2021 (https://www.lecho.be/).
(12) Carpentier Arthur, Bourdon Sébastien, Gasser Robin (*Motion design*) et Service vidéo du *Monde*, « Pologne : comment le piège biélorusse s'est refermé sur des milliers de migrants », *Le Monde*, 19 novembre 2021 (https://www.lemonde.fr/).

d'opportunités de marginaliser une Europe qui peine à se faire entendre sur le dossier ukrainien.

Une possibilité de déploiement

La structuration militaire russe, qui résulte de l'art opératif de la défense active fondée sur l'utilisation du rail pour maintenir ses approvisionnements, pourrait limiter la projection de puissance russe. Cependant, il convient de ne pas oublier que Moscou dispose aussi d'une capacité de transport aérien et d'une préparation suffisante pour déployer une force de réaction rapide capable de répondre à ses objectifs politiques.

En outre, si certains estiment que Moscou ne serait pas mesure d'assumer un déploiement militaire, il est nécessaire de garder à l'esprit que le Kremlin a maintenant une certaine habitude en matière de gestion de plusieurs théâtres d'opérations militaires et de politique étrangère. En effet, en plus des *Brigade Tactical Group* (*BTG*) qui entourent l'Ukraine, la Russie a su déployer simultanément des forces (officielles et officieuses ou non étatiques) en Syrie [14], en Ukraine et au Haut-Karabakh [15], sans compter Wagner en Libye [16], en République centrafricaine et au Mali [17].

Aussi, ceux qui estiment que le Kazakhstan pourrait contrarier les ambitions de la Russie en Ukraine et fournir à Washington un avantage dans les négociations en cours et à venir pourraient faire preuve d'un excès d'optimisme. Au contraire, cette trop grande confiance représenterait un avantage pour Moscou. Si la volonté de Moscou est clairement de déclencher une offensive en Ukraine, il est fort peu probable que les récents événements au Kazakhstan [18] ne viennent l'en dissuader. Tout au plus, ces derniers pourraient-ils modifier un agenda sur lequel, à ce jour, les Occidentaux n'ont aucune visibilité. En outre, on ne peut pas interpréter le ralentissement des déploiements russes autour de l'Ukraine comme une conséquence des événements kazakhs, cette inflexion ayant précédé les troubles en Asie centrale.

---

[13] *AFP*, « Pour les États-Unis, la Chine est le "plus grand défi" du siècle », *Le Point*, 4 mars 2021 (https://www.lepoint.fr/).
[14] *RFI* et Paul Khalifeh, « La Russie se déploie davantage dans le centre de la Syrie », *RFI*, 6 décembre 2015 (https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20151206-russie-syrie-centre-ei-palmyre).
[15] Borges Anelise et Delorme Sandrine, « L'accès au Haut-Karabakh sécurisé, les troupes russes se déploient au col de Lachin », EuroNews, 18 novembre 2020 (https://fr.euronews.com/).
[16] Ibrahim Nader et Barabanov Ilya, « Wagner Group : les secrets de l'intervention russe en Libye dévoilés par une tablette », *BBC News*, 12 août 2021 (https://www.bbc.com/afrique/region-58173286).
[17] Le Cam Morgane, Bensimon Cyril et Vincent Élise, « Paris et ses alliés dénoncent le déploiement du Groupe Wagner au Mali », *Le Monde*, 24 décembre 2021.
[18] Des troupes russes ont été appelées pour aider Almaty à venir à bout des manifestations que connaît la capitale à la suite de l'annonce de la hausse des prix du gaz et du pétrole liquéfié. Depuis l'annonce de l'État d'urgence par le président Kassym-Jomart Tokaïev, qui a suivi de peu l'annonce de la démission du gouvernement et la suspension d'*Internet*, le pays connaît de violentes émeutes dont il ne vient pas à bout.

Des conséquences désastreuses et sanglantes

Dans l'hypothèse où Moscou lancerait une offensive sur le territoire ukrainien, la situation des soldats russes serait très différente de celle rencontrée par les séparatistes et leurs soutiens en 2014. En effet, si les forces ukrainiennes ont payé le prix du sang, elles ont beaucoup appris de ces combats et acquis une expérience sur laquelle elles peuvent désormais s'appuyer [(19)]. Ainsi, l'armée est mieux formée, mieux équipée et les Ukrainiens sont également très résolus à repousser une éventuelle offensive russe, qu'il s'agisse des vétérans, de volontaires ou de civils dont le patriotisme se double d'une volonté de revanche et du sentiment que les Occidentaux les ayant trahis, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Au sein de la population, ce sentiment pourrait se traduire par des débordements que le pouvoir de Kiev pourrait, si tant est qu'il le veuille, être d'autant moins en mesure de contenir que la relation entre la population (dont les combattants) et le Président s'est largement dégradée depuis le début du mandat [(20)]. En outre, la mise à l'écart de l'Ukraine de négociations, qui la concernent pourtant au premier chef, participe à crisper une population qui désespère de voir l'Occident prendre la mesure de la menace russe. Enfin, malgré les efforts du Kremlin pour moderniser son armée, la puissance militaire de la Russie, qui n'est plus celle de l'URSS de la guerre froide, pourrait lui valoir de lourdes pertes.

⁂

La semaine à venir s'annonce particulièrement importante pour la suite des événements en Ukraine. Au-delà de ce pays, ils emporteront des conséquences importantes pour l'UE, qui peine à se faire entendre, mais aussi sur la stabilité et la sécurité bien au-delà des frontières ukrainiennes et européennes. Si tous les regards sont braqués sur Moscou et Washington, c'est aussi parce que ces deux acteurs raniment un schéma de guerre froide qui, pourtant, n'est plus adapté au contexte actuel. En effet, le monde est beaucoup plus multipolaire qu'il ne l'était alors et, sans parler de l'avènement de la Chine comme *game changer*, les positions de la Fédération de Russie et des États-Unis ne sont pas, économiquement et militairement, comparables à celles qui étaient les leurs à cette époque. Pourtant, le jeu des présidents Poutine et Biden contribue à rappeler le souvenir de cette période : si le premier a joué une partie de son élection, notamment sur la possibilité que la Russie retrouve l'ancienne puissance soviétique, le second souhaite renouer avec le rôle d'acteur principal en matière de relations internationales et, pour arriver à ses fins, ne s'embarrasse ni de ses autres partenaires ni d'autres structures décisionnelles. ◆

11 janvier 2022

---

(19) « Vu d'Ukraine. Donbass, la guerre sans fin », *Courrier International*, 20 juillet 2021.

(20) « OSCE/Blocage, Taux de popularité de Zelensky en baisse, Nord Stream-2, Le gaz russe comme arme, Le nouvel accord de l'Ukraine avec le FMI », *Ukraine Crisis Media Center*, 25 octobre 2021 (https://uacrisis.org/).

L'île de Gotland et la crise ukrainienne

Lars WEDIN

Capitaine de vaisseau (er) de la marine suédoise. Membre de l'Académie royale des sciences navales et de l'Académie royale des sciences de guerre, ainsi que membre associé à titre d'étranger de l'Académie de Marine.

« Je ne crois pas qu'il y ait une île plus importante ailleurs » [1]

L'île de Gotland n'est pas directement menacée par la crise ukrainienne. Cependant, les tensions montent et une crise est, par définition, imprévisible. L'agression latente russe contre l'Ukraine – et le reste de l'Europe nordique ainsi que l'Europe de l'est et centrale – peut se transformer dans une vraie guerre par erreur ou par intention. Dans les deux cas, l'escalade horizontale vers les pays baltes n'est pas à exclure. Là, l'île Gotland devient stratégiquement importante.

Cependant, en lien avec la crise, il y a des exigences russes qui, entre autres, impliqueraient que la Suède ne pourrait pas rejoindre l'Otan ou participer à des exercices avec les États-Unis et/ou avec l'Otan. Là, la sécurité de la Suède, et donc l'île de Gotland, est directement concernée.

L'île de Gotland

Gotland est une grande île d'un peu plus de 3 000 km² [à titre de comparaison, c'est plus que l'île de La Réunion] au milieu de la mer Baltique, à peu près à un tiers de distance entre la Suède continentale et la côte balte.

Gotland a la forme d'un bateau. Sa côte orientale est dotée de nombreuses plages, de petits ports

Source : DALSJÖ Robert, BERGLUND Christofer et JONSSON Michael : *Bursting the Bubble. Russian A2/AD in the Baltic Sea Region : Capabilities, Countermeasures, and Implications*, FOI (FOI-R–4651–SE), Stockholm, mars 2019.

[1] Le général américain Ben Hodges, à l'époque Commandant des forces américaines terrestres en Europe, lors de sa visite à l'île en 2017. Mikael Holmström, « Stor amerikansk närvaro i svensk militärövning » [Importante présence américaine dans un exercice militaire suédois], *Dagens Nyheter*, 24 juin 2017.

avec des petits fonds. La côte occidentale est marquée par des falaises importantes. L'arrière-pays est assez plat et sans grandes forêts. Il n'y a qu'une ville, Visby, ville portuaire. Le plus grand port, Slite, se trouve sur la côte nord-est. Un troisième port est Storugns (dans la baie de Kappelshamn au nord-est) d'où l'île exporte du calcaire.

Il y a environ 60 000 *gutar* (gotlandais). Le tourisme est considérable, avec plus d'un million de visiteurs par an dont plus de 500 000 au mois de juillet. Or, il n'y a pas de stocks de denrées alimentaires sur l'île ; il faut donc une importation quasi quotidienne en provenance de la Suède continentale. À noter aussi que son électricité vient par câble sous-marin de la Suède continentale.

Pendant la guerre froide, Gotland joua un rôle très important pour la stratégie défensive suédoise. D'abord, il fallait empêcher l'ennemi potentiel (l'URSS) de s'emparer de l'île parce qu'elle aurait pu constituer une base importante pour des attaques contre la Suède continentale. Il y avait donc pour cela trois régiments (artillerie, artillerie côtière, blindés) plus un bataillon de défense aérienne. Après mobilisation, il y aurait eu 25 000 hommes auxquels s'ajoutait la garde locale. Comme il n'y avait pas assez de personnel sur l'île, une grande opération navale d'escorte permettrait d'y acheminer du personnel mobilisé. L'autre rôle était de constituer une sorte de pivot dans la zone maritime protégée – une « citadelle » – qui devait couvrir la côte occidentale du pays. Dans cette logique, Gotland aurait été une forteresse entourée de champs de mines couvrant les approches vers la mer intérieure au nord vers l'archipel de Stockholm et au sud vers l'île Öland. Par ce moyen, la marine suédoise aurait eu une certaine liberté de manœuvre dans ce bassin, assurant ainsi un meilleur préavis avant une attaque amphibie. On peut remarquer que cette stratégie ressemble fortement à une thèse de l'amiral Castex [(2)].

Au début des années 2000, la paix « éternelle » dans la région Baltique fut déclarée. Les forces armées suédoises ont été fortement réduites et le reste se transforma en forces expéditionnaires. Dès 2005, Gotland fut sans défense.

Suite à l'agression russe contre la Géorgie en 2008 et des intrusions armées dans des espaces aériens suédois en 2013, la Suède a commencé à se réarmer en 2015. La loi de programmation (« la décision de défense ») de 2020 fut un vrai tournant. Les forces armées vont substantiellement se renforcer – mais lentement vers l'horizon 2030.

Avec la crise ukrainienne, dès l'automne 2021, la défense est devenue un sujet important de discussion politique.

---

(2) Castex Raoul, *Théories stratégiques*, tome III ; Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931, p. 150. Voir aussi Edling Per, *La pensée de l'amiral Stig H:son Ericson – Une étude de la pensée navale suédoise au XX^e siècle* (mémoire de stratégie), École de Guerre, Paris 2011.

L'importance stratégique de Gotland

Gotland faisant partie de la Suède, sa sécurité est évidemment importante. Plus stratégiquement, Gotland pourrait constituer le centre d'une zone *A2/AD* [3] baltique grâce à des missiles à longue portée en conjonction avec les forces navales et aériennes suédoises – en coopération avec celles de la Finlande.

Pour l'Otan, dans une crise balte, l'Île pourrait constituer une base arrière importante ainsi qu'une base pour la protection de l'acheminement de ses forces.

Pour la Russie, Gotland aurait une grande valeur stratégique. Son emprise donnerait la possibilité d'empêcher son utilisation par l'Otan. Gotland pourrait aussi devenir une base navale – mais vraisemblablement pas une base aérienne – utile pour ses opérations en mer Baltique car la flotte russe est actuellement coincée à Kaliningrad et Saint-Pétersbourg. Ici, le système antiaérien *S-400* [4] pourrait jouer un rôle pour la protection aérienne de ses forces navales au centre de la mer Baltique.

Il faut se rendre compte que le talon d'Achille de Gotland est sa dépendance aux transports maritimes quotidiens, ce qui donne à la Russie des possibilités de coercition.

Le renforcement de la défense suédoise dans l'ombre de la crise ukrainienne

Un pas important pour le renforcement de Gotland fut la remise en service du régiment blindé *P18* en 2018. Gotland a donc désormais une permanence militaire. L'île peut aussi servir de base temporaire pour la marine et pour l'armée de l'air. Il y a 5 ans, la marine y avait testé le déploiement du missile antinavire (fabriqué par Saab Bofors Dynamics) *RBS-15* en version terre-mer.

Début janvier 2022, les forces armées ont renforcé les troupes dans l'île avec un bataillon mécanisé de Boden, à une distance d'environ 1 000 km. Les hommes et l'équipement léger furent transportés en avion McDonnell Douglas *C-17 Globemaster III* du *Heavy Airlift Wing* [Escadre de transport lourd] – une unité multinationale de l'Otan dont la Suède fait partie. La partie lourde fut apportée par des *ferries* civils. Les forces armées insistent sur le fait qu'il s'agissait seulement d'un acte de prudence.

Évidemment, les forces navales et aériennes ont été très sollicitées pour la surveillance de la zone et assurer leur présence. Cela fut particulièrement vrai pendant l'entrée en mer Baltique, le 19 janvier 2022, des unités amphibies russes

---

[3] *Anti-Access/Area Denial* : déni d'accès et interdiction de zone.

[4] Pour l'importance des *S-400* voir Dalsjö Robert, Berglund Christofer et Jonsson Michael : *Bursting the Bubble. Russian A2/AD in the Baltic Sea Region: Capabilities, Countermeasures, and Implications*, FOI (FOI-R—4651—SE), Stockholm, mars 2019.

– des *Ropucha* et des *Ivan Gren* [5] de la marine du Nord. Les navires sont restés en mer Baltique une dizaine de jours. Leurs parcours ont été suivis par des unités navales et aériennes avec une batterie de missiles *RBS-15* en version côtière en appui discret. Il y a aussi eu ailleurs d'autres activités.

Manœuvres politiques

Il faut probablement être Suédois pour comprendre la politique envers l'Otan. Aujourd'hui, la Suède a une coopération très étroite avec l'Otan. En effet, sa stratégie est fondée sur l'idée d'un renforcement de la participation des États-Unis et/ou de l'Otan en cas d'une attaque armée russe contre la Suède. Mais, en même temps, elle refuse l'idée d'une adhésion à l'Alliance. Le motif stratégique est « la stabilité », mais le problème est à l'intérieur du plus grand parti politique, les *Socialdemokraterna* (Parti social-démocrate suédois des travailleurs).

La Finlande, le plus important partenaire de la Suède, avait déclaré, il y a quelques années, une « option Otan ». Cela veut dire que la Finlande se réserve d'envisager une adhésion à l'alliance. Cela ne veut rien dire en substance parce que la Finlande, comme tout pays européen, pourrait envisager une adhésion selon la Charte de Paris (1990), le Document de Budapest (1994) et la Charte de sécurité européenne (1999).

En Suède, l'opposition de droite a récemment exigé que le pays fasse une déclaration « option Otan ». Les *Socialdemokraterna*, formant le gouvernement (depuis 2014), l'ont refusé. Le problème est qu'on débattrait de quelque chose qui n'existe pas – il n'y a pas de voie express à l'Otan – et qu'on puisse traduire la position du gouvernement comme s'il avait accepté les exigences russes, ce qui n'est pas le cas.

L'opposition envisage aussi une coopération renforcée avec l'UE dans le domaine de la sécurité. Cette idée ne semble pas trop controversée après les accords de coopération franco-suédois de cet automne. Toutefois, il marque un développement important, probablement par suite de la situation interne des États-Unis.

Le 2 février, le gouvernement a reçu une lettre de M. Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères russes depuis 2004, dans laquelle il exige une clarification quant à l'approche suédoise en ce qui concerne la règle dans le document d'Istanbul de 1999 [6] : « Aucun État ne renforcera sa sécurité aux dépens de la

[5] L'information ouverte n'est pas très claire. Les *Ropucha* ont été construits entre 1975 et 1991 tandis que les *Ivan Gren* datent de 2004 (2 en service, 2 en construction).

[6] Charte de sécurité européenne, paragraphe 8. Cependant, celui-ci est bien plus long que cette phrase que M. Lavrov cite : « Chaque État participant a un droit égal à la sécurité. Nous réaffirmons le droit naturel de tout État participant de choisir ou de modifier librement ses arrangements de sécurité, y compris les traités d'alliance, en fonction de leur évolution. Chaque État a également le droit à la neutralité. Chaque État participant respectera les droits de tous les autres à ces égards. Aucun État ne renforcera sa sécurité aux dépens de la sécurité des autres États. Dans le cadre de l'OSCE, aucun État, aucun groupe d'États ou aucune organisation ne peut revendiquer une responsabilité première dans le maintien de la paix et de la stabilité dans l'espace de l'OSCE, ni considérer une quelconque partie de cet espace comme relevant de sa sphère d'influence. »

sécurité des autres États. » Comme si c'était la Suède qui menaçait la Russie ! En tout cas, cela montre que la crise n'est pas limitée à la Russie et à l'Ukraine mais est plus vaste. En effet, il s'agit d'une menace contre l'ordre de sécurité en Europe, souligne le gouvernement suèdois.

Le 4 février, après quelques tergiversations, le gouvernement a annoncé qu'il fallait faire avancer les mesures de la loi de programmation qui prévoit des effets à court terme. L'opposition de droite est d'accord mais considère qu'il faut une nouvelle loi de programmation plus ambitieuse et suffisamment financée.

Le Commandant en chef des forces armées suédoises, le général Micael Bydén, a souligné, dans une *interview* à la radio le 5 février, que la Russie a désormais déployé toutes les capacités nécessaires pour déclencher une invasion de l'Ukraine à partir de la Russie et de la Biélorussie. Il a aussi affirmé que si la Suède ne peut plus s'entraîner avec ses partenaires de l'Otan, à cause des exigences russes, sa politique de sécurité serait contrariée. À suivre.

⁂

La crise ukrainienne est un cas aigu. Les discussions sur les exigences russes continuent. La lettre de M. Lavrov à la Suède (et à d'autres pays) semble constituer une escalade horizontale. Beaucoup d'« experts » sont convaincus que les Russes vont attaquer l'Ukraine prochainement. Nous sommes donc dans une situation dynamique. Le débat suédois sur le renforcement de sa défense et sa coopération avec l'Otan va continuer. Cet article ne peut donc pas n'être qu'un résultat à moyen terme. ◆

6 février 2022

Le partenariat stratégique entre la Russie et la Biélorussie

Ana Pouvreau

Spécialiste des mondes russe et turc, docteur ès lettres de l'Université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de Boston University en relations internationales et études stratégiques. Auteure de plusieurs ouvrages de géostratégie. Auditrice de l'IHEDN.

À la chute de l'Union soviétique en 1991, la Biélorussie a retrouvé son indépendance pour la deuxième fois depuis son annexion par l'Empire russe au XVIII[e] siècle. L'ancienne République socialiste soviétique (RSS) de Biélorussie est cependant rapidement revenue dans le giron de la Russie, à la suite de l'évincement, en 1994, du chef de l'État biélorusse Stanislaw Chouchkievitch. Ce dernier, qui était favorable à un rapprochement avec l'Occident, a laissé la place à l'actuel président biélorusse Alexandre Loukachenko, *pro*-russe et nostalgique de l'Union soviétique, lors des élections présidentielles de 1994. Sous son autorité, le pays s'est acheminé vers une « fusion » avec la Russie. Tout d'abord, par le biais de deux traités d'union, signés en 1997 et 1999, dans le cadre de la Communauté des États indépendants (CEI), la Biélorussie est entrée dans une confédération avec la Russie : l'Union de la Russie et de la Biélorussie (*Soiouz Rossii i Bielorousii, SRB*). Cette Union permet notamment la libre circulation des ressortissants russes et biélorusses sur le territoire des deux pays, d'ailleurs unis depuis 2010 par une union douanière. Lors d'une prochaine étape, cette confédération pourrait prendre la forme d'une fédération unique russo-biélorusse.

Cette évolution s'illustre, en particulier, par le renforcement inédit des liens qui unissent les deux pays dans le domaine militaire. La Russie a fait de son allié biélorusse un atout majeur de sa stratégie vis-à-vis de l'Otan. Les principes de cette coopération militaire ont été formulés dans la doctrine militaire de l'État d'Union russo-biélorusse dès 2001 [(1)]. Ce rôle s'est encore accru depuis la publication de la doctrine militaire russe de décembre 2014, qui souligne que l'élargissement de l'Otan vers l'Est constitue une menace fondamentale pour la sécurité de la Russie.

Le renforcement continu de la coopération militaire entre la Russie et la Biélorussie, observé au fil des deux dernières décennies, ne laissait aucun doute sur

(1) Pugaciauskas Virgilijus, « Military Cooperation between Russia and Belarus: Theoretical and Practical Perspectives », *Lithuanian Annual Strategic Review*, vol. 17, n° 1, décembre 2019, p. 232.

le rôle stratégique crucial dévolu par la puissance russe à son allié biélorusse dans une éventuelle crise avec l'Occident. Force est de constater que l'alliance militaire entre la Russie et la Biélorussie n'a cessé de se renforcer, tandis que l'élargissement de l'Otan vers l'Est progressait [2]. Quels sont alors les objectifs poursuivis par la Russie en ce qui concerne son alliance avec la Biélorussie ?

Utiliser le territoire de la Biélorussie comme une zone-tampon

Pour le professeur Virgilijus Pugaciauskas, de l'académie militaire lituanienne, dans l'hypothèse d'un conflit avec l'Occident, la Biélorussie constituerait pour la Russie une zone-tampon la protégeant de l'Occident ; un territoire apte à accueillir des troupes russes ; un allié lui permettant de mutualiser ses capacités militaires et un tremplin pour faire mouvement en direction de l'Ouest dans le cadre d'une offensive contre les forces de l'Otan [3]. Face à la politique dite de « la porte ouverte » (*Open Door Policy*) de l'Otan [4], la Russie n'a cessé de développer un « syndrome de la forteresse assiégée » [5]. Dans cette optique, la Biélorussie, par sa situation géostratégique particulière, satisfait les intérêts de sécurité russes en permettant à la Russie de protéger son territoire d'une éventuelle agression occidentale. Seule alliée de la Russie sur le flanc occidental de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) [6], qui se veut être le pendant eurasiatique de l'Otan, la Biélorussie joue un rôle de bouclier défensif [7]. D'une superficie de 207 600 km^2, elle partage avec la Russie une frontière terrestre de près de 1 000 km. Elle est entourée par trois États membres de l'Otan : la Pologne (entrée dans l'Alliance atlantique en 1999), la Lituanie et la Lettonie, toutes deux membres de l'Otan depuis 2004. Elle est, de surcroît, située non loin de l'enclave russe de Kaliningrad, un territoire de 203 km^2 situé entre la Pologne et la Lituanie. Le corridor de Suwalki, qui relie Kaliningrad à la Biélorussie, constitue un goulot d'étranglement stratégique de 70 km de long. Celui-ci est l'unique porte de sortie vers l'Union européenne (UE) pour les États baltes, entourés par la Russie, la Biélorussie et Kaliningrad.

---

[2] Szyszlo Peter, Countering NATO Expansion. A Case Study of Belarus-Russia Expansion (rapport), juin 2003, 32 pages (https://www.nato.int/acad/fellow/01-03/szyszlo.pdf).

[3] Pugaciauskas Virgilijus, *op. cit*.

[4] Cette politique s'appuie sur l'article 10 du Traité de l'Atlantique nord, qui stipule que l'adhésion à l'Otan est ouverte à tout État européen souverain susceptible de favoriser les principes de ce Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique nord.

[5] Pouvreau Ana, *Les Russes et la sécurité européenne*, L'Harmattan, 1998.

[6] L'OTSC a été fondée en 2002. Elle se veut le garant de la stabilité de l'Eurasie *post*-soviétique. Elle regroupe la Russie et cinq anciennes républiques soviétiques : la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Voir Teurtrie David, « L'OTSC : une réaffirmation du *leadership* russe en Eurasie *post*-soviétique ? », *Revue Défense Nationale*, n° 802, été 2017, p. 153-160.

[7] Marin Anaïs, « Les relations militaires de la Russie avec le Belarus : une alliance qui laisse Moscou sur sa faim », *Revue Défense Nationale*, n° 802, été 2017, p. 161.

Maintenir les forces biélorusses dans un état de dépendance

Pour le spécialiste de géostratégie Konrad Muzyka, les forces armées biélorusses se trouvent dans une situation de subordination vis-à-vis de la Russie aux plans de la doctrine, de l'organisation et des capacités. Il n'y a pas de pensée stratégique biélorusse indépendante et la Russie décide de l'évolution des forces armées biélorusses tant en matière d'organisation que de doctrine [8]. Selon cette analyse, en temps de guerre, le rôle principal de la Biélorussie consisterait, avant tout, à fournir une profondeur pour la guerre de manœuvre, à repousser le conflit aussi loin que possible des frontières de la Russie et, avec le soutien des forces russes, de fermer le corridor de Suwalki. Toute opération de combat serait menée en étroite coopération avec la Russie [9].

Sur le plan capacitaire, l'armée biélorusse n'est plus que l'ombre des forces armées soviétiques stationnées en Biélorussie de l'époque de la guerre froide. L'arsenal nucléaire déployé sur le territoire biélorusse était le sixième du monde et la Biélorussie abritait un quart des missiles balistiques intercontinentaux *Topol*. Il fut démantelé à la chute de l'URSS. Après la guerre froide, les forces conventionnelles biélorusses ont également considérablement diminué en nombre et en capacité. Dans le domaine aérien, le principal potentiel de combat de l'armée de l'air biélorusse repose sur des *MIG-29* obsolètes datant de l'ère soviétique.

Dans le cadre de l'État d'Union russo-biélorusse, plusieurs dizaines d'accords bilatéraux ont prévu « la coordination des politiques d'armement, des forces armées et des moyens antiaériens, du renseignement militaire, de la formation du personnel ainsi que l'usage conjoint des infrastructures militaires et une coordination politique sur les questions de sécurité régionale » [10]. À titre d'exemple, depuis 2000, le Groupement régional de Forces (*Regionalnaya Grouppirovska Voïsk, RGV)*, système unifié d'intervention rapide intégré aux forces de l'OTSC, englobe l'ensemble des forces armées biélorusses et les forces du district militaire ouest de la Russie. Commandé en temps de paix par un officier biélorusse, il est prévu que ce soit un Russe qui commande le *RGV* en temps de guerre [11]. Les entraînements conjoints et les exercices de grande ampleur tels que « Occident » *(« Zapad »)* et « Bouclier de l'Union » (« *Shchyt Soiouza* ») menés par le *RGV* permettent, depuis 2005 sur une base biannuelle, aux forces des deux pays d'accroître leur interopérabilité, de même que d'autres exercices bilatéraux de moindre ampleur. Les ministères de la défense russe et biélorusse ont développé conjointement leur système ferroviaire afin d'optimiser l'acheminement des équipements militaires et des armements de la Russie vers la Biélorussie.

---

[8] Muzyka Konrad, « The Belarussian Armed Forces—Structure, Capabilities and Defence Relations with Russia », International Centre for Defence and Security (ICDS), Tallinn, Estonia, août 2021.
[9] *Ibidem*.
[10] Marin Anaïs, *op. cit.*, p. 162.
[11] *Ibidem*.

Poursuivre l'intégration dans les domaines de la défense aérienne et de l'armement

Le partenariat stratégique entre les deux pays s'illustre en particulier par la mise sur pied d'un système intégré dans le domaine de la défense aérienne et antiaérienne commune. La création d'un système de défense aérienne régionale commun en 2016 permet le contrôle de l'espace aérien biélorusse et la transmission de l'information en Russie, aux unités de combat, aux centres de contrôle des forces armées de la région de Moscou, à l'armée de l'air à Saint-Pétersbourg et aux unités de la défense aérienne russe dans la région de Kaliningrad [12].

Plusieurs bases aériennes biélorusses n'hébergent pas de moyens aériens mais sont maintenues dans un état permettant l'accueil rapide de personnels russes, des systèmes de défense antiaérienne et d'alerte avancée, et des aéronefs [13]. La crise ukrainienne a actuellement pour effet d'accélérer la modernisation de ce système de défense commun aux deux États.

Par ailleurs, selon la géopolitologue Anaïs Marin, la Biélorussie constitue un maillon essentiel du complexe militaro-industriel russe auquel il fournit des biens et des services dans trois domaines principaux : la fabrication de châssis à usage dual, la production de matériels d'optique et d'outils de communication et de surveillance, ainsi que dans la maintenance d'équipements soviétiques ou russes. Il n'en reste pas moins que tous les contrats de fourniture et de maintenance d'armement pour les pays tiers sont négociés et contrôlés par des entreprises ou agences d'armement russes [14]. Moscou cherche à décourager tout projet de coopération entre la Biélorussie et d'autres pays, notamment avec la Chine.

S'assurer de l'interopérabilité des forces biélorusses

Cette alliance se révèle actuellement particulièrement importante dans le cadre de la crise ukrainienne, comme en témoignent les vastes déploiements par la Russie de troupes et de matériels sur le territoire biélorusse à compter de la mi-janvier 2022. Quelque 30 000 militaires russes ont été déployés sur le territoire biélorusse, notamment dans la région de Brest. Des avions de chasse russes *Su-35* et *Su-25*, des systèmes de défense antiaérienne et antimissile mobile russe *S-400 Triumf* et *Pantsir-S1*, ainsi que des *missiles* balistiques de courte ou moyenne portée *Iskander-M*, ont été acheminés en Biélorussie [15]. Des avions *MiG-31*, armés de missiles hypersoniques *Kinzhal*, ont été envoyés à Kaliningrad [16]. Au début du

[12] Pugaciauskas Virgilijus, *op. cit.*, p. 241.
[13] Muzyka Konrad, *op. cit.*, p. 12.
[14] Marin Anaïs, op. cit., p. 164-165.
[15] Barluet Alain, « Crise en Ukraine : manœuvres à haut risque en Biélorussie », *Le Figaro*, 10 février 2022.
[16] Angrand Antony, « Deux MiG-31K transférés à Kaliningrad », *Air & Cosmos*, 8 février 2022 (https://air-cosmos.com/).

mois de février 2022, plus de 120 000 soldats russes étaient présents à la frontière entre la Russie et l'Ukraine – en plus des 33 000 soldats russes stationnés sur la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en mars 2014 – faisant surgir dans le camp occidental la crainte d'une attaque russe sur la capitale ukrainienne à partir de la Biélorussie. Sur fond d'intenses négociations diplomatiques, en vue d'une désescalade dans la crise ukrainienne, la Russie, pour sa part, a argué que ces déploiements (décidés en décembre 2021) avaient lieu dans le cadre d'un exercice conjoint avec la Biélorussie « *Union Resolve 2022* », prévu entre les 10 et 20 février, pour entraîner les forces armées des deux pays à repousser une agression extérieure et à lutter contre le terrorisme [17]. Déjà, en septembre 2021, un exercice annuel stratégique russe « Occident-2021 » (*Zapad-2021*), s'était déroulé concomitamment en Russie et en Biélorussie. Il semblerait que les manœuvres actuelles, dans le cadre d'exercices militaires, soient annonciateurs d'une pérennisation d'une présence militaire russe [18].

Une présence militaire russe permanente sur le territoire de la Biélorussie

Jusqu'au printemps 2021, la Russie ne disposait que de deux installations militaires russes permanentes et non-offensives sur le territoire biélorusse. Tout d'abord, on peut mentionner la station radar Hantsavitchy, près de Baranovitchi dans la région de Brest, qui abrite un radar conçu pour identifier les lancements de missiles balistiques depuis l'Europe occidentale. Par ailleurs, le centre de communication navale de Vileïka, dans la région de Minsk, assure la liaison entre le chef d'état-major russe et les sous-marins nucléaires de la Fédération de Russie dans les océans Atlantique et Indien.

Le 5 mars 2021, les deux pays ont signé un programme de partenariat stratégique bilatéral militaire sur cinq ans [19]. Ils ont annoncé, en mai 2021, leur intention d'ouvrir trois centres permanents d'entraînement au combat, dont un en Biélorussie et deux en Russie, en plus de missions conjointes de patrouille aérienne à partir de l'été 2021 [20]. Un centre d'entraînement au combat conjoint de l'armée de l'air et des forces de défense aérienne, situé sur le territoire biélorusse, dans la région de Grodno, non loin de la frontière polonaise, a été mis en place, avec pour objectif principal l'entraînement des équipages d'avions *Su-30SM*, et de formation de spécialistes biélorusses à l'exploitation de systèmes de missiles anti-aériens

[17] « Russia, Belarus Kick off Union Resolve 2022 Joint Military Drills », *Agence TASS*, 10 février 2022 (https://tass.com/defense/1400757).
[18] Bratersky Alexander, « As "*Zapad*" Military Drills Heat up, Signs of a Lasting Russian Footprint in Belarus », *DefenseNews*, 13 septembre 2021 (www.defensenews.com/).
[19] « Russia, Belarus ink five-year strategic military partnership plan for first time », *Agence TASS*, 2 mars 2021 (https://tass.com/).
[20] Sivitsky Arseny, « Lukashenka Agrees to Joint Air Patrols and Training Centers With Russia, but Still Opposes Military Base (Part Two) », Eurasia Daily Monitor, vol. 18, n° 75, mai 2021 (https://jamestown.org/).

modernes en service dans les forces armées russes. La Russie accueille les deux autres centres d'entraînement au combat, près de Nijni Novgorod et à Kaliningrad [21].

Depuis 2012, la Russie est déterminée à obtenir l'installation d'une base aérienne permanente sur le territoire biélorusse, mais le président Loukachenko s'y est toujours opposé en mettant en avant le principe de neutralité du pays. Cet obstacle pourrait disparaître dans les semaines à venir, lors d'un prochain referendum sur la Constitution de la Biélorussie, visant à rendre possible le maintien du Président actuel dans ses fonctions jusqu'en 2035. Des amendements constitutionnels supprimeraient non seulement le principe de neutralité du pays, mais permettraient également à la Biélorussie d'abriter à nouveau des armes nucléaires sur son territoire. Il est donc à craindre que cette perspective ouvre la voie à l'installation permanente de forces conventionnelles et de missiles nucléaires russes en Biélorussie et constitue donc une source d'inquiétude majeure pour l'Otan [22].

⁂

Actuellement, l'escalade des tensions dans la crise ukrainienne a pour effet d'accélérer le processus d'intégration entre la Russie et la Biélorussie dans le domaine militaire, avec des répercussions au plan politique. Pour rappel, le pouvoir biélorusse a longtemps su résister aux pressions russes visant à lui faire reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Il était même parvenu à maintenir une certaine neutralité dans le conflit russo-ukrainien. Cependant, la répression implacable qui a suivi les élections présidentielles biélorusses d'août 2020 [23] a contribué à isoler Alexandre Loukachenko sur la scène internationale, réduisant ainsi drastiquement sa marge de manœuvre vis-à-vis de la Russie. Dans le contexte géostratégique actuel, la perspective ténue d'une normalisation des relations entre la Biélorussie et les puissances occidentales semble donc écartée. Le processus de « fusion » entre les deux pays est ainsi favorisé et pourrait aboutir à l'unification finale des deux États, après plus de deux décennies d'attente. ◆

18 février 2022

[21] « Russia Deploys Missile Forces To Grodno, Belarus », *Russia Monitor*, 30 août 2021 (https://warsawinstitute.org/).
[22] Gramer Robbie, « Western Officials Warn Russia's Troops in Belarus Could Be Permanent », Foreign Policy, 8 février 2022 (https://foreignpolicy.com/).
[23] À cette répression, s'ajoutent le détournement d'un avion transportant un dissident biélorusse, Roman Protassevitch, par les autorités biélorusses, en mai 2021 et la crise des migrants à la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, en novembre 2021.

La crise ukrainienne entre dans une nouvelle dimension

Christine DUGOIN-CLÉMENT

| Chercheure au *think tank* CAPE Europe.

La reconnaissance de l'indépendance des républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk par le maître du Kremlin porte le niveau des tensions que l'Ukraine subit depuis décembre 2021 à un tout autre niveau.

La Russie a massé des troupes aux frontières de l'Ukraine et renforcé ses positions en Crimée et en mer Noire, tout en exigeant de l'Otan des « garanties de sécurité » qui se résument à la promesse que l'Ukraine n'intégrera pas l'alliance, le retour aux frontières de 1997 et l'application des accords de Minsk II du 12 février 2015 [1].

Or, en reconnaissant l'indépendance des deux républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk, Moscou rend caduc les accords de Minsk II alors que, en dépit de son goût bien amer pour les Ukrainiens, sa mise en œuvre était la demande la moins difficile à satisfaire pour les Occidentaux, prévoyant un cessez-le-feu dans le Donbass, le respect des frontières de l'Ukraine et un gouvernement provisoire à l'Est du pays.

En quoi renoncer aux demandes de Minsk II est un mauvais signe ?

Déjà plusieurs États, dont la France, condamnent [2] une décision du Président russe qui acte l'abandon des dispositions de l'accord et constitue un mauvais signe à plus d'un titre. Tout d'abord, l'implémentation du volet politique des accords de Minsk II permettait aux séparatistes et à leurs soutiens prorusses d'avoir un pied dans la politique ukrainienne grâce aux chevaux de Troie qu'auraient représenté ces députés, et d'interdire l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, ce qui constitue la seconde demande Russe. En abandonnant cette option, la possibilité de paralyser politiquement l'Ukraine disparaît et ne laisse plus, pour ce faire, que des moyens plus directs et potentiellement violents. En outre, l'ampleur du

[1] DUGOIN-CLÉMENT Christine, « Russie-Ukraine : la guerre est-elle inévitable ? », *The Conversation*, 27 janvier 2022 (https://theconversation.com/).
[2] « Le président de la République condamne la décision prise par le président de la Fédération de Russie de reconnaître les régions séparatistes de l'Est de l'Ukraine », Élysée, 21 février 2022 (www.elysee.fr/).

périmètre territorial dont Moscou reconnaît l'indépendance soulève une question. En effet, si cette reconnaissance porte l'emprise actuelle des républiques autoproclamées, l'enjeu n'est pas le même que si elle concerne le territoire correspondant aux deux oblasts administratifs, soit sur le territoire préexistant au mouvement séparatiste de 2014. Dans cette hypothèse, une partie des territoires reconnus indépendants par le Kremlin seraient sous le contrôle de Kiev, qui y a basé des forces armées dans le cadre du conflit qui l'oppose aux séparatistes depuis 8 ans. Dans ce contexte, si l'espoir d'engager des négociations n'a pas totalement disparu, il s'amenuise sensiblement et accroît corrélativement le risque d'opérations militaires.

La temporalité

La question de la temporalité mérite d'être ici posée. Les tensions suscitées par le déplacement de quelque 100 000 hommes aux frontières de l'Ukraine interviennent alors que l'Union européenne (UE) connaît une période où les divisions sont manifestes et où la crise migratoire orchestrée par la Biélorussie aux frontières polonaises [3] a encore accru les divergences entre les États membres. En outre, la crise énergétique cristallise des problèmes sociaux dans les 27 pays de l'Union [4], ce qui permet à la Russie de jouer de ses livraisons de gaz pour influencer la politique européenne. Par ailleurs, des élections sont programmées dans plusieurs États européens [5], à commencer par la France (10 et 24 avril 2022), architecte de Minsk II et partenaire des rencontres au format Normandie. En parallèle, depuis le début de la présidence de Joe Biden, les échanges sont tendus entre les États-Unis et la Russie, les premiers accusant officiellement la Russie d'être responsable de diverses cyberattaques qui ont visé les États-Unis, dont SolarWinds [6] et plusieurs autres attaques de rançongiciels. Or, eu égard à la difficulté d'identifier sans erreur possible l'origine des cyberattaques, ce type d'accusation est très rare et traduit une volonté politique forte. Enfin, la Russie, passée maître dans l'alternance du chaud et du froid, parvient à imposer un agenda à sa convenance. En effet, malgré les efforts déployés par l'Ukraine pour demander à ses partenaires de garder la tête froide [7], la première phase de cette montée des tensions a suscité un réel affolement auprès des Occidentaux [8]. Toujours en termes de calendrier, on a pu observer qu'au moment où les Occidentaux tentent depuis plusieurs mois de ralentir le

---

[3] Agence France Presse (AFP), « Biélorussie. Les migrants de la frontière polonaise évacués vers un centre d'accueil », *Ouest France*, 19 novembre 2021 (www.ouest-france.fr/).

[4] Marchand Leïla, « Pourquoi les prix du gaz augmentent ? », *Les Échos*, 29 septembre 2021 (www.lesechos.fr/).

[5] Conseil de l'Europe, « Calendrier électoral 2022 des États membres du Conseil de l'Europe » (www.coe.int/).

[6] Manens François, « La Maison Blanche accuse officiellement la Russie de la cyberattaque contre SolarWinds », *Numerama*, 15 avril 2021 (www.numerama.com/).

[7] Earl Geoff, Pleasance Chris, and Associated Press (AP), « "We don't have a Titanic here": Ukrainian President Volodymyr Zelensky downplays the US assessment of imminent Russian invasion as Gen. Mark Milley warns a full attack would be "horrific" and bring a "significant amount of casualties" », *Daily Mail*, 28 janvier 2022 (www.dailymail.co.uk/).

[8] AFP, « Biden évoque une probable incursion russe en Ukraine, promet un "désastre" en cas d'invasion », *Le Point*, 19 janvier 2021 (www.lepoint.fr/).

rythme des négociations, la Russie pose des ultimatums et exige des réponses rapides. Dans le même sens, la reprise des bombardements, le 17 février, à Stanytsia-Luhanska [9] – bombardements qui s'intensifient [10] – est consécutive à une période d'accalmie sur le front. La situation est assez paradoxale avec le climat de tension diplomatique. Cette reprise évoque le contexte cyclique dans lequel évolue l'Ukraine qui, engagée depuis 8 ans, voit alterner des phases d'accalmie et de reprise des violences, notamment au printemps. Néanmoins, les bombardements de février ont fait remonter la pression et ont accéléré des négociations que les Occidentaux tentaient de ralentir. En outre, l'annonce et la mise en scène de l'arrivée massive de réfugiés depuis la région de Donetsk vers la Russie [11] ont largement contribué à cette accélération, les Occidentaux craignant que la Russie ne se saisisse d'arguments tels que la défense des populations ou d'agressions ukrainiennes, quitte à les monter de toutes pièces, pour déclencher un conflit armé ouvert [12]. Ainsi, en jouant de la montée de pression sur le terrain, quitte à utiliser et à instrumentaliser le déplacement de civils, de la pression diplomatique portée par l'impressionnante théâtralisation de la reconnaissance de l'indépendance des deux « Républiques populaires », Moscou garde la maîtrise du *tempo* des négociations, voire de la décision d'engager un conflit armé. Enfin, si des négociations parviennent à se tenir mais échouent à enrayer l'engagement cinétique, ce que les positions russes semblent vouloir indiquer, elles auront tout de même été retardées. Sous réserve que la Russie ne décide pas d'accélérer drastiquement son agenda et se contente, dans l'immédiat, de positionner des troupes de « maintien de la paix », ce temps gagné par Moscou lui permettra de prétendre avoir adopté une position raisonnable, et tenté de négocier. Ce gain de temps pourrait également permettre aux déplacements de véhicules milliaires de bénéficier d'une période plus propice à des mouvements que peuvent gêner des sols détrempés par la fonte de la neige, sauf à utiliser les voies bitumées praticables en tout temps.

Le volet cyber

L'Ukraine, qui est habituée à devoir faire face à des cyberattaques et à des tentatives d'intrusions, a subi ces dernières semaines une recrudescence d'attaques [13] notamment à une vague d'agressions qui ont visé plusieurs sites gouvernementaux [14]. Plus récemment, une autre offensive, qui a utilisé une forme

[9] « Bombardement d'une école en Ukraine : ce que l'on sait de cette attaque qui a fait trois blessés », *La Dépêche*, 17 février 2022 (www.ladepeche.fr/).
[10] Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), *Daily Report*, n° 40/2022, 21 février 2022 (https://www.osce.org/files/2022-02-20-21%20Daily%20Report_ENG.pdf).
[11] Alix Erwan, Fettweis Maxime, et Boisselier Alexis, « Crise en Ukraine : de nombreux civils évacués des zones séparatistes *pro*-russes », *Ouest France*, 20 février 2022 (www.ouest-france.fr/).
[12] « Washington accuse Moscou de préparer une opération "prétexte" pour envahir l'Ukraine », *RFI*, 15 janvier 2022 (www.rfi.fr/).
[13] Dugoin-Clément Christine, « Russie-Ukraine : la cyberguerre est-elle déclarée ? », *The Conversation*, 17 février 2022 (https://theconversation.com/russie-ukraine-la-cyberguerre-est-elle-declaree-177036).
[14] Vincent Faustine, « En Ukraine, une cyberattaque alimente les tensions avec Moscou », *Le Monde*, 17 janvier 2022.

relativement sophistiquée d'attaque par déni de service (*Distributed Denial of service* [*DDos*]), a atteint le ministère de la Défense et deux des principales banques du pays [15]. Il semble que ce type d'attaque, maintenant reconnu comme une dimension à part entière des conflits modernes, vienne d'être utilisé. En outre, en raison de leur fluidité et la difficulté de les attribuer, les cyberattaques présentent l'avantage de pouvoir être déployées en amont de l'engagement cinétique. En participant à la désorganisation d'un État, voire en devenant une réelle cybercoercition [16], les cyberattaques peuvent changer la donne, mais aussi contribuer à influencer significativement le moral de la structure attaquée.

Le volet informationnel

Parler de moral et de perception amène naturellement à évoquer les attaques informationnelles qui sont monnaie courante depuis le début d'un conflit qualifié de laboratoire à ciel ouvert de la désinformation et de l'influence, notamment par le biais des réseaux numériques. Or, depuis que les tensions montent, on peut observer la résurgence de la dialectique véhiculée par la Russie, l'accentuation des diffusions de fausses nouvelles et la réapparition des *trolls* sur les réseaux sociaux. Sans prétendre à l'exhaustivité, on a pu observer des diffusions d'informations relatives à des armes biologiques américaines [17], à des plans d'invasion attribués à l'armée ukrainienne qui comportent des erreurs grossières comme des textes en russe et non en ukrainien ou la qualification de « Républiques populaires » des territoires séparatistes appelés, ou encore la réapparition d'image de guerre censée être actuelle mais datant de 2014. Enfin, la médiatisation des déplacements de la population de Donetsk et Louhansk vers la Russie, justifiés par crainte d'une attaque ukrainienne massive voire d'un « génocide », représente un élément significatif. En effet, si le déplacement organisé de ces populations instrumentalisé, il reste que les personnes qui vivent encore dans ces territoires peinent à accéder à des informations autres que celles diffusées par la Russie et sont elles-mêmes visées par une influence particulièrement forte, en plus de devoir vivre dans des territoires ravagés et dont la situation économique est catastrophique depuis 8 ans.

⁂

In fine, ce réchauffement de la crise permet à la Russie de reprendre la main sur l'agenda et de tester, à nouveau, les réactions occidentales. En effet, malgré l'indignation soulevée par la reconnaissance de l'indépendance des territoires sépa-

---

[15] Terrasson Benjamin, « Le ministère de la Défense ukrainienne victime d'une cyberattaque », *Siècle Digital*, 16 février 2022 (https://siecledigital.fr/2022/02/16/le-ministere-de-la-defense-ukrainienne-victime-dune-cyberattaque/).
[16] Barbier Bernard, Guillaud Édouard, et Gergorin Jean-Louis, « Cybercoercition : un nouveau défi stratégique », *Le Monde*, 28 janvier 2020.
[17] Field Matt, « Russian media spreading disinformation about US bioweapons as troops mass near Ukraine », *Bulletin of the Atomic Scientists*, 8 février 2022 (https://thebulletin.org/).

ratistes et le front uni affiché lors de la conférence sur la sécurité de Munich, les Occidentaux pourraient se diviser sur le sujet des réponses possibles à apporter à la Russie. De fait, les options peuvent se borner à qualifier cette reconnaissance d'indépendance de dommage au droit international ou prendre de nouvelles sanctions. L'éventail des réactions pourrait être tout aussi large dans le cas où la Russie s'engagerait dans un conflit armé avec l'Ukraine : beaucoup hésiteraient sûrement à s'engager, l'importance des moyens militaires déployés par le Kremlin crédibilisant l'éventualité d'une action de grande envergure, s'il le décide, ce qui semble de plus en plus probable. En effet, une opération qui ne viserait que le seul Donbass nécessiterait-elle un tel déploiement de force ?

Les coûts humain et économique d'une opération militaire massive seraient importants pour une Russie considérée comme très habile et rationnelle en matière de relations internationales. Pour autant, les déclarations du Président l'été dernier et la réécriture de l'histoire, qui a marqué la théâtralisation, dans la déclaration de Vladimir Poutine, de la reconnaissance d'indépendance de Donetsk et Louhansk, ainsi que la part de l'affect qui marque la relation de la Russie à l'Ukraine semble échapper à la pure rationalité. Néanmoins, cet affect n'empêche nullement la capacité de Moscou à jouer des failles et des faiblesses occidentales et à prendre la mesure de son aptitude à mettre les négociations sous pression.

Ce contexte, particulièrement tendu, où l'Ukraine et les Occidentaux font face à un joueur d'échecs engagé dans une partie intense, dans laquelle aucune option ne peut être écartée, mérite une attention toute particulière. Cependant, l'importance des enjeux exige de ne pas céder à une panique qui, nuisant à la qualité des analyses et à la pertinence des décisions, serait particulièrement malvenue. ◆

22 février 2022

Interrogations sur la Russie

Eugène Berg

Ancien ambassadeur, enseignant au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS). Dernier ouvrage : *De l'ordre européen à l'ordre mondial*, Nombre7 Éditions, 2021, 470 pages.

Une fois de plus, l'attention s'est portée sur la Russie. Que n'a-t-on cité depuis qu'a été prononcée, dans les années 1940, la fameuse phrase de Winston Churchill : « La Russie est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme », ajoutant que la clé pour résoudre cette énigme, nous la tenons : c'est l'intérêt national russe. L'actuelle crise, qui s'est cristallisée, depuis novembre 2021 à propos de l'Ukraine, et au-delà de toute l'architecture de sécurité en Europe, démontre bien qu'à Moscou et dans les capitales de l'« Occident global », on est loin de partager les mêmes conceptions et perceptions sur les intérêts légitimes de sécurité. Pour se plonger plus avant dans les réalités de la Russie, le lecteur dispose d'un certain nombre d'ouvrages lui permettant de se forger une opinion plus solide sur l'affrontement actuel des volontés, tant pour analyser son comportement sur la scène européenne et mondiale, que pour passer en revue les divers volets de la vie politique, de l'économie, de la société et de l'histoire russe, en particulier la riche et prometteuse histoire des relations franco-russes.

Il convient donc de saluer, après une interruption d'un an, du fait de la pandémie de Covid-19, la parution, en fin d'année 2021 de *Russie 2021. Regards de l'Observatoire franco-russe*. Ce volume broché de 576 pages, édité par les éditions de L'Inventaire en 600 exemplaires, est incontestablement l'outil d'analyse le plus complet, le plus diversifié et, ajoutons, le plus agréable qui soit sur la Russie, perçue dans toute sa densité. Son regard ne porte pas comme il se doit sur l'actualité des années 2020-2021, mais se penche sur les aspects historiques de la Russie ou des relations franco-russes. Puisque l'année 2021 a été l'année du bicentenaire de la naissance de Fiodor Dostoïevski, saluons le bel article que lui a consacré Anne Coldefy-Faucard, de Sorbonne-Université, cofondatrice des éditions L'Inventaire, qui a supervisé l'immense travail de traduction des articles écrits en russe, parus dans *Russie 2021*. « Le terrain occidental se fait chaque jour plus semblable à celui de Dostoïevski », écrivit le philosophe René Girard. André Glucksmann n'a-t-il pas, quelque temps après les attentats du 11 septembre 2001, intitulé un de ses ouvrages *Dostoïevski à Manhattan* ? Pour pénétrer dans la tête de Vladimir Poutine, comme d'aucuns s'évertuent à le faire, comme d'une partie des élites russes, c'est aussi dans les éclats visionnaires de Dostoïevski qu'il convient de se plonger. On comprendra mieux la vision eurasiatique du pays, qui s'oppose à la vision euro-

atlantique, ainsi que les rapports pas toujours harmonieux avec l'Europe. Un autre article est consacré à Ivan Bounine, le premier prix Nobel russe, qui a passé le tiers de sa vie en France, puisque c'est à Grasse qu'il apprit qu'il avait été primé par l'Académie suédoise, en 1933. Bien d'autres sujets passionnants sont abordés dans cette dernière partie : la France et le commerce de la mer Noire, un ministre de la marine impériale de Russie, le marquis de Traversey, Pierre Cubat, le cuisinier des tsars… Est-ce un clin d'œil, à travers les siècles, à Evgueny Prigojine, le « cuisinier de Poutine », patron, entre autres, de la sulfureuse société militaire privée (SMP) Wagner, qui vient de déployer un demi-millier des siens au Mali, après s'être solidement implanté en République centrafricaine (RCA) et qui lorgnerait déjà sur le Burkina Faso ?

De l'histoire de la Russie

En continuant cette introspection, si nécessaire, de l'histoire et de la psyché russe, il paraît bien utile de se plonger dans le stimulant ouvrage de Sabine Dullin, *L'ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur Empire* (*1953-1991*), aux éditions Payot, paru en 2021 (300 pages). En survolant toutes les rudes épreuves qu'ont affronté l'Empire des tsars, puis l'URSS, au cours de ce siècle et demi d'histoire, elle montre combien l'autocratie, le rêve d'Empire et la nation sont les composantes essentielles de l'histoire en train de s'écrire à Moscou, à Kiev, mais aussi à Simferopol (Crimée) et Stepanakert (Haut-Karabagh). Si le totalitarisme et la guerre froide ont été, et sont encore aujourd'hui, les grilles de lecture dominantes du siècle soviétique, elles ont leurs vertus. Elles insistent sur l'idéologie et sur la dimension inédite de la répression et de la propagande, au moins jusqu'à la mort de Staline. Elles enferment, cependant, l'histoire de l'Union soviétique dans un silo à part de celle de la Russie. Elles relèvent en grande partie d'une vision occidentale de la Russie, qui n'est pas celle des Russes. Aussi, en partant de la guerre de Crimée, ce livre choisit, au contraire, d'enjamber 1917. Il s'arrête en 1991. Mais l'histoire de l'Empire, de ses nations et de ses habitants continue. Sabine Dullin prolonge d'ailleurs, à grands traits, cette histoire. À l'ombre du mausolée de Lénine, la Russie multinationale continue ainsi, belle ironie du destin, à osciller entre la croissance économique et l'affirmation de sa puissance, entre la voix nationale et impériale. On retiendra particulièrement les pages consacrées à la politique menée en direction des nationalités non russes, sans doute la dimension la plus étonnante de l'entreprise soviétique des années 1920. C'est bien l'héritage de celle-ci que remet en partie en cause Vladimir Poutine, en imputant à Lénine la responsabilité d'avoir introduit le droit à sécession aux Républiques fédérées en décembre 1922. Cependant, explique Sabine Dullin, le fédéralisme de Lénine fut essentiellement tactique. L'objectif était de désarmer le nationalisme et de préparer l'étape suivante, celle de l'homogénéisation dans un grand tout socialiste. À l'époque, rappelle-t-elle, l'exigence de l'Ukraine de conserver ses prérogatives n'a pas été entendue. L'ironie du destin, c'est qu'en fin de parcours, c'est bien celle-ci

qui finit par faire éclater l'URSS en 1991. Et les éclats de cette implosion continuent de jaillir.

Des relations franco-russes

Aucun auteur de *Russie 2021* n'avait prévu l'accélération de la spirale de confrontation de l'automne-hiver 2021-2022, bien qu'ils en aient perçu quelques signes annonciateurs. Dans son introduction, Arnaud Dubien, directeur de l'Observatoire franco-russe, notait bien que « la liste des griefs à l'égard de Washington » s'alourdissait de jour en jour. Les dirigeants russes étaient convaincus que les États-Unis cherchaient à affaiblir systématiquement leur pays, voire à y organiser un changement de régime. C'est là que réside certainement la raison de la brusque montée des « revendications » ou « exigences » de Vladimir Poutine, qui, pressé par le temps, est plus désireux qu'auparavant de résoudre la question ukrainienne, avant l'échéance de 2024. Quant aux relations France-Russie, il était clair qu'il s'agissait d'un rapprochement semé d'embûches. Aux griefs français portant sur les affaires d'espionnage – avec expulsions discrètes de diplomates – de cyberattaques – malgré les discussions engagées dès juillet 2008 entre l'Agence nationale de sécurité des systèmes informatiques (Anssi) et le Conseil de sécurité de Russie – s'ajoutent de graves différends portant sur les dossiers régionaux. Y répondent les irritations russes : Moscou ne voit pas d'un bon œil la participation de chars *Leclerc*, à des exercices de l'Otan dans les pays baltes, la vente de patrouilleurs à l'Ukraine et de systèmes antiaériens à la Géorgie. Les déclarations de responsables du Quai d'Orsay sur le vaccin *Spoutnik V* et le *Nord Stream 2* ont été interprétées à Moscou comme un signe de glissement de la France vers les positions des pays européens les plus hostiles à son égard. Tout pourtant n'allait pas mal entre Moscou et Paris, chacun des partis étant désireux de poursuivre un dialogue exigeant. La France conserve une part de marché d'environ 3,5 %, contre 4,7 % avant les sanctions et contre-sanctions. Elle est le deuxième investisseur, hors paradis fiscaux, en flux et en stock et le premier employeur étranger en Russie. Le spectre de coopération est très large, incluant les secteurs technologiques de pointe, ce qui distingue la France des autres pays occidentaux. « Je t'aime, moi non plus » : depuis la fin du XVI^{e} siècle, les relations culturelles, intellectuelles, économiques, voire politiques, entre la Russie et la France, ont connu maints soubresauts, mais elles ont perduré même aux moments les plus critiques. Jean de Gliniasty, ambassadeur de France en Russie de 2009 à 2013, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris), en retrace l'histoire [(1)], entre géopolitique et idéologie. Il fait le point sur la situation actuelle et passe en revue les raisons de s'accorder et les motifs de désaccords. L'ouverture à l'Est s'est traduite par une coopération d'excellence, depuis le général de Gaulle, dans la science, la technologie, l'espace ; par une concurrence et une complémentarité sur

(1) Gliniasty (de) Jean, *Petite histoire des relations franco-russes*, L'Inventaire, 2021, 128 pages.

le terrain de l'énergie. L'Otan et l'Union européenne constituent-ils alors des obstacles au développement des relations franco-russes ? Ces questions, et bien d'autres, comme les liens culturels et la coopération scientifique et universitaire sont abordées de front, sans faux-semblants ni faux-fuyants.

Un état des lieux social, économique et démographique de la Russie

On trouvera dans cet ouvrage les descriptions les plus fouillées qui soient de la politique intérieure, de l'économie et de la société, de la culture et des régions, et de la politique étrangère et de défense russes. Jean-Robert Raviot, professeur en études russes et postsoviétiques à l'Université Paris-Nanterre, passe en revue ce qu'il nomme « l'horizon 2036 » ou la relance plébiscitaire du système politique russe. Pour sûr, l'année 2021 a vu un durcissement du pouvoir russe, qui dépasse le seul cas d'Alexeï Navalny, sur lequel l'attention de l'Occident s'est fixée de manière quasi exclusive. Ce qui s'avère durable, c'est qu'en dépit des épreuves et du temps, la cote de popularité de Vladimir Poutine se situe toujours au moins 20 à 25 % au-dessus de celle du parti gouvernemental Russie Unie. Plus que jamais sa personne est indispensable à la survie du système, qui reste étroitement circonscrit aux quatre partis traditionnels, même si les élections de la *Douma*, le parlement russe, en septembre 2021, ont vu l'arrivée d'une cinquième et nouvelle formation « Les Nouveaux », ainsi que quelques candidats d'autres partis élus localement au scrutin majoritaire. Aussi assiste-t-on à la prolongation du *statu quo*, alors que la Russie figure au 49e rang dans le classement mondial de la liberté de la presse. Divers articles plus spécialisés portent sur des sujets variés apportant un éclairage bien utile sur la société russe – la classe moyenne, l'islam dans les prisons, la place et le rôle des femmes, le sport et le dopage. Il convient d'examiner avec attention les développements portant sur la situation démographique et la Covid-19, véritable talon d'Achille du pays, qui a perdu 500 000 habitants en 2020, rythme qui devrait se poursuivre en 2021. Depuis 1993, c'est à une diminution de 4,8 M d'habitants à laquelle on a assisté, ce qui ne manquera pas de se traduire, à terme, sur les capacités productives et les effectifs des forces armées. On sait également que l'espérance de vie des hommes se situe à 66 ans (onze de moins que la France) et celle des femmes à 77 ans (85 ans pour la France), la Russie étant de tous les pays développés celui qui a connu la baisse la plus importante de l'espérance de vie (moins 1,8 an). En examinant la trajectoire du *Spoutnik V*, Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du Centre Russie/NEI de l'Institut français des relations internationales (Ifri) conclut : « Rapide envol, trajectoire parsemée de secousses, son maintien en orbite laisse encore beaucoup de questions ouvertes. »

Géopolitique, Asie centrale et Moyen-Orient

Sans avoir prévu la brusque montée des tensions entre la Russie et « l'Occident collectif », Isabelle Facon, directrice-adjointe de la Fondation pour la

recherche stratégique (FRS), observait, à l'été 2021, que la tension avec les pays occidentaux était devenue la « nouvelle normalité ». Entre la Russie et l'UE, le dialogue est devenu décidément introuvable, les pays baltes et surtout la Pologne et la Suède ayant rejeté, en juillet, la proposition d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron d'ouvrir un dialogue avec Moscou. Du fait de la Covid-19, les visas Schengen délivrés aux citoyens russes sont tombés à 635 000 en 2020, contre 4 millions en 2019. Plus encore, Moscou faisait face dans son voisinage proche à des crises et tensions, ce qui devrait la conduire à redéfinir ses relations avec l'espace *ex*-soviétique, ce qui, disons-le, est advenu (hors Ukraine) relativement à son avantage tant dans le Caucase qu'en Asie centrale, sans parler de la Biélorussie, qui dépend de plus en plus de son puissant voisin, comme l'attestent les récentes manœuvres militaires menées par les deux pays amis.

Signalons à cet égard le bien utile ouvrage d'Isabelle Facon chez le même éditeur, *La nouvelle armée russe*, paru en 2021, une description détaillée de la montée en puissance de l'armée, enfant choyé par Poutine dès son accession au pouvoir. Alexandre III n'avait-il pas dit que la Russie a deux amies : son armée et sa flotte ? On notera également un stimulant article d'Andrei Kortunov, directeur général du Conseil russe des affaires internationales, qui constate que, paradoxalement au cours de ces trente dernières années, si la Russie a su se transformer en une puissance mondiale très active, elle n'est pas parvenue à s'imposer comme une autorité régionale légitime, ce qui est moins vrai après la brève incursion de force de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) – une première depuis la création de cette institution en 2002 – au Kazakhstan.

Saluons la série d'articles (avec cartes) sur la situation des pays de Transcaucasie et d'Asie centrale, ainsi qu'une étude circonstanciée d'Igor Delanoë, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, sur les acteurs de l'influence russe au Moyen-Orient. Loin de l'image communément admise d'un Kremlin à la manœuvre derrière chaque initiative russe dans la région, la politique poursuivie par Moscou dans la région met en lumière une pluralité d'acteurs aux pratiques et réseaux bien définis. Ainsi, on a assisté de la Syrie aux ventes d'armement à la fulgurante ascension du ministère de la Défense dans les arbitrages moyen-orientaux de la Russie. Sergueï Choïgou, un des ministres les plus populaires du gouvernement, affichant une rare proximité avec le maître du Kremlin, qu'il amène pêcher, chasser, ou chevaucher dans sa Sibérie natale loin des salons de la capitale ou des palais des bords de la Neva, est à la manœuvre. Ce qu'il convient également de souligner est le récent – près de cinq ans – développement du commerce avec les pétromonarchies arabes du Golfe et le rôle du Fonds russe pour les investissements directs. Le commerce de la Russie avec les pays du Conseil de coopération du Golfe a été multiplié par quatre au cours de la dernière décennie, passant de 1,5 milliard de $ en 2010 à 6 milliards en 2020.

La Russie et le contrôle des armements

Nikolai Sokov, du Centre viennois pour le désarmement et la non-prolifération (*VCONP*) signe un article détaillé : « La Russie et le contrôle des armements ». Il s'agit bien là – en dehors de la question de l'entrée de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'Otan, ainsi que du déploiement d'armes qualifiées d'offensives sur les territoires des nouveaux membres de l'Alliance atlantique – de l'un des points durs de l'actuel affrontement Russie/États-Unis et « Occident global ». Sur la série des huit traités (*Start*, *FNI* de 1987, *FCE* de 1990, *Ciel ouvert* de 1992) ou Documents et Acte fondateur de 1997 Otan-Russie, aucun, en dehors du *New Start*, prolongé le 26 janvier, dès l'entrée de Joe Biden à la Maison-Blanche, n'est encore en vigueur, respecté ou mis en œuvre. C'est ce monde de l'*Arms Control* qui, pendant trois décennies, a régulé et tempéré les relations Est-Ouest, qui est aujourd'hui perdu et qu'il conviendrait bien de restaurer. Le fait que les Européens n'aient rien entrepris pour sauver l'accord sur les missiles à portée intermédiaire a renforcé les soupçons de la Russie à leur égard. Après le sommet Biden-Poutine du 16 juin 2021, un mince espoir avait vu le jour, les deux pays, ayant proclamé leur désir d'entamer un « dialogue bilatéral sérieux sur la stabilité stratégique » [(2)]. On a vu ce qu'il en est advenu ! Une des questions clé concerne les systèmes de défense antimissile et les missiles conventionnels à longue portée, dont on ne savait pas encore s'il convenait de les inclure dans les discussions. Se sont ajoutés bien d'autres sujets, portant sur le déploiement des armes dans les pays ayant appartenu à l'ancien camp socialiste, la transparence des manœuvres, l'équilibre des forces, etc. De toute façon, le temps presse. Car ces négociations devraient (ou devront) s'achever avant l'été 2024, élection présidentielle, dans les deux pays oblige. Depuis lors, l'ordre du jour des consultations globales s'est considérablement élargi et l'esprit avec lequel elles sont abordées s'est alourdi.

Le droit de la mer et la circulation du gaz

Le lecteur trouvera bien d'autres articles approfondis pouvant combler ses attentes sur la politique de la Russie en matière de droit de la mer, avec notamment la question de la navigation dans le détroit de Kertch. D'autres sujets sont abordés comme l'Arctique, l'Antarctique, le changement climatique, la Russie à carbone 0, le grand dilemme énergétique russe ou les acteurs du numérique. Pascal Marchand expose l'aspect géopolitique de la route maritime du Nord, si chère à la Russie, pour laquelle elle représente un surcroît de puissance, d'influence et de nouveaux espaces où se déployer et accéder à l'Océan mondial. Le gaz qui représente 11 à 13 % des exportations russes, provient de plus en plus de l'Arctique où le groupe privé Novatek, dont TotalEnergies possède 20 % du capital, vise à produire

(2) Smolar Piotr, « À Genève, Joe Biden et Vladimir Poutine entament un dialogue stratégique à pas comptés », *Le Monde*, 17 juin 2021.

40 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) en 2026 et 90 en 2035. Rappelons que la Russie assure 11 % des exportations mondiales de pétrole et que les livraisons de gaz par Gazprom à l'Europe programmées pour 2022 s'élèvent à 183 milliards de m^3. En 2019, sur les 440 milliards de m^3 importés par l'UE, 166 milliards (37 %) avaient transité par les gazoducs, auxquels il convient d'ajouter quelques cargaisons de GNL.

Notons également que la Russie s'est hissée depuis 2016 au premier rang des exportateurs de blé. Elle en exporte 44 à 45 millions de tonnes par an ! Jean Radvanyi, professeur émérite des Universités à l'Inalco, dresse un panorama complet de la relation Russie-mer Noire : une façade méridionale dynamique dans une région sous tension. En deux pages, il fait le point des tensions récurrentes autour de la Crimée qui ont abouti, on le sait, au rattachement de la péninsule à la Russie.

⁂

On n'entre pas en une seule fois dans *Russie 2021*. On y pénètre par étapes et selon ses choix et priorités. On en revient enrichi et mieux averti, exercice salutaire permettant d'échapper à la vague médiatique. En tout cas, au-delà de l'affrontement en cours, et des bruits de bottes qui résonnent à nos portes, il paraît plus nécessaire que jamais de connaître la Russie dans tous ses aspects. Aucun ordre européen de sécurité stable, durable et équilibré ne saurait être bâti sans elle et encore moins contre elle. « Les véritables accords sont les accords en arrière-pensées », disait Paul Valéry. ◆

31 janvier 2022, publié le 24 février 2022

L'impact de la guerre en Ukraine sur les pays du Golfe

Bertrand Besancenot

Ambassadeur de France au Qatar (1998-2002) puis en Arabie saoudite (2007-2016). Spécialiste du Moyen-Orient. Conseiller diplomatique du gouvernement depuis 2017. Membre du conseil d'administration du Comité d'études de défense nationale (CEDN), éditeur de la *RDN*.

Lors du vote au Conseil de sécurité de l'ONU sur la résolution condamnant l'agression russe en Ukraine, les Émirats arabes unis (EAU) se sont abstenus, comme la Chine. De même, à la suite d'un échange téléphonique entre le président de la République et le prince héritier d'Arabie saoudite, Riyad a réaffirmé publiquement – dans un communiqué publié par l'agence officielle *Saudi Press Agency* – son attachement à l'accord OPEP+ avec la Russie.

Est-ce à dire que les pays du Golfe se démarquent de la position des États occidentaux sur l'Ukraine ?

Ce qui est clair, c'est que l'Ukraine n'est pas un pays prioritaire pour les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG), même si l'Arabie y a investi dans des terres agricoles pour renforcer sa sécurité alimentaire. En revanche, la Russie est perçue, depuis son engagement militaire en Syrie, comme un acteur incontournable au Moyen-Orient. Elle est, en outre, un partenaire essentiel dans le secteur énergétique et cherche à développer sa coopération avec les pays du Golfe dans les secteurs de l'armement et du nucléaire.

La réaction d'Abou Dabi et de Riyad reflète, par ailleurs, leur distanciation avec l'administration Biden et leur partenariat croissant avec la Chine. On peut cependant distinguer les positions des EAU et de l'Arabie saoudite : Abou Dabi, depuis le départ de la Maison-Blanche de Donald Trump – dont Mohamed ben Zayed était un interlocuteur privilégié – s'est engagé dans une politique de diversification de ses partenaires en développant sa coopération avec Israël et avec la Chine, et en renouant avec Damas et Ankara. L'objectif est clair : compenser ainsi la perte de confiance dans la fiabilité de l'Administration Biden.

Pour l'Arabie saoudite, la question se pose dans des termes différents. Certes, la complicité avec Washington s'est distendue, mais la relation stratégique entre les deux pays reste une donnée de base qui se fonde sur une « vie commune »

de plus de 80 ans. Le royaume se transforme rapidement à l'intérieur, mais sa politique extérieure évolue plus lentement : en cas de problème dans le Golfe, c'est la puissance militaire américaine qui garantit toujours la sécurité du royaume face à l'Iran. Le rapprochement officieux avec Israël est un fait, mais ne va pas jusqu'à une reconnaissance diplomatique, tant qu'une solution acceptable ne sera pas trouvée au problème palestinien – en raison du sentiment de l'opinion publique saoudienne et de la responsabilité particulière du Gardien des Lieux saints de l'islam. La relation avec la Russie est nécessaire – du fait de son réengagement au Moyen-Orient – mais ne se développera que si Moscou se distance plus de Téhéran. La coopération avec la Chine continuera de se développer, car Pékin est le premier client de l'Arabie saoudite. L'Europe et la France sont des voisins et des partenaires qui demeurent importants politiquement, économiquement et culturellement pour le royaume. Bref, face à la guerre en Ukraine, Riyad choisit de ménager ses différents partenaires.

Toutefois, l'Arabie est consciente qu'elle est le seul pays disposant de la capacité d'accroître significativement sa production pétrolière pour éviter une explosion des cours, en jouant ainsi son rôle traditionnel de régulateur du marché du brut. C'est un atout qu'elle a en main. En outre, la crise actuelle renforce ses moyens financiers tirés du pétrole.

En somme, la guerre en Ukraine contraint Riyad à une certaine prudence, mais fait de l'Arabie un partenaire important pour les différents protagonistes.

De même, la recherche par l'Europe d'une diversification de ses fournisseurs en gaz crée une opportunité pour le Qatar, qui accroît sa production de gaz naturel liquéfié (GNL).

La crise actuelle a donc pour effet indirect de souligner l'intérêt qu'a l'Europe, dans son effort pour renforcer son autonomie stratégique, de continuer à développer sa coopération avec les États du Golfe. ◆

2 mars 2022

Ukraine : jusqu'où Erdogan est-il prêt à aller contre Poutine ?

Bertrand BESANCENOT

Ambassadeur de France au Qatar (1998-2002) puis en Arabie saoudite (2007-2016). Spécialiste du Moyen-Orient. Conseiller diplomatique du gouvernement depuis 2017. Membre du conseil d'administration du Comité d'études de défense nationale (CEDN), éditeur de la *RDN*.

Soucieuse de conserver ses intérêts avec les deux belligérants, la Turquie a reconnu le 27 février « l'état de guerre » entre la Russie et l'Ukraine. Une déclaration qui a ouvert la voie à la fermeture des détroits du Bosphore et des Dardanelles – reliant la Méditerranée à la mer Noire - aux navires de guerre.

Tout en condamnant l'invasion « inacceptable » de l'Ukraine par la Russie, la Turquie veillait particulièrement, jusqu'à présent, à ne pas irriter Moscou. Toutefois, Ankara avait régulièrement réitéré son soutien à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, à qui elle fournit ses redoutables drones *Bayraktar TB2*, et critiqué l'action militaire russe et ses conséquences sur la paix et sur la sécurité régionale. Mais la Turquie avait refusé de se joindre aux sanctions occidentales contre Moscou et s'était également abstenue de soutenir la motion visant à geler l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, afin de ne pas « couper le dialogue » avec le Kremlin, selon le ministère turc des Affaires étrangères.

S'efforçant de conserver une certaine « neutralité » sur le dossier ukrainien, en raison de la coopération qui lie Ankara à Moscou dans de nombreux domaines, la Turquie a cependant initié, le 28 février, un mouvement de taille. « La situation en Ukraine a tourné à la guerre », a indiqué le chef de la diplomatie turque, Mevlüt Casuvoglu. « La Turquie va mettre en œuvre, dans la transparence, toutes les dispositions de la convention de Montreux. » Concrètement, elle va interdire à tous les bâtiments de guerre, qu'ils soient de pays riverains ou non de la mer Noire, le passage dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles, au risque d'entraîner des représailles immédiates de la part de Moscou. La signification est politique : la Turquie, qui a essayé de se positionner en médiatrice, a néanmoins fait un pas en direction de Kiev.

Depuis le début de l'invasion russe, l'Ukraine avait en effet appelé Ankara à fermer son espace aérien et ses voies navigables aux navires russes, l'objectif étant naturellement de desserrer la relation Ankara-Moscou. Toutefois, en dépit de la

récente décision turque, les conséquences sur l'avancée de l'invasion russe pourraient être limitées, car la flotte russe de la mer Noire s'y trouve déjà. Davantage symbolique, cette décision ne signifie donc pas qu'Ankara est prêt à saper son partenariat avec Moscou. La Turquie et la Russie ont, en effet, toutes deux intérêt à le maintenir, tant sur le plan bilatéral que régional. L'objectif turc est donc de maintenir un certain équilibre de ses relations entre la Russie et l'Ukraine, d'où sa proposition de servir de médiateur entre Kiev et Moscou. Une offre qui semble cependant être reçue avec scepticisme du côté de l'Alliance atlantique, qui pourrait exercer une pression sur Ankara afin qu'il reconsidère sa relation avec le Kremlin.

Mais l'exercice d'équilibre d'Ankara est difficile, car d'un côté la Turquie cherche à préserver ses accords technologiques et militaires avec l'Ukraine – notamment *via* la livraison de drones et l'achat de moteurs auprès de l'entreprise ukrainienne Motor Sich pour fournir son nouveau drone de combat *Akinci*, ainsi que la production conjointe de corvettes dans les chantiers navals ukrainiens ; et de l'autre, sa coopération avec Moscou dans les domaines de l'énergie, du tourisme, de la construction, de l'armement (acquisition de missiles russes *S400*) et de l'agriculture en font un partenaire incontournable. Sans parler des théâtres régionaux dans lesquels la Russie et la Turquie sont présentes, à l'instar du Haut-Kharabagh, la Libye, mais surtout de la Syrie, où Poutine pourrait entraîner un afflux massif de réfugiés supplémentaires vers la Turquie – qui en accueille déjà près de 4 millions – en menant une attaque sur le bastion rebelle d'ldlib.

À l'heure où Ankara est en proie à une crise économique sans précédent, pouvant impacter la réélection en juin 2023 de Erdogan – dont la cote de popularité s'effrite – le Président turc cherche à tout prix à lutter contre les retombées économiques de la guerre en Ukraine. Depuis le début de l'invasion russe, la livre turque a déjà perdu plus de 5 % de sa valeur. Or, s'aliéner Moscou ne ferait qu'aggraver la situation, alors que la Turquie reçoit plus de 30 % de son gaz naturel et plus de 60 % de son blé de Russie. Toutefois, au cours de la dernière décennie, Ankara a diversifié ses approvisionnements en gaz avec l'aide de l'Azerbaïdjan, afin de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Il reste que le fournisseur russe Rosatom construit la première centrale nucléaire turque dans le Sud du pays, ce qui souligne le degré élevé d'interdépendance entre Ankara et Moscou.

La ligne de crête est donc difficile à tenir pour Erdogan… ◆

10 mars 2022

Renforcement dans le Donbass et tentative de capitalisation russe de la situation en Ukraine

Christine DUGOIN-CLÉMENT

Chercheure chaire « risques » IAE (Institut d'administration des entreprises de Paris) et *think tank* Capeurope. (www.capeurope.eu/fr/).

Après plus de cinquante jours de conflit, l'armée russe n'a pas atteint ses objectifs initiaux. Devant transformer « l'opération militaire » en victoire politique, serait-elle au rabais, les forces russes se sont pour partie redéployées dans le Donbass, territoire où elles ont enregistré les avancées les plus significatives, pour un affrontement particulièrement violent tout en poursuivant la bataille de Marioupol. Dans ce contexte, il y a lieu de s'interroger sur les possibles évolutions sur le front, ainsi que sur les nouvelles difficultés et opportunités qui, consécutives au lancement de cette opération militaire maximaliste, peuvent se présenter pour le Kremlin.

Un pivot militaire

L'armée russe tente d'améliorer sa situation tactique en se regroupant dans le Donbass et en s'enracinant aux frontières administratives de l'oblast de Kherson qui pourrait devenir l'objet d'un référendum d'autodétermination. Au niveau de la mer Noire, les bâtiments russes continuent d'isoler les villes côtières tout en assurant d'appuyer les unités au sol, même si la perte du *Moskva* a fortement marqué les esprits et renforcé la combativité ukrainienne.

Néanmoins, le repli opéré du nord de Kiev vers le Donbass, au demeurant la première opération militaire menée avec succès, préfigure un affrontement violent avec les forces ukrainiennes. Les découvertes macabres faites à Boutcha et à Borodyanka [1], la dénonciation de viols de guerre [2], de même que les cas de désertions constatés ou suspectés [3] et la crainte d'utilisation d'armes chimiques [4] ont largement écorné l'image de l'armée russe, qui a également besoin d'une victoire.

Par ailleurs, concentrer des forces dans le Donbass pour y combattre les ukrainiennes pourrait permettre au Kremlin de conforter peu ou prou une dialectique entièrement axée sur la protection de la population des républiques séparatistes autoproclamées contre le pouvoir « nazi » de Kiev. Cela permet aussi de stabiliser une avancée territoriale dans cette zone, qui s'inscrirait dans le droit fil du discours portant sur la création d'une *Novorossia* 2.0 [5], concept qui avait fait long feu en 2014 avant d'être abandonné au profit du soutien aux républiques autoproclamées, aujourd'hui opportunément ressorti par Moscou.

Si le recentrage du conflit dans l'Est a pu permettre à la Russie de restructurer ses forces et de combler quelques lacunes logistiques, ce temps aura également pu être mis à profit par les Ukrainiens pour reconstituer leurs troupes et, potentiellement recevoir les armes fournies par leurs soutiens occidentaux, ce qui est indispensable à une contre-offensive de Kiev.

Combat informationnel

On le sait depuis les premiers jours du conflit, le combat se mène aussi dans la sphère informationnelle. Si la cause ukrainienne ne fait pas débat en Europe, aux États-Unis et au Canada, il n'en est pas de même dans plusieurs autres pays du

---

[1] Audureau William, Maad Assma, David Pascaline, et Breteau Pierre, « Massacre de Boutcha : ce que l'on sait sur la découverte des corps de civils », *Le Monde*, 5 avril 2022 (www.lemonde.fr/).
[2] Pairo-Vasseur Pauline (propos recueillis par), « Guerre en Ukraine : le viol, une "arme de terreur" », *Le Point*, 9 avril 2022.
[3] Lindstaedt Natasha, « Ukraine: are Reports of Russian Troops Mutinying and Desterting True? It's Happened Before », *The Conversation*, 1er avril 2022 (https://theconversation.com/).
[4] York Joanna, « Les armes chimiques, une menace pour vaincre les résistants de Marioupol ? », *France 24*, 13 avril 2022 (www.france24.com/).
[5] Laruelle Marlene, « Back from Utopia: How Donbas Fighters Reinvent Themselves in a Post-Novorossiya Russia », *Nationalities Papers*, vol. 47, septembre 2019, p. 719-733 (www.cambridge.org/).

reste du monde.Pour certains, les contenus favorables à l'invasion russe peuvent recevoir des marques de sympathie. Cet élan peut tenir à différentes raisons qui vont de la volonté des BRICS [6] de manifester leur solidarité avec Moscou, à l'expression de doutes à l'égard de standards européens, dont quelques soutiens de la Russie s'estiment victimes [7] ou encore d'États ayant recueilli le soutien de la Russie lors de leurs revendications territoriales, comme l'Inde pour le Kashmir [8] ou Goa [9]. Par ailleurs, la Russie n'a pas hésité à taxer le massacre de Boutcha de « manipulation ukrainienne ». En France, à la suite d'un tweet jugé indécent [10], le ministre des affaires étrangères a dû convoquer l'ambassadeur de Russie. Dans le prolongement de ces allégations, Moscou accuse l'Ukraine, notamment le bataillon Azov qui défend Marioupol, d'utiliser les civils comme bouclier humain. Cet argumentaire qui séduit du côté des soutiens russes a bien du mal à prendre quand Kiev a demandé aux populations encore dans le Donbass de fuir la zone en prévision [11] des combats qui s'y déroulent maintenant. Cet appel fait bien sûr suite aux découvertes de violences subies par les civils, mais a aussi pour objet de protéger les vies civiles qui ne pourraient faire l'objet d'une discrimination lors des combats à venir. En outre, ceux-ci pourront prendre une forme plus classique d'affrontement frontal alors que l'Ukraine a pu jusqu'alors utiliser de petites unités très mobiles pour harceler les forces russes et faire des dégâts sur leurs points de faiblesse. Cette configuration accroîtrait la vulnérabilité des militaires ukrainiens à de possibles interventions de l'aviation russe.

Enfin, si les messages pro-russes, hors Occident, ont été particulièrement visibles à partir des 2 et 3 mars, il est possible que les effets du conflit en Europe, notamment l'augmentation des prix, se traduisent par une recrudescence de contenus favorables à la rhétorique du Kremlin. En France, les messages qui tenteraient, comme ailleurs en Europe, de capitaliser sur ce contexte anxiogène, pourraient être d'autant mieux perçus que le climat général risque d'être affecté par les conséquences d'une campagne présidentielle incertaine. Dans ces conditions, il serait imprudent de considérer que la Russie a définitivement perdu la guerre informationnelle.

---

[6] Binder Martin, Lockwood Payton Autumn, « Russia's allies have been pretty quiet on Ukraine », *The Washington Post*, 25 mars 2022 (https://www.washingtonpost.com/politics/2022/03/25/russia-brics-silence-on-ukraine/).

[7] « "Double standards": Western Coverage of Ukraine War Criticized », *Al Jazeera*, 27 février 2022 (www.aljazeera.com/).

[8] Roy Chaudhury Dipanjan, « View: Russian support to India on Kashmir is rooted in history », *The Economic Times*, 7 février 2022 (https://economictimes.indiatimes.com/).

[9] Vogt Angelina, « The Russian Love Affair with Goa », *Deutsche Welle*, 15 février 2011 (www.dw.com/).

[10] Fresard Jules, « Paris convoque l'ambassadeur de Russie après un tweet présentant Boutcha comme un "plateau de tournage" », *BFM TV*, 7 avril 2022 (www.bfmtv.com/).

[11] « Le jour où Kiev a appelé sa population à évacuer l'Est de l'Ukraine au plus vite », *RFI*, 6 avril 2022 (www.rfi.fr/).

Conséquences et gestion des sanctions

L'Union européenne (UE) a décidé d'une 5e vague de sanctions [12]. Néanmoins, l'effet des sanctions s'observera particulièrement sur le temps long, qui n'est pas le temps de l'invasion. Pour y pallier, la Russie se tourne vers différents pays, dont les BRICS. C'est ainsi que, alors que l'Inde a récemment fait savoir qu'elle envisageait de mettre en place une ligne de *swap* Roupies-Roubles [13]. De son côté, l'Arabie saoudite a indiqué qu'elle accepterait les paiements de pétrole en Yuans chinois [14]. Ces mesures visent clairement à permettre à Moscou de contourner les sanctions européennes et américaines.

En parallèle, le Kremlin répète avec constance que les sanctions, notamment celles qui excluent les banques russes du système *SWIFT*, détruisent les fondements d'un système monétaire et financier international fondé sur le dollar américain. De plus, Moscou prône le développement de l'usage des monnaies nationales pour les opérations d'import-export, l'intégration des systèmes de paiement et des cartes, à l'image de SPFS [15], le déploiement d'un système de messagerie financière et la création d'une agence de notation indépendante au sein des BRICS.

Cependant, même si la Russie parvient à éviter le défaut de paiement [16], la situation reste compliquée. Les conséquences des sanctions occidentales mettront d'autant plus de temps à se faire sentir dans la population que la résilience des Russes est sensiblement supérieure à celle des Européens. De surcroît, ces derniers devront rapidement faire des choix, en matière énergétique notamment, et en assumer les conséquences sociales et économiques : un grand nombre de pays de l'UE sont tributaires du gaz russe, dont l'Allemagne qui en dépend à 55 %. Pour autant, certaines entreprises russes, non des moindres, risquent d'ores et déjà le défaut de paiement. Tel est notamment le cas de RZD, la compagnie des chemins de fer russes, dont une des filiales, RZD Capital, n'a pas pu rembourser quelque 605 millions de dollars le 5 avril dernier [17]. Or, toucher les chemins de fer est particulièrement sensible quand il s'agit d'une voie de communication principale en Russie servant à transporter des passagers, mais aussi des produits de consommation et du matériel militaire.

---

[12] Voir la liste des sanctions contre la Russie liées à la situation en Ukraine depuis 2014 (www.consilium.europa.eu/).
[13] « India Explores "Rupee-Rouble" Exchange Scheme to Beat Russia Sanctions », *Financial Times*, 16 mars 2022.
[14] Besancenot Bertrand, « Vers le paiement des hydrocarbures saoudiennes en Yuans Chinois ? », Tribune n° 1376, *RDN*, 6 avril 2022 (https://www.defnat.com/e-RDN/vue-tribune.php?ctribune=1483).
[15] Devonshire-Ellis Chris, « SPFS — Russia's Alternative To SWIFT » *Russia Briefing*, 15 décembre 2021 (https://www.russia-briefing.com/news/spfs-russia-s-alternative-to-swift.html/).
[16] Goldman David, « Russia Says it Made a Payment to Avoid Default », *CNN*, 17 mars 2022 (https://edition.cnn.com/2022/03/16/investing/russian-debt-payments/index.html).
[17] Guillemoles Alain, « La Compagnie des chemins de fer russes, un mastodonte poussé vers le défaut de paiement », *La Croix*, 9 avril 2022 (https://www.la-croix.com/).

Renforcer l'enfermement du monde cyber

Depuis 2014, la Russie tente de resserrer son contrôle sur l'espace cyber [18], notamment par la mise en place de plusieurs paquets juridiques en 2016 et 2019. Avec le conflit, cet étau s'est encore resserré, comme en témoignent les exigences formulées par le ministère russe des Télécommunications auprès des administrateurs de sites et des ressources *Internet* [19]. Sous couvert de prévenir des cyberattaques, ces demandes traduisent la volonté du Kremlin d'organiser les ressources *Internet* dans un espace contrôlé par le pouvoir afin de conserver la maîtrise de son réseau et, potentiellement, d'être en capacité de bloquer les trafics. Ces mesures ont été suivies de l'interdiction de plateformes telles que Twitter [20] ou Instagram [21].

Cet effort de contrôle aurait, d'après la *Russian Association for Electronic Communications* (*RAEK*) engendré la fuite de Russie de quelque 70 000 spécialistes *IT* en février et mars [22]. Cependant, ce flux de départ aurait notamment été freiné en avril par l'augmentation des prix des billets et les fermetures d'espace aérien : 30 pays ont fermé leur espace aérien aux avions russes et Boeing ainsi qu'Airbus, qui ne livrent plus les flottes russes, ont commencé à rappeler des avions en location.

Outre ce ralentissement, il semble aussi que la Russie veuille retenir sur son territoire les talents *IT* dont elle a besoin pour assurer le fonctionnement de l'État. De fait Moscou qui, sous la présidence Medvedev, a consenti un effort important pour constituer un vivier de spécialistes *IT*, notamment avec la construction en 2010 du Centre d'innovation Skolkovo, sorte d'hybridation entre la Silicon Valley californienne et les villes scientifiques soviétiques, ne semble pas disposée à laisser fuir ces techniciens, pas plus qu'à accepter une quelconque contestation de leur part. C'est ainsi que le 18 mars, après avoir prononcé un discours anti-guerre [23], Arkady Dvorkovich a quitté son poste de chef de Skolkovo. Plusieurs informaticiens ayant quitté le pays racontent des interrogatoires tentant de les intimider. En parallèle, le Président russe a signé le 8 mars un décret visant à inciter cette population à rester en Russie. Ainsi, l'impôt sur le revenu sera réduit de 3 % à zéro et les informaticiens de moins de 27 ans bénéficieront d'ajournements du service militaire – ce qui est une incitation majeure quand tous les hommes âgés de 18 à 27 ans sont soumis à la conscription militaire obligatoire de la Russie, surtout en temps de guerre.

---

[18] Dugoin-Clément Christine, « RuNet et le reste du monde », *inCyber*, 16 mars 2022 (https://incyber.fr/).
[19] *Nexta* sur Twitter, le 6 mars 2022 (https://twitter.com/nexta_tv/status/1500553480548892679).
[20] Paganini Pierluigi, « Russian Watchdog Roskomnadzor Also Blocked Facebook in Russia », *Security Affairs*, 4 mars 2022 (https://securityaffairs.co/wordpress/128694/security/roskomnadzor-blocked-facebook-russia.html).
[21] Agence France Presse (AFP), « Moscou ordonne le blocage d'Instagram, utilisé par 62 millions de Russes », *Le Monde*, 11 mars 2022 (www.lemonde.fr/).
[22] « Des informaticiens quittent la Russie par dizaines de milliers » [en russe], *C.News.ru*, 22 mars 2022 (https://www.cnews.ru/news/top/2022-03-22_poslableniya_ne_pomogayut).
[23] « Un responsable russe qui s'est prononcé contre la "guerre" quitte son poste », *Génération Nouvelles*, (https://generationsnouvelles.net/).

Certains, comme le directeur de WeLoveNoCode, craignent une restriction de mouvement des ingénieurs *IT*. Aucun canal officiel n'a renforcé cette hypothèse mais le 24 mars, Concord, la société de Evgueni Prigozhin, propriétaire présumé de « l'usine à *trolls* » de Saint-Pétersbourg, faisait écho de cette crainte en publiant sur le réseau social VKontakte une version de projet de loi pour garder les informaticiens en Russie. Cette annonce a été démentie par Dmitri Peskov, qualifiant de « rumeur sans fondement » [(24)] l'annonce et poursuivait en expliquant qu'une interdiction de sortie des citoyens serait une violation des droits constitutionnels.

⁂

En définitive, ce conflit multivectoriel doit nécessairement se lire à plusieurs niveaux. Quoi qu'il en soit la temporalité de cette guerre ne correspond pas aux temps politique, économique, industriel ou judiciaire, comme en témoignent les enquêtes qui devront être menées, notamment sur les exactions russes de Boutcha et de Borodyanka. Enfin, même si Moscou parvient à transformer une partie de l'opération militaire en victoire politique, cela ne pourrait pas signifier la fin de la guerre : entre un cessez-le-feu potentiellement précaire et la fin du conflit, la notion du temps peut encore s'avérer toute relative. ◆

26 avril 2022

(24) Ogloblin Viacheslav, « Campagne contre la Russie : le Kremlin dément l'intention de ne pas former de spécialistes en informatique » [en russe], *News.ru*, 25 mars 2022 (https://news.ru/).

La base navale de Tartous en Syrie : une assise solide pour les forces armées russes ?

Ferhat Laceb

Docteur en histoire militaire et études de défense (thèse sur « La diplomatie américaine et le conflit israélo-arabe de 1967 à 1979 ») à l'Université de Montpellier.

La base navale de Tartous est l'une des nombreuses bases dans lesquelles l'ex-Union soviétique (URSS) a déployé des éléments de sa flotte, qui est déployée de Cuba (à l'ouest) au Vietnam (à l'est). La Russie exploite encore des bases militaires dans certains pays de l'ex-URSS, comme l'Azerbaïdjan et le Tadjikistan, mais avec l'effondrement du bloc soviétique et la fin de l'ère communiste dans le monde, la Fédération de Russie a fermé la plupart des bases navales en dehors de ses frontières (Vietnam, Yémen) et en a conservé certaines, comme celle de Sébastopol en mer Noire ou celle de Tartous, qu'elle loue à la Syrie depuis l'époque du président syrien Hafez el-Assad. Alors quelle importance revêt celle-ci pour la Russie sur le plan militaire ?

Les origines historiques de la présence russe à Tartous

La ville de Tartous, dont l'histoire remonte à plus de deux mille ans, possède l'un des ports les plus importants de Syrie. La base navale soviétique y a été construite il y a cinquante ans pour fournir des installations de maintenance et de ravitaillement à la flotte soviétique en Méditerranée. Aujourd'hui seule base navale militaire russe en Méditerranée, elle est devenue, ces dernières années, beaucoup plus cruciale en raison de la campagne militaire russe en Syrie et ne cesse de s'étendre et de se développer.

En 1971, lors d'une visite à Moscou, le président syrien de l'époque, Hafez el-Assad (père de l'actuel président Bachar el-Assad), a invité Leonid Brejnev, alors secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, à rendre permanente la présence des forces armées soviétiques sur le sol syrien et Moscou a profité de cette offre avec gratitude. C'est ainsi que la logistique russe est apparue en mer Méditerranée, aidant le groupe naval soviétique – notamment la Flotte de la mer Noire – à effectuer des réparations et à se réapprovisionner en fournitures. Pendant

longtemps, ce ne fut que quelques postes d'amarrage flottants et une petite garnison, avant de tomber en ruine avec l'effondrement de l'URSS.

Le maintien de cette base comme seule fenêtre maritime méditerranéenne de la marine russe constitue un enjeu important, sans être toutefois essentiel [1]. En réalité, la Russie défend d'abord le principe de non-intervention [2]. Après 1991, Moscou n'a gardé comme point d'ancrage dans la région que la Syrie alaouite, avec une escale militaire dans le port de Tartous [3]. Le maintien de la base a valu au pays l'annulation de sa dette contractée auprès de la Russie qui s'élevait à 9,8 milliards de dollars en 2006 [4]. Après la guerre avec la Géorgie en 2008, la Fédération de Russie s'est tournée vers des options alternatives, y compris la Syrie. À propos de l'importance du port de Tartous pour la marine russe, l'ancien haut commandant de la flotte russe, Édouard Baltin, a déclaré : « C'est très utile pour la Fédération de Russie d'avoir un port en Méditerranée où les navires de la marine russe s'arrêtent, au lieu de retourner en mer Noire chaque fois qu'ils terminent leur travail en Méditerranée [5]. »

Si la base de la marine russe est aujourd'hui une forteresse imprenable, il n'en a pas toujours été ainsi. Le port de Tartous peut être comparé à un miroir de l'histoire récente de la marine russe : déclin et renaissance. Au final, les troupes russes sont présentes sur le littoral syrien depuis presque un demi-siècle.

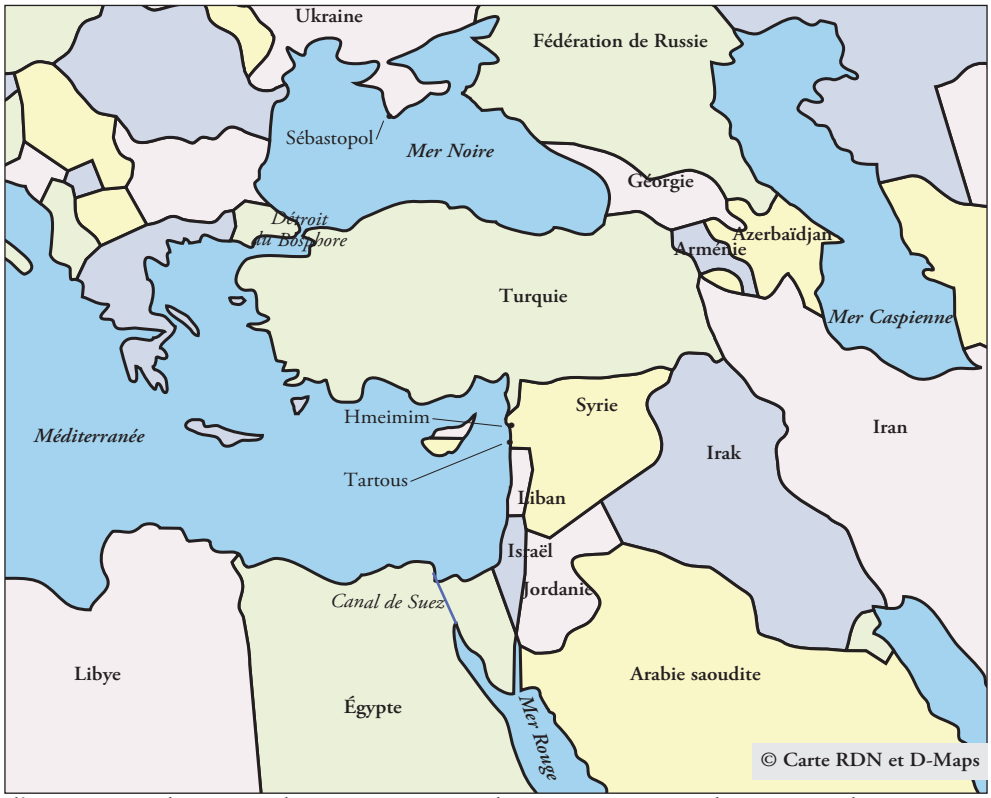
Un maillon indispensable pour l'armée russe en Syrie

Avec les récents développements militaires au Moyen-Orient et en Méditerranée orientale, et la multiplication des manœuvres militaires, la Russie a réalisé la nécessité de disposer d'un libre accès dans la région pour accompagner les éléments qui guident ses objectifs dans cette contrée troublée du globe.

La lutte contre le terrorisme

La frontière syrienne (à 800 km du Caucase), la Tchétchénie et sa capitale Grozny, ou encore le Daguestan sont toujours des viviers potentiels pour l'islamisme qui peut ébranler la Russie. À cela s'ajoute le contexte tendu avec la Turquie et ses divergences d'intérêts. On comprend mieux la raison des frappes russes de l'automne 2015 visant prioritairement les forces d'*al-Nosra* : ce sont elles qui contiennent la majorité des islamistes originaires de l'espace postsoviétique combattants alors en Syrie. Au-delà des intérêts stratégiques – Tartous seul point

(1) Pichon Frédéric, *Syrie : pourquoi l'Occident s'est trompé*, Monaco, Éditions du Rocher, 2014, p. 46.
(2) Baczko Adam., Dorronsoro Gilles et Quesnay Arthur, *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, CNRS éditions, 2016, p. 134.
(3) Gliniasty (de) Jean, *Géopolitique de la Russie*, Eyrolles, 2018, p. 107.
(4) Chahir Ismaël, [*Les répercussions de la guerre sur la Syrie*] [en arabe], Damas, Union des écrivains arabes, 2018, p. 98.
(5) *Ibidem*, p. 101.



d'appui naval en Méditerranée orientale qui permet à la Russie de naviguer vers l'océan Indien *via* le canal de Suez –, le soutien de la Russie à la Syrie vise principalement à détruire l'adversaire islamiste à distance du territoire national. C'est aussi une façon d'empêcher l'instabilité syrienne de s'étendre à toute la région et à la fois contrer les plans américains.

Contre les terroristes, les forces aérospatiales et la marine ont également travaillé ensemble tandis que les forces russes sont déployées sur la base aérienne de Hmeimim (Lattaquié, à 100 km au Nord de Tartous) en atteignant leur capacité nominale. Si les premiers missiles de croisière *Kalibr* ont été tirés le 7 octobre 2015 depuis des bâtiments en mer Caspienne (soit environ à 1 500 km de distance), au cours de ces sept dernières années, de nombreux événements importants pour la flotte russe ont eu lieu au large des côtes de Tartous.

Durant les premières sorties du plus grand navire de guerre russe, le porte-avions *Amiral Kouznetsov* (à l'avenir incertain après avoir été fortement endommagé par un incendie en 2019) et des frégates, ces dernières sont en première ligne pour apporter un soutien à l'armée russe. Ainsi, la frégate *Amiral Essen* a joué un rôle clé dans la défaite des terroristes à Deir Ezzor en lançant des salves de missiles

Kalibr sur leurs bases logistiques. Un système très sophistiqué qui a permis à l'armée syrienne de venir à bout des terroristes et achever l'opération avec succès contre les combattants de *Daech*. La frégate est alors dans la flotte russe depuis un peu plus d'un an et la Syrie est son baptême du feu.

Vladimir Poutine, voit donc la Russie comme une « grande puissance avec des intérêts globaux » et se comporte « comme un joueur d'échecs jouant plusieurs coups à l'avance, il veut rebâtir une véritable défense avec une marine imposante. Dans cette perspective, il a besoin de conserver Tartous comme base où la flotte russe pourrait faire escale [6]. »

Un point d'appui pour la base aérienne Hmeimim

Tartous et Hmeimim sont les deux bases principales du soutien russe en Syrie, même si elles ne sont pas jumelles, mais certainement sœurs. Une base dépend de l'autre et aide les navires de la marine (une dizaine présents en permanence) en fournissant un appui feu pour les opérations terrestres. Depuis le début de la campagne russe, la base de Tartous est devenue le principal point de passage pour la livraison d'armes, du matériel militaire et de provisions à destination de Hmeimim. Chaque mois, d'énormes quantités de marchandises transportées par les plus gros cargos russes entrent dans le port et sont amenées sur le quai par des navires de débarquement.

Auparavant petit terrain d'aviation civile, la base aérienne de Hmeimim est devenue célèbre dans le monde entier il y a sept ans lorsque la Russie a commencé ses opérations militaires. En un temps record, elle a été dotée d'installations militaires de pointe faisant d'elle l'une des plus importantes au monde.

Ces dernières années, depuis que la situation sur le terrain s'est stabilisée, il y a beaucoup moins de sorties. Aujourd'hui, les pilotes russes de Hmeimim s'entraînent davantage qu'ils ne combattent, mais chaque avion de chasse sur le tarmac est toujours prêt au combat, comme les *Su-35 Flanker-E* (appareil entré en service en 2012) conçus pour dominer l'espace aérien et qui sont là depuis que la base est opérationnelle.

La force aérienne déployée depuis fin septembre 2015 par la Russie de manière graduelle et inattendue à Hmeimim est alors composée de « 12 *Su-24SM*, 12 *Su-25SM* [attaque au sol, en service depuis 1975 et modernisé en 2002] et *Su-25UBM* [version biplace du précédent], 4 *Su-34* [bombardier tactique en service depuis 2013], ainsi que des *Su-30SM* [chasseur multirôle en service depuis 1996], de 12 hélicoptères d'attaque *Mi-24* [*Hind*] et de 4 hélicoptères polyvalents *Mi-8* [*Hip*]. S'y ajoute un contingent d'environ deux mille hommes, qui sera ensuite porté à six milles, afin de former les soldats syriens et d'assurer la protection

[6] Dalle Ignace et Glasman Wladimir, *Le cauchemar syrien*, Fayard, 2016, p. 132.

et le service de la base aérienne de Lattaquié et d'autres installations russes, dont Tartous [7]. »

La base aérienne est un site militaire très bien protégé par les systèmes de défense aérienne les plus avancés de Russie, comme les missiles *S-300* et *S-400*. Ces derniers permettent de couvrir la mer Noire et la majeure partie de l'espace aérien turc, c'est-à-dire un membre de l'Otan. Il existe d'autres systèmes de défense à Hmeimim, à l'instar du système *Pantsir*, conçu pour neutraliser les menaces aériennes entrantes, y compris les drones militaires.

Les unités militaires subaquatiques et les plongeurs de combat sont aussi mobilisés. La sécurité de la base est également assurée par d'autres navires de guerre. Le personnel de la base navale de Tartous utilise des bateaux de patrouille de classe *Raptor*, réputés pour être parmi les plus rapides du monde (40 nœuds).

Des extensions et des projets de modernisation en grande pompe

De temps en temps, un atelier flottant de la flotte de la mer Noire se rendait à Tartous. Il y a douze ans, pas plus de deux navires pouvaient s'y tenir en même temps pour des réparations mineures. Dès septembre 2008, la Russie entame des discussions avec Damas sur la modernisation du point d'appui matériel et technique de Tartous. Au mois de juillet 2009, un quai flottant y est réceptionné. La première étape du plan de modernisation de Tartous doit s'achever en 2012, le port passant alors du statut de « point d'appui matériel et technique » à celui de « point de déploiement [8]. » La Russie poursuit d'importants travaux qui lui permettent de disposer en 2014, de nouveaux quais, de casernes et de centres de dépôts de matériels, capables d'accueillir les plus gros navires de la flotte russe [9].

Un accord avec le gouvernement syrien est signé en 2017 permettant l'officialisation du statut de la base de Tartous qui sera opérationnelle pendant quarante-neuf ans, renouvelable pour vingt-cinq ans. En 2019, les Russes prévoient d'investir un demi-milliard de dollars dans la modernisation du port. Tartous est aujourd'hui méconnaissable, ce n'est plus un coin isolé de la baie, mais une grande zone d'eau fermée, avec des postes d'amarrage et des systèmes de survie côtière pour les navires. La baie est capable d'accueillir simultanément des dizaines de navires de presque toutes les classes. Le chenal a été agrandi, des ateliers flottants permanents ont été équipés. En 2020, un complexe complet de réparation de navires a été construit, et a permis de maintenir l'état de préparation technique des navires effectuant des tâches spéciales en Méditerranée.

---

[7] Delanoë Igor, *Russie : les enjeux du retour au Moyen-Orient*, Éditions L'Inventaire, 2016, p. 72.
[8] *Ibidem*, p. 68.
[9] Baron Xavier, *Aux origines du drame syrien*, Tallandier Éditions, 2013, p. 215.

Tartous s'acquitte de cette tâche avec succès : c'est aujourd'hui une base navale modernisée de la Russie à l'extérieur de ses frontières, sa première ligne de défense et un avant-poste pour la sauvegarde des intérêts de sa politique étrangère. Seulement 800 milles nautiques séparent Tartous du Bosphore. Le chemin le plus court de Sébastopol et Novorossiisk à la Méditerranée passe par le Bosphore et les Dardanelles, et de la côte syrienne, la flotte russe peut naviguer commodément vers n'importe quel point de la Méditerranée.

Une situation géographique et politique unique, toutes les bases militaires de l'Otan et des États-Unis dans la région sont couvertes, mais ce n'est pas tout. Juste à côté de Tartous, il y a une sortie vers la mer Rouge par le canal de Suez, cela signifie que les navires russes seront en mesure de mener à bien toute tâche visant à protéger la navigation civile contre la piraterie dans les zones dangereuses de la Corne de l'Afrique.

⁂

La base navale de Tartous se renforce, elle est en cours d'agrandissement, mais elle ne sera jamais comparable aux bases navales de l'Otan dans la région. Elle ne peut pas défier de manière réaliste la supériorité aérienne et navale de l'Otan dans cette zone. Cependant, on peut déduire que la stratégie russe est dans une logique d'avant-poste sans aucune prétention au-delà du simple fait de tenir les puissances occidentales le plus loin possible de ses frontières.

La base de Tartous est donc un moyen de se revendiquer comme grande puissance car il est utile de souligner, que dans les faits, la stratégie demeure essentiellement défensive par manque de moyens de projections. L'espace méditerranéen avec la base navale de Tartous est un poste militaire avancé qui adjoint une couche supplémentaire à la défense russe et permet de se rapprocher également du terrain de jeu des puissances mondiales, que ce soit en Méditerranée orientale ou au Moyen-Orient. Ce port lui permet de s'affirmer comme puissance majeure dans la région et à la fois d'appuyer sa diplomatie.

Reste qu'actuellement les détroits sont bloqués pour la flotte russe, et le rôle de point relais entre la Méditerranée et la mer Noire est pour l'instant en veille. Le scénario de voir les responsables anglo-américains « se faire » Tartous dans la foulée de la crise actuelle n'est donc pas à exclure. ◆

3 mai 2022

La doctrine militaire russe et les leçons à en tirer pour l'Occident

Alain Bauer

Professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (Cnam). Responsable Scientifique du pôle Sécurité Défense Renseignement Criminologie Cybermenaces Crises – PSDR3C/ESD R3C. Dernier ouvrage paru : *La Guerre qui revient*, Cerf, 2022.

L'invasion de l'Ukraine semble avoir surpris l'Occident, bien que le pays subisse une guerre larvée depuis 2014. Pourtant, les évolutions stratégiques et tactiques de l'armée russe face à la résistance inattendue des forces armées et de la population ukrainienne, notamment dans l'est du pays initialement considéré comme acquis aux « libérateurs », ont provoqué des évolutions majeures dans les plans d'invasion russe. Comme dans tout conflit, les plans des batailles se modifient en fonction des circonstances.

Au fil des évolutions de la rhétorique officielle du Kremlin, cependant, des constantes, identifiées depuis un siècle (en Finlande, Tchétchénie, Géorgie, Syrie, Ukraine…), se révèlent et se confirment.

Après la dislocation de l'URSS, les militaires russes ont débattu de la nécessaire réorganisation de leur armée au regard du désastre afghan et de la forte réduction de la superficie de l'ancien empire soviétique. Leurs moyens conventionnels étaient largement dépassés et seule la puissance nucléaire stratégique semblait préserver la sécurité de la nouvelle Russie-Communauté des États indépendants (CEI) face à des adversaires qu'elle tentait soit d'amadouer, soit de provoquer (dès 1992 en Transnistrie).

De nouvelles doctrines, nécessitant de lourds investissements et des réorganisations profondes, ont alors été élaborées et proposées. Des niveaux de dissuasion et d'escalade ont été établis et codifiés, incluant la combinaison de moyens nucléaires tactiques et conventionnels renforcés (hypersoniques, thermobariques), qui désarçonnent souvent les experts occidentaux alors que, paradoxalement, il s'agit le plus souvent de réponses conçues à partir de stratégies américaines des années 1960 à 1970. Abandonnées depuis longtemps à l'Ouest, elles ont été redécouvertes à Moscou.

Les stratèges militaires russes avaient donc articulé un système basé sur la dissuasion par l'intimidation, un usage structuré de la force et une défense nucléaire stratégique en profondeur, pour éliminer la crainte essentielle d'une invasion. Outre le principe selon lequel toute attaque aérienne contre le territoire de la *Rodina* (Patrie) est par principe nucléaire et doit faire l'objet d'une riposte stratégique, le dispositif conceptuel a été élargi aux cyberattaques centralisées de haut niveau, depuis le sommet tenu à Paris en 2018.

Cette doctrine divisait la nature perçue des menaces en deux catégories : les risques militaires et les menaces militaires. Les premiers définissent des situations moins graves, mais qui pourraient « conduire à une menace militaire dans certaines conditions ». « Une menace militaire est caractérisée par une possibilité réelle de déclenchement d'un conflit militaire. » Après le déclenchement des opérations militaires, la doctrine russe identifie une typologie de conflits augmentant progressivement en intensité : conflit limité, guerre locale, guerre régionale, guerre à grande échelle et guerre mondiale (nucléaire).

La nouvelle dissuasion stratégique s'articulait sur un concept de sécurité nationale, visant à gérer l'escalade et à contenir les adversaires en temps de paix, en intégrant des moyens militaires et non-militaires. Cette théorie de la gestion de l'escalade et de la désescalade devait faire comprendre à un adversaire potentiel que l'armée russe peut infliger des dégâts plus importants, tout en réduisant les gains attendus. Ces actions signalent aux dirigeants et aux populations de l'adversaire la nécessité de renoncer à l'agression, de commencer la désescalade et/ou de mettre fin au conflit.

Cette doctrine d'escalade calibrée, selon une formule qui perturbe souvent ses adversaires, puisque l'action initiale peut commencer à un niveau de montée en puissance très élevé, soulevant chez l'opposant et surtout dans son opinion publique la question stratégique (guerre nucléaire), alors qu'il ne s'agit que d'un mouvement tactique incluant des armes nucléaires de théâtre.

La gestion de l'escalade par l'armée russe cherche paradoxalement à prévenir l'agression et à empêcher le conflit d'atteindre des seuils plus élevés. Les stratèges militaires russes ont conçu un système de dissuasion non nucléaire, qui comprend des armes conventionnelles stratégiques – dont des missiles de longue portée et à haute vélocité et des armes thermobariques à surpression, carburant-air ou à vide –, mais aussi des armes nucléaires tactiques.

Les concepts russes continuent de s'appuyer sur les armes nucléaires pour dissuader les conflits, mais aussi pour gérer ou engager ceux, régionaux et à grande échelle, avec des adversaires conventionnellement supérieurs. On note ainsi l'existence de dispositifs permettant de passer rapidement de l'emploi d'armes conventionnelles vers des engins nucléaires tactiques dans le cadre d'efforts de dissuasion stratégique. La notion d'emploi précoce de l'arme nucléaire tactique

dans une crise qui s'intensifie, afin de désamorcer la situation, découle probablement des premiers concepts et débats russes du milieu des années 2000. Les stratèges russes considèrent qu'il est important de disposer d'une échelle de dissuasion intra-guerre afin de garantir la stabilité de la dissuasion stratégique. L'intranucléaire russe semble donc inclure le nucléaire tactique comme option au non-usage du nucléaire stratégique, ce qui n'est pas (ou plus) l'option occidentale.

L'intention russe d'utiliser des armes nucléaires dans des frappes uniques ou groupées choisies dans le cadre d'une stratégie de gestion de l'escalade n'exclut pas leur utilité dans la conduite de la guerre nucléaire de théâtre ou dans les représailles stratégiques.

C'est en 1999, alors qu'une nouvelle guerre en Tchétchénie semblait imminente, que Moscou a commencé à revoir sa stratégie, en observant avec beaucoup d'inquiétude l'Otan mener une campagne militaire de haute précision en Serbie. Déjà, en 1996, le Premier ministre de Boris Eltsine, Evgueni Primakov, signalait la fin de la bienveillance russe face à l'Otan. Les capacités conventionnelles dont les États-Unis et leurs alliés ont fait preuve alors semblaient bien au-delà des capacités de la Russie. Et comme les problèmes sous-jacents au conflit du Kosovo semblaient presque identiques à ceux du conflit tchétchène, Moscou a commencé à craindre que les États-Unis ne s'immiscent à l'intérieur de ses frontières.

La réponse russe, commencée avant même la fin du conflit au Kosovo, a consisté à élaborer une nouvelle doctrine militaire. Cet effort a été supervisé par Vladimir Poutine, alors Secrétaire du Conseil de sécurité de la Russie.

Cette nouvelle approche théorique a introduit la notion de « désescalade » envisageant la menace d'une frappe nucléaire limitée, qui forcerait un adversaire à accepter un retour au *statu quo ante*. Pour être efficace, une telle menace doit également être crédible. À cette fin, tous les exercices militaires de grande envergure que la Russie a menés à partir de 2000 comportaient, de manière explicite, des simulations de frappes nucléaires limitées.

La désescalade repose sur une notion révisée de l'échelle de l'utilisation du nucléaire. Pendant la guerre froide, la dissuasion impliquait la menace d'infliger des dommages inacceptables à un ennemi. La stratégie de désescalade de la Russie prévoit au contraire d'infliger des « dommages adaptés », définis comme des « dommages [qui sont] subjectivement inacceptables pour l'adversaire [et] dépassent les avantages que l'agresseur espère tirer de l'utilisation de la force militaire ». L'efficacité de la menace suppose une asymétrie dans les enjeux d'un conflit.

Curieusement, cette nouvelle stratégie russe semble pour beaucoup découler des travaux de Thomas Schelling dans *The Strategy of Conflict* et *Arms and Influence*. Tout droit sortis des années 1960, ils envisageaient l'utilisation limitée d'armes nucléaires pour s'opposer à l'agression soviétique « rampante » (comme l'indiquait, un document du Conseil national de sécurité américain de 1963, *The*

Management and Termination of War with the Soviet Union).

Il est important de noter que les armes nucléaires de la Russie ne sont affectées qu'aux conflits dans lesquels elle est opposée à un autre État doté d'armes nucléaires. Alors qu'elle préparait l'édition 2010 de sa doctrine militaire, certains avaient proposé d'étendre la possibilité d'utiliser des armes nucléaires à des conflits plus limités, comme la guerre de 2008 avec la Géorgie, mais cette proposition a été rejetée.

En fin de compte, la doctrine de 2010 a durci les conditions dans lesquelles les armes nucléaires pouvaient être utilisées. Alors que le document de 2000 autorisait leur utilisation « dans des situations critiques pour la sécurité nationale [de la Russie] », l'édition 2010 les limite aux situations dans lesquelles « l'existence même de l'État est menacée » – pour le reste, le volet nucléaire de la doctrine militaire est resté fondamentalement inchangé par rapport à 2000. Dans la version 2000, l'utilisation limitée d'armes nucléaires était considérée comme une mesure palliative à utiliser uniquement jusqu'à ce que la Russie puisse développer une capacité de frappe conventionnelle plus moderne, similaire à celle des États-Unis. Les efforts de la Russie pour développer une telle capacité sont en cours depuis plus d'une décennie. Les progrès ont d'abord été lents, en raison d'un sous-financement chronique et du mauvais état de l'industrie de la défense russe.

Depuis, la Russie dispose d'une nouvelle génération de missiles de croisière à longue portée lancés par air et par mer, ainsi que de missiles balistiques et de croisière modernes à courte portée, et de bombes à gravité à guidage de précision. En outre, la constellation de satellites russes permet désormais un ciblage et des communications de précision dans le monde entier. La Russie a également commencé à développer une capacité de frappe globale, sous la forme d'un nouveau missile balistique intercontinental qui, selon les militaires, est principalement destiné à transporter des ogives conventionnelles.

De nouvelles approches en matière de sécurité ont été détaillées dans la doctrine militaire de 2014 et la Stratégie de sécurité nationale de 2015. D'autres documents stratégiques abordent le concept de politique étrangère (2016), la stratégie navale (2017) et les principes de la stratégie de dissuasion nucléaire (2020). Jusqu'au déclenchement du conflit ukrainien, ces documents formaient la base analytique de ce que pouvait faire l'armée russe en cas de conflit (défense). Mais bien peu était détaillé en termes d'opérations offensives.

En général, le langage et la structure des doctrines militaires de la Russie sont stables d'une version à l'autre. Toutefois, les petits changements sont souvent significatifs – les ajouts et les soustractions au document reflètent des changements programmatiques plus importants, des points d'attention et des indices sur les activités futures. Ainsi, les menaces internes ont été incluses pour la première fois dans la doctrine de 2014 et depuis lors, la Russie a créé le Centre de contrôle de la

défense nationale à Moscou, pour mieux surveiller et répondre à de nombreux types de menaces. Elle a aussi consolidé de multiples services de sécurité intérieure dans la garde nationale (*Rosgvardia*).

Depuis 2013, le chef d'état-major général Valery Gerasimov a mis l'accent sur l'utilisation croissante de mesures non-militaires tout au long du spectre des conflits. La doctrine militaire de 2014 a élargi ce concept, que les chefs militaires russes ont ensuite opérationnalisé en Ukraine, en Syrie… Il faut analyser de près les mots du général Gerasimov dans un discours de mars 2019 où il indiquait que, bien que le rôle décisif dans les conflits soit toujours joué par la force militaire, le rôle des méthodes non-militaires dans la réalisation des objectifs politiques et stratégiques n'a fait qu'augmenter au fil du temps.

Dans le même discours, le chef d'état-major russe soulignait que l'intégration des menaces militaires et non-militaires nécessitera logiquement une défense intégrée. Il notait, comme il l'avait fait par le passé, que pendant un conflit militaire, les ennemis de la Russie mèneraient des actions indirectes pour déstabiliser le pays sur le plan interne, tout en conduisant simultanément des opérations militaires et en infligeant des frappes de précision sur des cibles d'importance critique.

Les stratèges militaires russes ont publié la dernière édition de leur doctrine avant le déploiement de l'armée en Syrie – la première opération de combat majeure hors-zone ex-soviétique menée par Moscou depuis l'Afghanistan dans les années 1980. Le général Gerasimov a récemment utilisé l'expression « stratégie d'action limitée » pour décrire les opérations en Syrie. Ce concept pourrait être appliqué à de multiples types d'opérations, mais Gerasimov a spécifiquement utilisé cette expression pour décrire une campagne expéditionnaire hors zone.

La définition de la stratégie d'action limitée est ainsi libellée : « Manière de mener la guerre et les opérations avec des objectifs limités, avec la propagation délibérée d'actions militaires sur des territoires strictement définis, en utilisant seulement une partie du potentiel militaire et seulement certains groupes de forces armées, en frappant sélectivement un certain nombre d'objets, de cibles et de groupes de troupes (forces) sélectionnés de l'ennemi. Elle est utilisée dans des conditions où il n'est pas nécessaire de se servir de toute la puissance militaire de l'État pour atteindre les objectifs fixés, ou si l'une ou l'autre des parties cherche à éviter les dangereuses actions de grande envergure de l'ennemi. Dans le même temps, les actions militaires sont de nature limitée : elles sont menées à plus petite échelle, principalement en lançant des frappes de feu et en menant des opérations conjointes aériennes, antiaériennes, de première ligne, de l'armée et de la division. La stratégie consistant à faire la guerre avec un usage limité des armes nucléaires acquiert un caractère particulier. Dans ce cas, les hostilités sont menées avec la plus grande détermination par toutes les branches des forces armées sous la forme d'opérations stratégiques. Les armes nucléaires sont utilisées dans la mesure nécessaire pour atteindre les objectifs, mais ne menacent pas les effets inverses. »

La « stratégie d'action limitée », dont on peut penser que l'Ukraine est la première victime opérationnelle, préfigure la nouvelle doctrine militaire russe, définit une orientation générale de planification militaire et semble constituer la base conceptuelle de la planification d'opérations expéditionnaires.

La doctrine de 2014 avait aussi brièvement mentionné pour la première fois les sociétés militaires privées (SMP), en les énumérant comme une caractéristique des conflits modernes. Depuis lors, ces SMP ont participé aux côtés des forces régulières à des espaces de combat complexes en Syrie, en Ukraine et en Libye. Dans son discours de 2013, et dans un article ultérieur publié dans le journal russophone *Military-Industrial Courier*, Valery Gerasimov avait décrit la conception russe de la nature de la guerre à l'ère moderne, la définissant par l'utilisation d'outils non-militaires et de conflits dirigés par la politique. En 2019, devant l'Académie russe des sciences militaires, Valery Gerasimov, a décrit la stratégie militaire de la Russie comme une stratégie de « défense active ». La défense active conceptualise ce que l'armée russe devrait faire pour dissuader une guerre avant qu'elle ne commence et les principes généraux de la manière dont elle mènerait une guerre contre un adversaire militairement supérieur.

Cette stratégie se caractérise par des plans visant à prendre des mesures anticipées pendant une période de menace ou une crise. Il ne s'agit pas nécessairement d'une frappe préemptive, mais peut inclure l'utilisation directe de la force en masse contre un adversaire. Valery Gerasimov (et d'autres) a décrit la « défense active » comme une stratégie qui implique la « neutralisation préemptive des menaces pour la sécurité de l'État ». Il a caractérisé ses principes comme étant « l'effet de surprise, le caractère décisif et la continuité de l'action stratégique ». Il a notamment expliqué : « En agissant rapidement, nous devons devancer l'adversaire avec nos mesures préventives [*preventivnymi*], nous engager dans le discernement opportun de ses points faibles et créer des menaces d'infliger des dommages inacceptables. Cela permet de capturer et de conserver l'initiative stratégique. »

De telles mesures doivent être prises lorsqu'une crise politique s'intensifie, que les forces de l'adversaire se déploient et que la situation militaro-politique générale est perçue comme tendant vers un conflit. L'idée est de manipuler le calcul des coûts attendus par l'adversaire par rapport aux gains recherchés, sans nécessairement refuser l'attaque. C'est la première signification et implication du terme actif, l'accent étant mis sur une période de danger ou une période de menace militaire, pendant laquelle les forces armées russes prendront lesdites actions préventives. Les actions russes en Ukraine, avant le déclenchement de la guerre, ont fortement reflété ce point de vue, car elles se sont caractérisées par un recours massif à des acteurs armés non-étatiques, à des opérations d'information et de désinformation, et à d'autres stratégies non-cinétiques.

La description du général Gerasimov a été le point culminant de divers débats au sein de l'armée russe sur ce qu'elle perçoit comme la nature changeante

de la guerre, ce qu'elle appelle la guerre de nouvelle génération. Elle décrit une approche holistique de la guerre moderne, qui englobe un éventail d'outils politiques, militaires, informationnels et économiques dans différentes situations et en différents lieux. Elle suppose que le conflit sera souvent précédé de concours psychologiques et informationnels visant à affaiblir le moral de l'adversaire et sa capacité à maintenir le conflit. La guerre non conventionnelle ne diminue pas l'importance de la puissance militaire ; elle reconnaît plutôt l'importance accrue des outils non-cinétiques et asymétriques.

La conception du général Gerasimov découlait de la conviction que les pays occidentaux utilisaient déjà des stratégies politiques contre leurs adversaires, notamment en soutenant les mouvements démocratiques pour ébranler ou renverser des régimes. Les dirigeants militaires et de sécurité russes considéraient les révolutions dites de couleur, les protestations démocratiques en Ukraine et le renversement de Mouammar Kadhafi en Libye comme des exemples de cette stratégie occidentale.

La stratégie militaire russe considère que l'utilisation de la force cinétique n'est qu'un élément à l'appui d'objectifs politiques ou diplomatiques plus larges. Plutôt que de chercher à dominer un espace de combat, la Russie privilégie la flexibilité et la capacité à s'adapter aux conditions changeantes d'un conflit. Cela peut se traduire par l'injection de forces conventionnelles, un recours à des acteurs irréguliers et non étatiques, ou les deux, selon les circonstances et les situations. Lors de l'invasion de l'est de l'Ukraine par la Russie, par exemple, celle-ci s'est appuyée sur des acteurs irréguliers et non-étatiques, soutenus par l'injection limitée de troupes russes, pour vaincre les forces ukrainiennes en 2014.

La préférence de la Russie pour le recours mesuré à la force n'implique toutefois pas un compromis entre l'utilisation décisive de la puissance militaire et la gestion de l'escalade. La stratégie russe donne la priorité à la menace de nouvelles sanctions. Elle introduit une puissance de feu conventionnelle haut de gamme lorsqu'une stratégie à faible coût semble insuffisante, et elle peut intensifier ou désescalader la force en fonction de la situation. La puissance militaire est donc calibrée pour modifier la situation sur le terrain et pour démontrer le potentiel d'une nouvelle escalade ; elle est appliquée en tant que composante de la stratégie globale de négociation coercitive de la Russie. Un exemple nous en est fourni par la forte dépendance de la Russie à la puissance aérienne et aux bombardements, lorsqu'il s'agissait de soutenir les offensives terrestres du gouvernement syrien.

Sur le plan opérationnel, la Russie a mis l'accent sur les stratégies offensives de tir de masse. L'utilisation concentrée de l'artillerie et des roquettes, ainsi que de grandes unités de chars, reste au cœur de la doctrine militaire. Les unités, y compris les unités de chars et d'engins motorisés, disposent d'un grand nombre de pièces d'artillerie et de lanceurs de roquettes, qui libèrent une grande puissance de feu.

L'armée russe accorde la priorité au développement de capacités de reconnaissance et de frappes plus ou moins ciblées afin d'accroître la précision de son artillerie et d'améliorer la capacité de l'armée à imposer des coûts et à cibler le commandement et le contrôle d'un adversaire.

En conséquence, les capacités d'information, de ciblage et de coordination occupent une place de plus en plus centrale dans la doctrine militaire russe. La Russie combine cette stratégie opérationnelle avec un accent croissant sur la coordination et l'intégration. L'armée russe considère cette intégration comme cruciale pour la création d'armées combinées dans ses différents districts militaires. En raison de la géographie, les forces russes sont très dispersées, d'où l'importance d'une approche interarmes, même si, *in fine*, la part laissée à l'infanterie semble très sous-estimée, en raison notamment des très mauvais traitements des conscrits et d'un large déficit de sous-officiers formés et professionnalisés.

La doctrine russe se concentre également sur la période initiale de la guerre. En cas de guerre à grande échelle, la Russie craint une attaque surprise, une crainte renforcée par son expérience de la Seconde Guerre mondiale. Le gouvernement russe perçoit ses propres limites démographiques, économiques et technologiques dans tout conflit à long terme, comme celui qui pourrait être déclenché par les États-Unis et l'Otan, qui utilisent des capacités de frappe de précision à longue portée à partir de plateformes aériennes et maritimes. Ces capacités constituent une menace sérieuse pour les capacités de commandement et de contrôle et les infrastructures critiques de la Russie.

En réponse aux capacités occidentales et reconnaissant que la guerre moderne se définit par la vitesse et la sophistication technologique, l'armée russe est fortement influencée par une doctrine qui guide ses concepts de dissuasion et de défense. L'objectif n'est pas d'interdire l'accès à une zone à un adversaire. La doctrine russe est plutôt axée sur les défenses intégrées (notamment les forces de défense aérospatiale), qui traitent l'ennemi comme un système. Elle cherche à perturber, à dévier et finalement à punir un attaquant dans les premières phases d'un conflit. Ces défenses sont conçues pour fonctionner en coordination avec les autres capacités de la Russie, afin de cibler et de dégrader l'infrastructure critique de l'adversaire et sa capacité à soutenir le combat.

La doctrine militaire russe met l'accent sur un concept de dissuasion plus large que la simple dissuasion nucléaire. Appelé « dissuasion stratégique », ce concept inclut les armes nucléaires, les armes conventionnelles stratégiques et les mesures non-militaires, en temps de paix, comme en cas de conflit. La Russie utiliserait toutes ces capacités pour dissuader un adversaire et gérer l'escalade en cas de conflit. En outre, la doctrine russe identifie les unités et les capacités comme stratégiques en fonction de la mission qu'elles sont censées accomplir.

En juin 2020, pour la première fois, la Russie a révélé sa nouvelle politique de dissuasion nucléaire, intitulée « Principes fondamentaux de la politique d'État de la Fédération de Russie dans le domaine de la dissuasion nucléaire ». Dans ce document, la Russie a précisé la nature des menaces et les conditions d'utilisation des armes nucléaires, ainsi que sa stratégie globale de dissuasion nucléaire. La Russie a clairement indiqué qu'elle considérerait le lancement de tout missile balistique en direction de la Russie comme nucléaire, en raison de l'impossibilité de savoir si l'ogive était conventionnelle ou pas.

Dans les années 1990, la faiblesse de l'armée conventionnelle russe a contraint la doctrine militaire à s'appuyer fortement sur les armes nucléaires, y compris les armes nucléaires stratégiques et tactiques. Dans les années 2000, à mesure que ses capacités conventionnelles augmentaient, la doctrine militaire russe a reconnu l'importance des armes conventionnelles stratégiques.

La Russie sait qu'elle ne peut pas battre l'Otan dans une guerre conventionnelle. Elle est surpassée en nombre d'armes et sa technologie, dans de nombreux cas, n'est pas à la hauteur. Elle mène plutôt une approche hybride, tous domaines confondus, d'un conflit européen armé. Elle combinerait sa dissuasion nucléaire avec des cyberattaques, une campagne intense et à court terme de tactiques de perturbation et d'achat de temps, et une volonté de frapper les infrastructures civiles critiques de l'ennemi. L'idée est de convaincre rapidement l'adversaire que cela ne vaut pas la peine de continuer à se battre. Mais avant même que les tirs ne commencent, la méthode russe consiste à saper la cohésion de ses ennemis en les divisant politiquement et intérieurement, de sorte qu'il leur soit plus difficile de répondre de manière unie à une provocation russe et de se serrer les coudes lorsque la Russie commence à leur infliger de lourdes pertes économiques.

En termes conventionnels, la Russie voit le champ de bataille comme fragmenté – ou non-continu – sans lignes de bataille fixes, où les moyens radioélectroniques s'intègrent aux frappes traditionnelles pour exécuter une « défaite complexe » de l'effort militaire de l'adversaire. Les forces terrestres russes manœuvreraient rapidement pour saper la force de l'adversaire, dégrader les forces ennemies et préserver les leurs. La Russie échangerait des territoires « afin d'affaiblir l'adversaire jusqu'à ce qu'une défense positionnelle plus ferme et une contre-offensive puissent être mises en place ». La Russie « envisage une conduite de la guerre définie par le feu, la frappe et la manœuvre, où les formations tactiques s'engagent à distance et où les contours de la reconnaissance et de la frappe permettent de mener la guerre à distance », indiquent les auteurs. La « thèse opérationnelle » est que l'ennemi peut être ralenti et dégradé « en parant ses opérations terrestres offensives et en déviant une attaque aérospatiale initiale massive ».

Les penseurs russes considèrent que la guerre de l'information est capable de désorganiser le commandement et le contrôle de l'adversaire, de le tromper, de

semer l'instabilité à l'intérieur de ses frontières et de démoraliser la population ou l'armée adverse au point de lui faire perdre la volonté de résister. Depuis les années 1990, la Russie qualifie cette approche de « sixième génération de conflit » ou de « guerre de type nouveau ». Elle a utilisé ces approches dans son blocus des exportations de pétrole vers l'Europe occidentale, dans ses campagnes en Géorgie et en Ukraine, et dans son ingérence dans les élections des pays membres de l'Otan et des États-Unis. Contrairement aux conflits du XX^{e} siècle, les forces et méthodes non-militaires ne sont pas déployées dans la période initiale de la guerre, mais en temps de paix, ce qui entraîne des offensives et des opérations stratégiques qui commencent avec des forces déjà prépositionnées.

Pendant cette période, les véritables forces militaires sont mises en position pour soit menacer une action, soit être prêtes à se déplacer dans des zones contestées sans opposition ou trop rapidement pour qu'un ennemi puisse les bloquer. Les opérations sont caractérisées comme étant hautement manœuvrables, sans contact, avec un emploi massif d'armes de haute précision, une utilisation à grande échelle de forces d'opérations spéciales, de systèmes robotiques, d'armes basées sur de nouveaux principes physiques et la participation d'une forte composante civilo-militaire. L'objectif est de frapper les formations ennemies sur un large front, simultanément, en empruntant une partie de la stratégie américaine connue sous le nom de « guerre parallèle ».

Depuis 2008, l'armée russe a entrepris d'ambitieuses réformes visant, entre autres, à remplacer ou à moderniser 70 % de ses équipements militaires, à augmenter le nombre d'engagés et à réorganiser la base industrielle de la défense, à prendre en compte les leçons des opérations menées en Géorgie (2008), Ukraine (2014) et Syrie (2015). Le ministre de la Défense Sergey Shoygu avait déclaré qu'il pensait que ces réformes permettraient à l'armée russe « d'atteindre un nouveau niveau qualitatif » fin 2020. Pour l'essentiel, ces réformes semblaient avoir été couronnées de succès. La situation en Ukraine a révélé la réalité du « village Potemkine » de l'armée russe, minée par la corruption, les défaillances de management humain et de l'entretien des matériels.

⁂

La guerre en Ukraine apparaît, après celles du Vietnam ou d'Afghanistan, comme un modèle en temps réel des bouleversements à venir. Pour l'armée russe, qui en paie le prix militaire, et pour l'Ukraine, qui subit durement des pertes civiles considérables, mais aussi pour l'Occident, qui semble enfin comprendre que les modèles de l'après-guerre froide sont devenus en grande partie obsolètes, en Europe aussi. Loin de n'être qu'un conflit de haute intensité, il s'agit surtout d'une nouvelle phase d'une paix brûlante, suivie d'une autre guerre froide qui s'amorce, avec une réorganisation multipolaire du monde.

Les Empires, partout, se réveillent. ◆

6 mai 2022

Guerre en Ukraine : Vers un isolement de la Russie ?

Denis BAUCHARD

Ancien ambassadeur, conseiller à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Depuis le début de la guerre en Ukraine, un certain nombre d'indicateurs révèlent un isolement de la Russie : l'importance des majorités recueillies tant au niveau du Conseil de sécurité que de l'Assemblée générale des Nations unies, l'absence de représentation étrangère lors du défilé du 9 mai à Moscou, l'ampleur de la réprobation internationale à la suite du constat des crimes de guerre commis par l'armée russe. Cependant un examen plus attentif permet de nuancer ce jugement, et de s'inquiéter de l'ambiguïté, voire de la complaisance de nombreux pays, sur tous les continents.

Des soutiens parfois inattendus

Un examen plus attentif des votes aux Nations unies fait apparaître des positions qui peuvent surprendre. Lors du vote en Conseil de sécurité du 25 février 2022, seulement 3 pays s'abstiennent, la Russie seule déposant son *veto*. En Assemblée générale le 2 mars, le score est massif en faveur de l'adoption de la résolution condamnant la Russie, 141 pays ont voté pour, 5 seulement ont voté contre et 35 se sont abstenus. S'agissant de la résolution du 7 avril suspendant l'adhésion de la Russie au Conseil des droits de l'homme, le score est un peu différent avec 93 voix pour, 24 contre et 58 abstentions. On peut s'étonner tout d'abord que parmi les pays qui se sont abstenus lors du vote du Conseil de sécurité, outre la Chine, on relève une démocratie comme l'Inde, et les Émirats arabes unis. Pour ce dernier, proche des États-Unis et de l'Europe, ce vote reflète le point de vue de l'ensemble des pays arabes. Parmi ceux qui ont voté contre ou se sont abstenus en Assemblée générale le 7 avril, on notera que les votes se répartissent sur tous les continents et comptent des poids lourds comme la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Égypte, l'Éthiopie et l'Arabie saoudite.

De fait, l'embarras et l'inquiétude dominent dans ces pays qui ne se sentent pas directement concernés par cette guerre, même s'ils seront, et sont déjà, affectés par ses conséquences, notamment dans les domaines économiques et financiers, en raison de l'accélération de la hausse des prix du pétrole et des denrées agricoles. La

guerre en Ukraine est considérée par beaucoup d'entre eux comme une guerre entre pays slaves à l'histoire compliquée, ou comme une sorte de guerre de sécession qui tend à devenir une guerre entre Européens, voire une guerre entre les États-Unis et la Russie par procuration. L'ampleur de la rallonge de l'aide fournie par les États-Unis, qui pourrait atteindre 33 milliards de dollars et les déclarations de hauts responsables américains, notamment le secrétaire à la Défense Lloyd Austin qui voudrait « voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire le genre de choses qu'elle a fait en Ukraine », ne peuvent que les conforter dans leur analyse. Antony Blinken, secrétaire d'État, estime qu'il convient de s'assurer que la Russie subira un « échec stratégique », tandis que l'afflux de personnalités américaines à Kiev ou des déclarations imprudentes à Washington sous-entendent que l'objectif serait le départ de Vladimir Poutine.

Cette attitude peut s'expliquer par de nombreuses raisons. D'abord, il est clair que la Russie peut compter sur le soutien des pays avec lesquels elle entretient des relations spéciales, dont certaines remontent à la période soviétique. Il en est ainsi naturellement de la Chine, du Vietnam, de Cuba ou de la Syrie. Le développement de la coopération militaire avec de nombreux pays d'Afrique et d'Asie a provoqué une relation de dépendance dans un domaine sensible qui éclaire par exemple l'attitude de l'Inde qui entretenait déjà des relations étroites avec l'URSS ; l'essentiel de son armement est encore d'origine russe, malgré un effort récent de diversification en direction des États-Unis et de la France. Ce même constat concerne de nombreux pays africains, comme la République démocratique du Congo (RDC), le Zimbabwe ou Madagascar, où la coopération militaire avec la Russie s'est fortement accentuée depuis quelques années.

Mais la *Realpolitik* joue également son rôle. Depuis le début des années 2000, les déceptions provoquées au Moyen-Orient par la politique des États-Unis, leur perte de crédibilité et leur désengagement ont conduit nombre de pays de la région à nouer des relations économiques, mais également politiques et militaires avec la Russie. Le cas de l'Arabie saoudite est à cet égard exemplaire : pour la première fois, un souverain saoudien s'est rendu à Moscou en 2016 et les rencontres de Vladimir Poutine et Mohamed Ben Salmane à Sotchi ou ailleurs ont été d'autant plus remarquées qu'elles avaient un caractère ostensiblement chaleureux à un moment où ce dernier était ostracisé en raison de l'affaire Khashoggi. Il en est de même de l'Égypte, où Poutine s'est rendu à plusieurs reprises et y a été reçu en grande pompe, la presse aux ordres le qualifiant de « héros de notre temps » : de nombreux accords et contrats ont été conclus, y compris dans le domaine de l'armement (hélicoptères et avions de combat *Sukhoi*) ou le nucléaire civil. En fait, la Russie recueille le fruit d'une politique très active au Moyen-Orient ponctuée de nombreux voyages de Poutine et de son ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Ainsi, après « la décennie noire », la Russie a non seulement repris des relations fortes avec les anciens obligés de l'URSS, mais aussi des pays avec lesquels

les relations étaient plutôt méfiantes, comme l'Iran, l'Arabie saoudite, les émirats du Golfe ou Israël. Le cas de ce dernier est un peu à part. À la suite de l'implosion de l'URSS, Israël compte une population originaire d'Ukraine et de Russie de près de 1,4 million de personnes. La relation avec la Russie est devenue un problème à la fois de politique intérieure et de sécurité, qui a conduit Benjamin Netanyahou et maintenant Naftali Bennett à être très prudents. Il est clair qu'Israël a besoin de la neutralité des forces russes basées en Syrie lorsqu'elle attaque, systématiquement depuis deux ans, des cibles iraniennes (bases, milices, brigades *Al-Qods*) sur ce territoire. Le dérapage verbal de Sergueï Lavrov sur « Hitler qui avait aussi du sang juif » suivi des propos apaisants de Poutine ne semble pas avoir modifié la position de neutralité prudente d'Israël, même s'il a fait quelques gestes en direction de l'Ukraine.

Tant en raison de ses liens avec les pays arabes qu'avec Israël, la Russie est ainsi devenue un interlocuteur incontournable dans cette région du monde.

Cette même *Realpolitik* explique que de nombreux pays, aussi bien en Afrique (Sénégal, Cameroun), qu'au Moyen-Orient (Jordanie), en Asie (Malaisie, Indonésie) ou en Amérique latine (Mexique, Bolivie) ne veulent pas se fâcher avec la Russie. L'exemple de la Turquie, pourtant membre de l'Otan, est symptomatique à cet égard, ce qui l'a conduit à vouloir jouer un rôle de médiateur, sans beaucoup de succès pour l'instant.

Des positions ambiguës voire complaisantes

Cette situation a donc conduit de nombreux pays à prendre une position ambiguë de neutralité envers la Russie, entre bienveillance et complaisance. Il en résulte que la plupart d'entre eux refusent de mettre en œuvre les sanctions édictées par l'Europe et les États-Unis. Israël, les Émirats arabes unis (EAU) et la Turquie sont devenus des refuges ostensibles pour les oligarques russes, leurs yachts comme leur fortune. De nombreux pays ne cachent pas qu'ils continueront à s'approvisionner en hydrocarbures en Russie, comme la plupart des asiatiques. En outre, nombreux sont ceux qui mettent en cause ces sanctions en dénonçant leur caractère juridiquement non fondé ; ils n'hésitent pas à souligner qu'elles aggravent les effets de la guerre en Ukraine, notamment dans le domaine des prix du pétrole. Il en résulte de nombreuses réactions critiques vis-à-vis des pays occidentaux, notamment contre les États-Unis, jusqu'à dénoncer la posture agressive de l'Otan ou à renvoyer dos à dos la Russie et l'Ukraine. Le ton des officiels chinois n'étonnera pas. Ainsi un vice-ministre des Affaires étrangères, Le Yucheng, lors d'un colloque le 6 mai dernier, déclarait : « À l'évidence, [les États-Unis] ne sont pas intéressés par des pourparlers de paix ou la fin de la guerre et la vie des Ukrainiens, mais ce qui les importe est d'utiliser les Ukrainiens comme des biens consommables et de la chair à canon de façon à abattre la Russie pour satisfaire leurs ambitions de grande puissance et réaliser leurs propres objectifs géostratégiques. » Cette thématique est

amplement reprise par les médias chinois.

Peut-être plus surprenante est l'attitude des médias saoudiens, tenus par la famille régnante. Le grand quotidien *Okaz* invitait, dès le 17 mars, les pays arabes « pour préserver leur sécurité, leur stabilité et leur bien-être d'éviter de tomber dans les crocs du piège de la stratégie américaine ». Le quotidien *Al Riyad* du 23 mars s'offusque de l'interdiction des médias russes en Europe qui a « mis à jour la mascarade de la liberté d'expression ». Visant les pays occidentaux, il dénonce les « hypocrisies promues par les allégations et postions juridiques et politiques » de même que les « déclarations racistes de certains responsables ». Dans les médias arabes, contrôlés le plus souvent par des États, l'expansion « inconsidérée » de l'Otan vers l'est est souvent avancée pour expliquer l'attaque russe. De même, les crimes de guerre des Russes en Ukraine sont relativisés en rappelant ceux commis par l'armée israélienne à Gaza, européenne en Libye ou américaine en Irak. Le « deux poids deux mesures », reproche constant dans la région à l'égard des États-Unis et de l'Europe, est ainsi rappelé avec insistance.

L'Afrique n'est pas en reste dans la critique de l'Occident, même dans des pays qui ne sont pas proches de la Russie, en évoquant « les hypocrisies des médias, des gouvernements et des sociétés occidentales » dans le traitement dont ont bénéficié les réfugiés ukrainiens, par rapport à celui des migrants africains. On retrouve des échos et des critiques comparables en Amérique latine, notamment parmi les gouvernements et dirigeants de partis de gauche. Les récentes déclarations de Lula, candidat favori aux élections présidentielles au Brésil, est symptomatique de cet état d'esprit. Dans une longue interview publiée le 4 mai par *Time Magazine*, interrogé sur la guerre en Ukraine, celui-ci a déclaré que « Poutine n'aurait pas dû envahir l'Ukraine. Mais il n'y pas que Poutine qui est coupable. Les États-Unis et l'Union européenne sont également coupables ».

Ainsi, la complaisance à l'égard de la Russie s'accompagne souvent de vives critiques envers les pays occidentaux.

Certes, ces ambiguïtés et ces complaisances de ces pays, venant notamment des BRICS, relèvent souvent de la rhétorique et le soutien affiché a plus rarement un contenu concret. Ils restent d'une grande prudence lorsqu'ils mettent en place, avec la Russie ou la Chine, des mécanismes de contournement des sanctions. Ces mécanismes n'auront que des effets marginaux et ne résoudront pas les sérieux problèmes d'approvisionnement que la Russie va connaître. Cependant, sur le plan politique elles sont significatives voire marquantes.

Aux États-Unis, cet état d'esprit inquiète, comme en témoignent les commentaires de plusieurs journaux et *think tanks* influents. Une tribune du 12 mai de Jon Alterman du *Center for Strategic and International Studies* (*CSIS*) n'est pas passée inaperçue. « La crise de l'Ukraine est un clair avertissement que l'investissement américain dans l'ordre international n'a pas laissé beaucoup de

traces… » et que le désintérêt marqué globalement dans le monde de la guerre en Ukraine est « le signe d'un scepticisme profond à l'égard du *leadership* américain » et d'ajouter : « l'indifférence du monde à l'action russe en Ukraine représente une victoire de la diplomatie chinoise ». Ainsi il n'est pas sûr que dans une éventuelle confrontation entre les États-Unis et la Chine, Washington trouve beaucoup de soutien dans les pays du Sud.

Vers un nouveau clivage ?

Se trouve-t-on en face d'un nouveau clivage opposant les pays occidentaux à un groupe de pays non alignés, complaisants à l'égard de la Russie et de la Chine, comme ce fut le cas dans le passé ? Ce risque existe, tant la montée de l'anti-occidentalisme, menée par les BRICS élargis, est évidente aussi bien en Asie qu'en Afrique ou dans le monde arabo-musulman. Mais la situation n'est naturellement pas immuable.

Consciente de ce risque la diplomatie américaine s'active, comme en témoignent les déplacements nombreux de ses principaux responsables et du patron de la *CIA*, William Burns, qui a été dépêché notamment au Moyen-Orient. D'amicales pressions sont ainsi exercées, en particulier sur les EAU et l'Arabie saoudite, pour qu'ils augmentent leur production de pétrole pour réduire la tension sur les prix et qu'ils respectent les sanctions. Le Japon relaie ces efforts de persuasion en Asie, notamment auprès de la Corée du Sud, l'Indonésie et le Vietnam.

La diplomatie russe agit de son côté dans le sens opposé. Sergueï Lavrov est ainsi allé en Algérie pour dissuader les autorités de fournir aux Européens plus de gaz en compensation de la réduction de celui qui vient de Russie. De même, un séjour en Inde lui a permis d'assurer son approvisionnement en pétrole russe en grande quantité, mais à prix bradé, qui sera réglée en une autre monnaie que le dollar ou l'euro.

Un test intéressant à suivre est la position de l'Indonésie qui préside actuellement le G20, dont la tenue est prévue en novembre 2022. Le président Joko Widodo a d'ores et déjà invité Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky. Cette invitation met les États-Unis et les pays européens membres de cette enceinte dans l'embarras. Un consensus pour retirer ces invitations n'est pas envisageable. Ne pas y aller laisserait le champ libre à la Russie et à la Chine. Y aller pourrait apparaître comme redonnant à Poutine la légitimité que Washington lui refuse.

⁂

L'évolution de la guerre peut faire évoluer la situation. Une victoire militaire ukrainienne et une défaite russe caractérisée suivie d'un retrait des troupes, du moins du territoire ukrainien récemment conquis, pourraient faire évoluer certains

pays opportunistes vers l'ouest et renforcer le *leadership* américain. À l'inverse, un réengagement russe massif et des progrès militaires sur le champ de bataille joueraient dans l'autre sens. La situation reste encore très fluide et l'avenir demeure hypothétique. Cependant, il est évident que la guerre en Ukraine a bouleversé la carte géopolitique mondiale qui est en pleine recomposition avec un rôle croissant des pays d'Asie. Il faudra certainement du temps avant de retrouver un ordre qui sera toujours fragile. ◆

18 mai 2022

La proximité sino-russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine

François TORRÈS

Général (2S), diplômé des Langues'O et de l'Institut américain de Taïwan. Il a été attaché de défense français à Pékin, Séoul et Phnom-Penh, responsable des affaires chinoises à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, et représentant de la France à la Commission d'armistice à Panmunjon. Conseiller éditorial d'un site sur la Chine destiné au public français (www.questionchine.net/).

La proximité affichée entre Moscou et Pékin, née après la chute de l'URSS, exprimée par la création de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001, puis des *BRICS* (Brésil, Russie, Chine, Inde en 2009, rejoints par l'Afrique du Sud en 2011) succède à une longue relation en dents de scie marquée d'abord par les rancœurs historiques de l'époque où l'empire russe faisait partie de « Huit puissances » qui humilièrent la Chine au XIX^e^ siècle [(1)].

La méfiance des communistes chinois s'était cristallisée quand Staline avait d'abord soutenu Tchang Kai-chek jusqu'en 1927. Elle est devenue une sourde rancœur au moment où, en 1945, tirant profit de la défaite du Japon qui occupait la Mandchourie créant un « état fantoche », Moscou avait pillé les installations industrielles du nord-est qui furent démantelées et transférées en URSS. La défiance s'est aussi exprimée par une féroce rivalité idéologique entre Mao et Staline, puis avec Khrouchtchev rivaux sans concession dans une très sévère compétition d'influence dans le Tiers-Monde. Elle a, enfin, atteint un paroxysme de mars à septembre 1969 lors des heurts militaires meurtriers sur l'Oussouri, ancienne réminiscence des querelles territoriales du XIX^e^ siècle qui privèrent la Chine de l'accès direct à la mer du Japon.

Après la signature du « Partenariat stratégique » en 1997, suivi en 2001 du « Traité d'amitié », le rapprochement n'a cessé de s'affirmer par-delà les méfiances historiques. Progressivement les deux, inquiets du prosélytisme politique de Washington, se sont clairement positionnés contre l'Occident et les États-Unis.

(1) Royaume-Uni, Empire austro-hongrois, Empire allemand, République française, Royaume d'Italie, Empire russe, Empire du Japon et États-Unis. GERNET Jacques, *Le monde chinois*, Armand Colin, 1999 (1972).

Un désir commun de retour de puissance, rivale de l'Occident

Les « caractéristiques chinoises », épine dorsale idéologique du « rêve chinois » de renaissance de Xi Jinping rejettent clairement les « valeurs occidentales » de gouvernance transparente portées par les démocraties [2]. En Chine, elles sont sérieusement bridées par la censure et la surveillance tous azimuts de la société. La profession de foi, d'un souverainisme géopolitique et culturel sans concession, est au cœur de la rivalité stratégique entre Pékin et Washington. Elle s'exacerbe depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping à l'automne 2012.

La vision articulée à la fois au désir de revanche historique et de retour de puissance, croise celle de Vladimir Poutine. Humilié par la chute de l'URSS, fasciné par l'éloge de la force et du courage guerrier d'Ernst Jünger, influencé par les idées de Carl Schmitt – adepte d'un état fort et pyramidal surplombant les partis politiques, et, pour cette raison, exclu du parti nazi en 1936 –, le maître du Kremlin a, lui aussi, tourné le dos à l'Occident. Vénérant toujours comme Pékin les « symboles rouges » de la faucille et du marteau brandis par la garde présidentielle lors des parades militaires, il articule aujourd'hui son projet de puissance à « l'immensité eurasiatique » [3].

Englobant la steppe eurasienne de l'Altaï jusqu'au Danube, *via* le Kazakhstan, le sud de la Russie et l'Ukraine, le concept est développé par les théoriciens d'un « troisième monde » russe et slave dont l'un des chefs de file est le géographe Piotr Savitsky (1895-1968). Décrite par Jean-Sylvestre Montgrenier [4], l'idéologie panrusse, nourrit la réflexion stratégique de Vladimir Poutine. Pour lui, comme pour ses mentors, « l'espace eurasiatique n'est pas divisé en deux continents, il en forme un troisième » (Stavisky, 1925). Dans cette conception qui est aussi celle d'Alexandre Douguine, intellectuel théoricien du nationalisme russe, classé à « l'extrême-droite » par l'université française, la puissance géopolitique de Moscou s'articule à l'immensité.

Dans ce sillage se déploient à la fois la rivalité culturelle avec l'Europe et les États-Unis, et l'idée d'un « troisième pôle » ayant lui aussi, comme la Chine, des ambitions rivales de celles de l'Occident, dont l'influence planétaire est de plus en plus contestée. Le 2 mars 2022, une vaste mouvance héritière de l'esprit des « non alignés » s'abstint en effet de désavouer Vladimir Poutine, lors du vote de condamnation par l'Assemblée générale de l'ONU. Convoquée pour contourner le *veto* de

---

[2] Liberté d'expression, élections libres, séparation des pouvoirs et examen académique, sans concession des erreurs historiques du Parti.

[3] Voir Eltchaninoff Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine* (2e édition), Actes Sud, 2022 (2015), qui analyse l'influence sur Vladimir Poutine des penseurs ultranationalistes et anti-européens dont l'un des plus connus est Vladimir Soloviev (1853-1900). Un autre est Constantin Léontiev (1831-1891), écrivain, ancien médecin militaire pendant la guerre de Crimée, moine et diplomate charismatique dont les idées prophétisaient l'avènement d'une Europe fédérale menaçante pour l'Orient orthodoxe.

[4] Montgrenier Jean-Sylvestre, *Le Monde vu de Moscou - Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétiques*, Puf, 2020, 644 pages.

Moscou qui attaque l'Ukraine à coups de lance-roquettes multiples et de massacres de civils en brandissant avec insistance la menace nucléaire, la résolution portée par l'Union européenne en coordination avec Kiev « déplorait dans les termes les plus vifs l'agression contre l'Ukraine [5]. »

Tel est le contexte des événements qui suivirent la spectaculaire mise en scène de la connivence entre Xi Jinping et Vladimir Poutine du 4 février 2022, lors de l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Pékin [6].

Une amitié « sans limites », avec réserves

Accompagnée par un nouveau contrat de gaz de livraison annuelle à la Chine de 50 milliards de m^3 équivalent à la capacité de « *North Stream 2* » par un gazoduc à construire depuis le nord de la Sibérie passant par la Mongolie qui s'ajoutera à l'augmentation de 10 Md de m^3 [7] compléments aux 38 Md de m^3 des livraisons annuelles de l'accord de 2014, la déclaration commune faisait état d'une « amitié sans limites » [8].

Dénonçant à la fois les sanctions contre la Russie et l'ingérence sur ses marches de l'Otan [9] rendue responsable de la guerre déclenchée le 24 février dont la réplique de l'alliance à quatre (« *QUAD* » – États-Unis, Inde, Australie et Japon) est aussi désignée comme un facteur de troubles en Asie-Pacifique, la déclaration passait sous silence la rivalité cachée entre les ambitions de 1re puissance globale de Xi Jinping et la vision eurasiatique adossée à la dimension gigantesque de son pays, portée par Vladimir Poutine. Cœur de la masse territoriale du « *Heartland* », chère au Britannique Halford Mackinder qui la considérait comme « le pivot stratégique de l'histoire », c'est bien cette immensité des « terres russes » anticipant du même coup l'importance centrale de la question ukrainienne qui fonde la pensée straté-

---

[5] Cinq pays ont voté contre : Russie, Biélorussie, Corée du Nord, Érythrée et Syrie. 35 se sont abstenus. L'abstention de la Chine, allié supposé de Moscou, dont on s'attendait qu'elle vote contre, n'est pas passée inaperçue. Parmi les abstentionnistes, il faut noter 16 Africains : Algérie, Angola, Burundi, Congo-Brazzaville, Guinée équatoriale, Madagascar, Mali, Mozambique, Namibie, Soudan, Soudan du Sud, Afrique du Sud, Sénégal, Tanzanie, Ouganda et Zimbabwe.

[6] « Xi Jinping et Vladimir Poutine affichent leur opposition commune à l'élargissement de l'Otan », *France 24*, 4 février 2022 (https://www.france24.com/).

[7] Le Belzic Sébastien, « Moscou et Pékin signent un accord pour la construction d'un gazoduc », *Europe 1*, 2 mars 2022 (https://www.europe1.fr/).

[8] Ils ont déclaré que « l'amitié entre leurs deux pays ne connaissait pas de limites. » Kaufmann Sylvie, « "La déclaration sino-russe de Pékin est l'affirmation d'un autre modèle de gouvernance avec, en ligne de mire, l'ordre international actuel" », *Le Monde,* 9 février 2022.

[9] Pékin a gardé un souvenir amer de la destruction le 7 mai 1999 de son ambassade à Belgrade qui coûta la vie à trois militaires chinois tués par la frappe d'un bombardier *B-2*. Toutefois, contrairement à ce que laissaient entendre les excuses américaines, tout indique que la frappe qui avait été menée hors Otan par un appareil venu directement du Texas, était bel et bien délibérée. Elle visait deux objectifs repérés par les renseignements électroniques américains :

1) Une station radio qui retransmettait la propagande serbe après que les émetteurs de Macédoine aient été réduits au silence par une frappe de l'alliance.

2) Un dispositif de contre-mesures en cours d'installation visant à brouiller les tirs de missiles de l'Otan dont l'existence avait été confirmée à une source serbe peu avant la frappe par l'attaché de défense chinois lui-même gravement blessé dans l'attaque.

gique du Kremlin depuis que les idéologues nationalistes de « l'Eurasie » tiennent le haut du pavé à Moscou.

La force de ces non-dits a éclaté le 2 mars quand, à l'ONU, Pékin s'est, en dépit de son « amitié sans limites », abstenu de cautionner Moscou. La Chine n'a certes pas voté contre la résolution, mais son abstention était un « pas de côté », qui marquait une réserve, à l'égard du Kremlin. Il est vrai que la prise de distance de Pékin a aussitôt été atténuée par la réaffirmation de la solidité du partenariat, la participation chinoise à la lutte contre la prévalence du dollar et l'appel de l'ambassadeur de Chine à Moscou à continuer les relations économiques et commerciales avec la Russie, en dépit des menaces de Washington [(10)]. Le 7 mars, Wang Yi, ministre des Affaires étrangères, déclarait que la relation était toujours « solide comme un roc » [(11)].

Quelques nuances cependant. Prudence oblige, les prêts de la Banque asiatique pour les investissements d'infrastructure (*AIIB*) concernant la Russie et les grands projets des entreprises publiques, comme celui du secteur de la pétrochimie porté par Sinopec, ont été mis à l'arrêt.

La peur chinoise du chaos

À la vérité, la Chine est bien plus à l'aise quand sa stratégie anti-occidentale se développe seulement sur un mode oblique d'affichage public avec Moscou. Une épreuve de force militaire que la philosophie ancestrale rejette comme porteuse de chaos, véhicule des incertitudes insupportables. Privilégiant l'idée de Sun Zi que le meilleur stratège est celui qui obtient la victoire sans combat, Pékin craint que le désordre imprévisible des batailles décrit par Clausewitz comme « le brouillard de la guerre » perturbe sa trajectoire vertueuse et irrésistible vers le sommet.

Xi Jinping, l'a encore rappelé le 21 avril, lors de son adresse vidéo [(12)] au forum de Boao, la réplique asiatique de Davos. Sa vision stratégique de sécurité globale est articulée à l'apaisement des relations internationales dans le respect de la souveraineté particulière de chacun. Passant sous silence les insistantes revendications territoriales chinoises en mer de Chine du Sud exprimées par le bétonnage illégal des îlots submersibles, Xi Jinping définissait une vision westphalienne non

(10) Le 14 mars à Rome, lors d'une réunion bilatérale, Jack Sullivan a publiquement menacé son interlocuteur Yang Jiechi d'infliger à la Chine de sévères représailles si elle aidait Moscou à contourner les sanctions occidentales unanimement décidées par l'Amérique, l'UE et l'Otan.

(11) Avec *AFP*, « Guerre en Ukraine : l'amitié entre la Chine et la Russie est "solide comme un roc", assure Pékin », *France Info*, 7 mars 2022 (https://www.francetvinfo.fr/).

(12) Xi Jinping, « Keynote Speech at the Opening Ceremony of the Boao Forum for Asia Annual Conference 2022 », le 21 avril 2022 (https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202204/t20220421_10671083.html). « Le monde doit rester attaché au respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, défendre la non-ingérence dans les affaires intérieures et respecter les choix indépendants de voies de développement et de systèmes sociaux faits par les peuples de différents pays ».

interventionniste de la sécurité globale, condition nécessaire pour que s'exprime la puissance incomparable du commerce extérieur chinois.

Puisque les échanges sont à la fois la condition des transferts de technologies nécessaires à sa modernisation et la source du premier stock mondial de réserves de change (3 214 Md $, en février 2022), matelas de sécurité en cas de brutale récession, on comprend que, pour la Chine, toute dissonance dans l'harmonie globale du commerce puisse être une source d'inquiétude. L'ouverture d'un front antiaméricain par la Russie en Europe soulage certes les tensions de son face-à-face direct avec Washington en Asie-Pacifique. Cependant, elle n'en dissipe pas pour autant les inquiétudes de la Chine de se trouver directement mêlée à un conflit en Europe.

Les marchés européen et américain, piliers de la croissance

En avril 2022, des voix obliques divergentes se sont exprimées pour fustiger la proximité entre Xi Jinping et Vladimir Poutine. Parmi elles, Hu Wei, chercheur en politiques publiques. S'exprimant depuis les États-Unis sur un média américain, il mettait en garde contre le risque que s'aggrave encore l'isolement de la Chine déjà en partie coupée des États-Unis et de l'Europe. Alors que la relation avec ces deux piliers du monde occidental reste toujours l'un des réacteurs de la croissance chinoise, dont l'élan est aujourd'hui sérieusement ralenti, l'ambiance glaciale du dernier sommet virtuel entre Pékin et Bruxelles le 1er avril dernier qualifié par Josep Borrell de « dialogue de sourds » [13], est un sujet d'inquiétude pour l'appareil.

Avec le blocage depuis un an de la ratification de l'accord UE-Chine sur les investissements signé à l'arraché en décembre 2020 sous l'égide de Angela Merkel, la dégradation de la relation avec Bruxelles pourrait fragiliser Xi Jinping. Déjà mise sur la sellette par les affres de la résurgence de l'épidémie à Shanghai et Pékin où la rigidité des confinements de masse crée non seulement un fort malaise dans l'opinion, mais surtout un contrecoup économique qu'il est urgent de maîtriser, la liberté de manœuvre du n° 1 du Parti qui, contre la jurisprudence de la limite d'âge [14] de l'appareil, briguera un troisième mandat lors du XXe Congrès du Parti à l'automne, est fortement bridée.

La conjonction de « cygnes noirs » [15] restera en interne un présage funeste pour Xi Jinping tant que son premier partenaire stratégique ne sera pas en mesure

[13] Julienne Marc, « Les responsables européens doivent continuer à mettre les dirigeants chinois face à leurs contradictions sur l'Ukraine », *Le Monde*, 19 avril 2022 (https://www.ifri.org/).

[14] En 2018, Xi Jinping avait supprimé la limitation à deux mandats de la charge présidentielle. Aujourd'hui, la classe politique qui l'observe comprend que le n° 1 qui sera âgé de 69 ans et six mois au moment du XXe Congrès, voudrait en faire autant des traditions non dites de limite d'âge du Parti (« À 67 ans, on reste. À 68 ans, on s'en va. » Résumé par « Qi (7) shang, Ba (8) xia ».

[15] Dans ses discours publics, Xi Jinping fait référence aux Cygnes Noirs et aux Rhinocéros gris symboles de crises impré-

d'afficher une victoire en Ukraine. Pour les observateurs de la Chine, la séquence confirme que les relations extérieures et les circonstances de la politique intérieure sont étroitement mêlées.

La proximité avec Vladimir Poutine portée – imprudemment selon certains – par Xi Jinping à un niveau trop spectaculaire, trouble la stratégie pragmatique et protéiforme de Pékin dont les relations avec Kiev enrichies depuis 1991 par vingt-et-un jumelages [(16)], avaient, avant la guerre, enregistré une augmentation rapide des échanges commerciaux et un resserrement politique concrétisé par la signature en 2011 d'un partenariat stratégique. En 2014, surmontant son aversion pour la diplomatie punitive, Pékin qui n'avait pas reconnu l'annexion de la Crimée, avait même appliqué les sanctions occidentales contre Moscou.

Pour autant, au sein du Parti, fermentant à bas bruit chez quelques-uns, la contestation de l'imprudence de Xi Jinping ayant réduit la marge de manœuvre de la Chine, est encore très loin de le mettre en danger. Néanmoins, elle écorne son image d'infaillibilité et nourrit la mouvance critique de ceux qui fustigent son style autocrate ayant tourné le dos à l'héritage de prudence de Deng Xiaoping favorable à la limitation des mandats, opposé au culte de la personnalité et adepte d'une politique internationale discrète se tenant soigneusement à distance des alliances. ◆

Avril-mai 2022

À noter qu'une autre version de cet article paraîtra prochainement dans la revue de l'ASAF.

visibles dont le Parti doit se protéger par tous les moyens. DANJOU François, « Le Parti, point de situation et perspectives. La "sécurité nationale", assurance à large scope pour la pérennité du Parti-État », *Question Chine*, 16 juillet 2021 (https://www.questionchine.net/).

(16) Wuhan avec Kiev ; Beibei (Chongqing) avec Horodenka ; Wanzhou avec Cherkasy ; Haikou avec Chormomosk ; Xi'an avec Dnipro ; Taiyuan avec Donetsk ; Nanning avec Ivano-Fankivsk ; Jinan et Tianjin avec Kharkiv ; Jiayuguan avec Kremenchuk ; Xiangtan avec Lusk ; Qiqihar avec Mariupol ; Zhoushan avec Mylolaiev ;Qingdao avec Odessa ; Xinyi avec Oleksandriia ; Qinhuai et Dongying avec Poltava ; Zhuji avec Sumi ; Xinzhou avec Uzhhorod ; Sanya avec Yalta ; Yueqing avec Yevpatoria ; Yichang avec Zaporozhia.

La guerre en Ukraine 100 jours après

Jérôme PELLISTRANDI

Général (2S). Docteur en histoire. Rédacteur en chef de la *RDN*.

Depuis le 24 février vers 4 heures du matin, le continent européen connaît une guerre sans équivalent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Certes, il y eut le conflit en ex-Yougoslavie avec son lot de destructions et ses environ 100 000 morts, mais cette fois-ci, il s'agit bien d'une guerre d'un État – en l'occurrence la Russie de Vladimir Poutine – contre un autre État souverain, l'Ukraine, dont le Kremlin avait comme objectif de le démembrer et de le vassaliser. Nous sommes ainsi revenus brutalement au temps des Empires où le souverain décidait la guerre pour étendre son territoire ou éliminer un adversaire gênant.

Au bout de 100 jours, l'échec de Moscou est quadruple – même s'il est trop tôt pour affirmer la défaite soit du Kremlin, soit de l'Ukraine. L'heure est à la bataille, à la confrontation des armes et non à un début de négociations. Celles-ci étaient initialement vues par Moscou comme une capitulation de Kiev, quasi à l'image d'Alfred Jodl le 8 mai 1945 à Reims. Or, rien ne s'est passé comme prévu. L'« opération militaire spéciale » est devenue un fiasco, n'en déplaise aux thuriféraires de Poutine. Certes, la Russie a progressé et obtenu des succès tactiques mais bien loin de ceux qui étaient escomptés dans les premiers jours, puisqu'il s'agissait de « dénazifier », « démilitariser », « libérer les populations russophones victimes d'un génocide » et de « neutraliser » l'Ukraine.

L'échec est d'abord militaire, avec une surestimation par Moscou de ses propres forces et une sous-estimation de l'adversaire et des réactions d'un Occident perçu comme en déliquescence et incapable de réagir. Poutine a cru bénéficier d'une fenêtre d'opportunité avec une Allemagne ayant un nouveau chancelier d'une coalition hétéroclite, avec une France en campagne électorale et des États-Unis humiliés par l'abandon chaotique de Kaboul à l'été dernier.

La première offensive se voulait rapide et déconcentrée sur plusieurs fronts devant aboutir à l'écroulement de la défense ukrainienne. Passé l'état de sidération des premiers jours, le commandement et les forces ukrainiennes ont tenu le coup, tandis que le président Volodymyr Zelensky a su catalyser son peuple et créer une unité nationale qui n'existait pas vraiment.

Les choix militaires russes ont été peu pertinents et ont abouti à des échecs, dont celui de la bataille de Kiev et des reculs au final humiliants pour la deuxième armée du monde. Certes, depuis le mois de mai, l'effort s'est concentré autour du Donbass avec le retour à des tactiques privilégiant la masse et le déluge de feu transformant chaque hameau, chaque village, chaque ville en un vaste champ de ruines, rendant impossible toute reprise économique à court et moyen termes. En détruisant systématiquement tous les établissements publics dont les centres de santé et les écoles ; et en ayant des troupes notoirement mal commandées et au comportement intolérable avec l'accumulation de crimes de guerre, d'exactions contre les populations civiles et de pillage.

La modernisation de l'outil militaire russe conduit par Vladimir Poutine a d'ores et déjà montré ses limites et interroge sur les capacités réelles du commandement, sacrifiant ses soldats comme lors de la « grande guerre patriotique ». Sans parler de la gesticulation nucléaire et ce, quasi dès le début de la guerre.

L'échec est bien sûr politique. Même si, en ce début juin, la Russie contrôlerait environ 20 % du territoire ukrainien, la démocratie ukrainienne – même imparfaite et contrainte à des améliorations – l'a emporté sur le totalitarisme russe. Moscou a révélé son vrai visage politique, étouffant toute opposition et utilisant un vocabulaire suranné, allant même à envisager que Berlin, en augmentant son budget de défense, se remilitarise comme au temps du III^{e} Reich. L'intransigeance de Poutine à l'égard de ses homologues étrangers traduit un isolement et une incompréhension de la réalité de la situation qu'il a lui-même créés. Aucun des buts de guerre n'a été réellement atteint et la conquête de l'Oblast de Louhansk, désormais à portée de main, sera une victoire à la Pyrrhus. Poutine voulait effacer l'Ukraine comme nation. Il voulait écarter et éloigner les influences de l'Union européenne et de l'Otan. Tout le contraire s'est produit avec la Suède et la Finlande demandant leur intégration à l'Alliance atlantique – malgré les rodomontades d'Erdogan –, tandis que le Danemark rejoint la politique de défense européenne.

Certes, Moscou dispose encore de nombreux appuis internationaux en jouant notamment du chantage sur l'arme alimentaire. Bloquant les exportations des céréales ukrainiennes, Poutine en fait porter la responsabilité sur les Occidentaux et se ménage ainsi des soutiens parmi certains États clients, en Afrique notamment. Là encore, Moscou raisonne en termes impériaux en fustigeant les anciennes puissances coloniales qui seraient responsables de tous les maux affectant ces pays – dont les vrais problèmes restent liés à des gouvernances médiocres –, et en consolidant un réseau d'États vassaux votant à l'ONU en faveur des choix russes.

L'échec est également médiatique. Alors que l'on pensait que Moscou était passé maître dans l'art de la manipulation des opinions publiques et capable de lancer des campagnes de désinformation efficaces, le fiasco est patent. Le Président Zelensky et le maire de Kiev, Vitali Klitschko, ont su gagner la bataille de la

communication et des images. Le chef de l'État ukrainien a multiplié les interventions et les contacts, il a su rendre sympathique son pays qui, jusqu'au 24 février, intéressait peu et ne faisait pas forcément l'unanimité en raison d'une forte corruption de ses dirigeants. À l'inverse, Poutine apparaît comme figé dans une posture de Tsar sans aucune empathie avec une cour de fidèles subordonnés rapportant les propos du maître avec un zèle tout soviétique.

Enfin, l'échec est moral avec la souffrance brutale infligée à la population ukrainienne. Quatorze millions d'Ukrainiens ont été déplacés, entre ceux qui ont fui à l'étranger, composés à 90 % de femmes et d'enfants, et ceux qui ont dû quitter l'est du pays pour trouver un abri à l'ouest. Les destructions systématiques n'ont aucun but militaire, si ce n'est celui de punir la population, tandis que le comportement de la soldatesque russe mal commandée, mal instruite et formatée par une violence systémique, aggrave la perception de l'« opération militaire spéciale ». Les crimes de guerre se sont multipliés et ont accru paradoxalement le sentiment national ukrainien contre l'ennemi russe, y compris parmi les populations russophones. De fait, il n'y a aucune perspective de réconciliation possible entre les deux peuples, même après une solution diplomatique négociée. Cela signifie qu'un nouveau rideau de fer sépare désormais l'Europe de l'est de la Russie et de son satellite la Biélorussie.

⁂

Cent jours après, la face de l'Europe a brutalement changé. La guerre n'est, certes, pas mondiale mais la mondialisation de celle-ci est désormais une réalité avec des conséquences qui ne cessent de s'aggraver jour après jour. La crise économique et alimentaire consécutive à l'offensive russe est devant nous avec plus d'interrogations que de solutions disponibles. Comment sortir les 20 millions de tonnes de céréales qui sont nécessaires pour éviter les famines ? Comment obliger Moscou à cesser de pilonner les villes ukrainiennes pour les transformer en champs de ruine ? Comment contraindre Moscou à arrêter cette guerre d'un autre temps ? Autant de questions aujourd'hui sans réponse. La seule certitude est que la guerre va continuer et que le temps est toujours à l'affrontement des armes, en attendant une éventuelle ouverture pour des discussions d'une paix aujourd'hui impossible. ◆

4 juin 2022

Comment la guerre en Ukraine profite aux États du Golfe ?

Bertrand Besancenot

Ambassadeur de France au Qatar (1998-2002) puis en Arabie saoudite (2007-2016). Spécialiste du Moyen-Orient. Conseiller diplomatique du gouvernement depuis 2017. Membre du conseil d'administration du Comité d'études de défense nationale (CEDN), éditeur de la *RDN*.

Face aux cours très élevés des hydrocarbures, les pays exportateurs de pétrole et de gaz de la région ont rempli leurs coffres tout en avançant leurs pions à l'échelle nationale et internationale. Particulièrement courtisées depuis le début de la guerre en Ukraine, les pétromonarchies du Golfe soufflent le chaud et le froid face à la flambée des cours mondiaux des hydrocarbures. Contrastant fortement avec leur situation durant la pandémie de coronavirus, où les prix du baril étaient pour certains passés en dessous de zéro, elles sont désormais celles qui tirent le mieux leur épingle du jeu de ce conflit aux confins de l'Europe. Après avoir frôlé les 140 dollars au début du mois de mars dans un record historique, le baril tourne aujourd'hui autour de 120 dollars. De quoi leur permettre de renflouer leurs coffres, dans lesquels elles avaient été forcées de piocher ces dernières années.

Alors que la région « Afrique du Nord – Moyen-Orient » connaît ainsi une croissance de 5,3 % – soit plus du double des prévisions au niveau mondial, estimées à 2,9 % pour une période prolongée de stagflation à croissance molle et inflation élevée – les producteurs d'hydrocarbures en profitent pour avancer leurs pions à l'échelle nationale dans la perspective de l'ère *post*-pétrole, mais également face à d'autres acteurs régionaux et internationaux afin de promouvoir leurs intérêts et d'obtenir des concessions à bas coût.

Si l'Arabie saoudite dispose d'une importante capacité de production non utilisée qui pourrait servir à augmenter l'offre sur le marché mondial et faire ainsi baisser les prix du pétrole, elle résiste jusque-là aux pressions américaines dans le but d'obtenir, selon ses termes, une réconciliation avec cet allié stratégique. Dans une moindre mesure, les Émirats arabes unis (EAU) cherchent également à bénéficier de leur statut de producteur de pétrole pour obtenir notamment des garanties sécuritaires. Premier exportateur mondial de gaz liquéfié naturel (GNL), le Qatar pose quant à lui les jalons d'une entrée en force sur le marché européen.

Si la montée des cours était une source d'inquiétude avant même la guerre en Ukraine, celle-ci a accéléré la tendance, donnant ainsi à la Russie, l'un des plus grands producteurs d'hydrocarbures au monde, une manne importante pour financer son effort de guerre face à Kiev, malgré les sanctions occidentales. Moscou aurait ainsi empoché 98 milliards de dollars dans les 100 premiers jours du conflit pour ses exportations de pétrole et produits dérivés, de gaz et de charbon, à destination notamment de l'Union européenne (UE), l'Allemagne arrivant juste derrière la Chine.

Faire baisser les cours des hydrocarbures, et par conséquent les revenus du Kremlin, permettrait ainsi aux sanctions occidentales d'avoir plus d'impact sur l'économie russe. Cet objectif présente également un intérêt national pour les pays comme les États-Unis, où l'inflation liée notamment aux prix des énergies fossiles, touche les ménages dans leur vie quotidienne et fait poindre un mécontentement populaire avant les élections de mi-mandat.

Indirectement concernés, les pays exportateurs profitent pour le moment d'une manne exceptionnelle qui ne pourra pas s'inscrire dans la durée. C'est en accélérant la diversification économique à travers la région, en évitant de se lancer dans des dépenses effrénées et en préservant la manne additionnelle liée aux hydrocarbures qu'ils pourront se prémunir des défis posés par une baisse des cours. Depuis des années, l'intention des pétromonarchies du Golfe est de préparer l'ère *post*-pétrole en cherchant à attirer des investisseurs et des travailleurs qualifiés, tout en variant leurs sources de revenus – une politique cristallisée par le plan de réformes économiques et sociales baptisé « Vision 2030 » en Arabie saoudite.

Cette période faste donne des idées au *Public Investment Fund* (*PIF*), le fonds souverain saoudien, pour investir dans des compagnies technologiques aux États-Unis et en Europe, alors que leur idée de transition énergétique est d'augmenter leur capacité technologique dans de nombreux autres domaines que le pétrole. Riyad aurait encaissé en mars 1 milliard de dollars par jour grâce à ses exportations de pétrole. Le royaume pourrait ainsi gagner entre 342 et 400 milliards de dollars tirés de ces revenus cette année. En 2022, la croissance réelle du PIB des exportateurs pétroliers du Golfe est effectivement très forte, se situant entre 4 et 5 %. C'est la nature des dépenses procycliques et le profit tiré des dépôts gouvernementaux dans les banques qui stimulent les autres secteurs économiques.

C'est dans ce contexte que Riyad joue, depuis l'invasion russe en Ukraine, de sa position prépondérante au sein de l'OPEP+, dont la Russie est un membre presque aussi important. Après de longues tractations, ce n'est qu'au début du mois de juin que le cartel a finalement décidé d'augmenter sa production de 200 000 barils par jour pour juillet et août, par rapport à ce qui était planifié. Il s'agit d'un changement motivé par une combinaison d'intérêts politiques, stratégiques et économiques : la restauration de la relation américano-saoudienne, le maintien de la Russie dans l'alliance OPEP+ et la réduction du risque de l'érosion

de la demande de pétrole. Joe Biden semble ainsi avoir infléchi récemment sa position face au prince héritier saoudien, en étant prêt à le réhabiliter, alors qu'il entendait initialement l'isoler pour son approbation présumée de l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi. Si le Président démocrate a dit qu'un éventuel voyage en Arabie pour y rencontrer Mohammed Ben Salmane (MBS) n'avait pas encore été décidé, celui-ci a toutefois été annoncé dans le cadre d'une tournée en Europe et en Israël dans les semaines à venir.

À l'instar de leur voisin saoudien, les EAU utilisent aussi leur pouvoir pétrolier et leur neutralité affichée par rapport à la guerre en Ukraine pour obtenir des concessions américaines face à leur crainte de la menace iranienne dans la région. Un arrangement formel entre Washington et Abou Dabi, en plein marasme des négociations de Vienne sur l'accord nucléaire avec l'Iran, nécessiterait l'approbation du Congrès américain ; mais la Maison Blanche pourrait à la place offrir aux EAU le statut d'« allié majeur non-membre de l'Otan », à l'image du Qatar qui l'a obtenu à la suite de la visite à Washington de l'émir Tamim, à la fin du mois de janvier 2022, venu discuter notamment de l'approvisionnement de l'Europe en gaz liquide.

Interlocuteur privilégié des Occidentaux, le Qatar s'est en effet positionné relativement tôt comme une alternative au gaz naturel russe pour l'UE. Alors que l'émirat avait déjà annoncé l'an dernier un méga plan d'investissement en vue d'augmenter sa production de GNL de plus de 60 % d'ici à 2027, il est désormais en mesure de négocier des contrats à long terme avec des pays européens. Doha a notamment signé le mois dernier des accords avec Berlin, auquel il veut fournir 20 à 25 % de ses besoins gaziers dès 2024 pour compenser l'élimination progressive de l'approvisionnement russe dans son mix énergétique.

Ces circonstances devraient également affecter les dynamiques régionales. Avec la montée des cours, le fait que l'Arabie saoudite et les Émirats pèsent beaucoup plus lourd sur le marché international est difficile à accepter pour Téhéran, qui ne peut pas en bénéficier de la même façon. Sous sanctions occidentales, l'Iran fait face à des difficultés d'ordre financier et légal pour exporter son pétrole et son gaz. Bien que le ministre iranien du pétrole ait déclaré exporter actuellement plus d'un million de barils de pétrole et de gaz condensé par jour, la Chine, qui était son principal client, achète dorénavant des hydrocarbures au rabais de la Russie, soumise elle aussi à une forte pression occidentale. Nous devrions donc voir émerger des tensions dans la relation russo-iranienne, qui existent déjà en Syrie. L'isolement de Téhéran serait alors croissant à cause de ses activités nucléaires et du rapprochement des pays du Golfe avec les États-Unis et Israël. ◆

29 juin 2022

L'entrée de l'Ukraine dans l'Otan, mission impossible ? Une histoire compliquée

Eugène Berg

| Ancien ambassadeur.

Vladimir Poutine, arrivé à Bucarest le 2 avril 2008 dans le cadre du Conseil de la coopération Otan-Russie au deuxième jour du Sommet de l'Otan, se tournant vers George W. Bush lui glissa à l'oreille : « George, comprenez-vous que l'Ukraine n'est même pas un État. Qu'est-ce que l'Ukraine ? Une partie de son territoire se situe en Europe centrale, mais la plus grande partie a été donnée par nous. » Selon certaines versions, Vladimir Poutine n'aurait pas dit alors « que l'Ukraine n'existe pas », mais il le pensait, car il l'a répété de nombreuses fois par la suite et l'a écrit dans son article fleuve du 12 juillet 2021. Il a agi en conséquence, et en 2014 au sujet de la Crimée, et en 2022 en envahissant l'Ukraine ! Cependant, dès avril 2008, ses propos qui, pour lui, n'étaient qu'une pure constatation, apparurent comme un avertissement et interprété comme une menace. A-t-on tenu compte de cette menace et l'avait-on vraiment prise au sérieux ? « En général, quand les Russes font des menaces, ils les exécutent », avait pourtant averti Toomas Ilves, président de l'Estonie (2006-2011) [1].

Dès lors une question nous interpelle. Elle est grave et devrait nous faire réfléchir sur nos relations avec la Russie. Sommes-nous vraiment incapables de comprendre ses motivations ou faisons-nous en sorte de délibérément les ignorer ? Surtout, doit-on s'interroger pourquoi le maître du Kremlin a attendu tant d'années pour exécuter la menace qu'il brandissait constamment, ayant tout récemment encore déclaré : « Nous avons été obligés d'agir afin de récupérer les territoires qui nous appartenaient ». Cette série d'énigmes, absolument stupéfiantes, demandera certainement des années à être résolue. Winston Churchill avait en son temps fourni un début de réponse, la Russie ne poursuit que son intérêt national : n'est-ce pas là le devoir de tout État dans ce monde largement hobbesien ? Bien entendu la question de l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie n'a pas été le seul élément

[1] Mandeville Laure, « Toomas Ilves : "En général, quand les Russes font des menaces, ils les exécutent" », *Le Figaro*, 28 avril 2014.

qui a motivé l'action de Vladimir Poutine, les 21 et 24 février, lui qui aurait tant aimé devenir un second Pierre le Grand.

La question de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, à côté du statut du Donbass et des garanties de sécurité réclamées par la Russie, qu'à ses yeux, les Occidentaux lui ont constamment refusé, a été l'une des causes – sinon la principale –, de l'invasion russe du 24 février 2022. Cinq jours avant, dans son discours prononcé à la 58e Conférence de Munich sur la sécurité, le président ukrainien Volodymyr Zelensky, la réclamait toujours en ces termes : « C'est aussi le cas de l'Otan. On nous dit : "la porte est ouverte". Mais jusqu'à présent, elle l'est qu'à ceux qui sont autorisés à y entrer… Ouvrir les portes c'est bien, mais nous avons besoin de réponses ouvertes et non de questions qui restent ouvertes pendant des années… La Russie affirme que l'Ukraine cherche à rejoindre l'Alliance pour reprendre la Crimée par la force. C'est réconfortant de savoir que les mots "retour de la Crimée" font partie de leur rhétorique, mais ils n'ont pas lu avec attention l'article 5 de la Charte de l'Otan selon lequel l'action collective sert à la défense et non à l'attaque. La Crimée et la région occupée du Donbass retourneront certainement à l'Ukraine, mais seulement de manière pacifique. L'Ukraine applique les accords de Normandie et de Minsk avec cohérence. Ils sont le fondement de la reconnaissance de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'État. Nous voulons une résolution diplomatique au conflit armé. Vous noterez : seulement sur la base du droit international [2]. »

Néanmoins, cela c'était hier. Depuis, Volodymyr Zelensky s'est dit disposé à ne pas demander l'admission de son pays à l'Alliance atlantique, sachant bien que ses membres n'y étaient pas favorables. Cependant, cela veut-il dire qu'il y renonce à jamais, comme le demandait la Russie, dans ses projets des deux textes qu'elle avait déposés le 17 décembre 2021 [3] ? Cela est moins sûr, la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan restera, vraisemblablement toujours ouverte, ne serait-ce qu'en pointillé. Si on disait jadis que la question [de la réunification] allemande reste ouverte tant que la porte de Brandebourg est fermée, on peut dire aujourd'hui que tant que la porte de l'Otan est ouverte, la question ukrainienne reste fermée.

L'Ukraine dans l'Otan, porte ouverte ou fermée ?

En théorie, les alliances demandent à leurs nouveaux membres d'apporter une contribution significative à la défense collective, tel est le sens même de l'article 10 de la Charte atlantique [4] auquel s'est d'ailleurs référé le ministre des

---

[2] Zelensky Volodymyr, *Pour l'Ukraine*, Grasset, 2022, p. 23-24.

[3] NDLR : Un « traité entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur les garanties de sécurité » et un « Accord sur les mesures pour assurer la sécurité de la Fédération de Russie et des États-membres [de l'Otan] ». *AFP*, « La Russie présente ses exigences pour limiter l'influence de l'Otan et des États-Unis dans son voisinage », *Le Monde*, 17 décembre 2021 (https://www.lemonde.fr/).

[4] « Les parties peuvent, par accord unanime, inviter à accéder au Traité tout autre **État européen** susceptible de favoriser

Affaires étrangères russes Sergueï Lavrov lors de la crise de 2022, en arguant que l'entrée de l'Ukraine n'apporterait aucune sécurité, ni au monde euro-atlantique, ni au continent européen tout entier. De fait, de nouveaux membres peuvent nuire à l'attractivité d'une alliance si leur inclusion ajoute de nouveaux conflits avec d'autres pays et/ou s'ils ne contribuent pas à la défense collective. Tel a été, peu après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, le dilemme de sécurité auquel elle a été confrontée. En 1993, avec l'arrivée de Bill Clinton à la Maison-Blanche, la priorité des États-Unis n'était pas l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan : il s'agissait d'abord d'assurer la sécurité en Europe en créant des Partenariats pour la Paix (PPP), des liens de coopération militaire entre l'Alliance atlantique et les anciennes républiques soviétiques, ce qui fut fait, non seulement avec l'Ukraine, mais aussi avec la Russie et bon nombre d'autres républiques ex-soviétiques. Le seul résultat tangible fut l'accord intervenu, en janvier 1994 à Moscou entre Bill Clinton, Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk – les Présidents américain, russe et ukrainien –, par lequel l'Ukraine s'engageait à « l'élimination totale de toutes les armes nucléaires, notamment les armes stratégiques offensives, stationnées sur son territoire » en échange de la garantie de respect de sa souveraineté et son indépendance dans ses frontières existantes. Après que la *Verkhovna Rada* – Parlement monocaméral de l'Ukraine – eut ratifié le traité *START* et en fit de même, en novembre pour le TNP, un document fut adopté, un mois plus tard (le 5 décembre 1994) à Budapest, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), connu plus tard sous le nom de « Mémorandum de Budapest ». Dans ce document, trois puissances nucléaires – États-Unis, Fédération de Russie et Royaume-Uni – donnaient des garanties de sécurité aux trois nouveaux signataires du TNP – c'est-à-dire, outre l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan –, contre les menaces de recours à la force dans le but de porter atteinte à leur intégrité territoriale, leur indépendance politique ou leur souveraineté. La dénucléarisation de l'Ukraine, comme celle des deux autres pays, fut réalisée en juin 1996. Ainsi, un des grands obstacles sur le chemin menant à une éventuelle adhésion à l'Otan se trouvait levé. S'est-on pour autant engagé sur cette voie ?

Certes, la perspective de l'adhésion avait commencé à se dessiner en 1995 lorsque le Président américain était parvenu à établir de bonnes relations avec Leonid Koutchma, qui avait succédé à Leonid Kravtchouk, le « père de l'indépendance » dont la présence au pouvoir (décembre 1991-juillet 1994) ne créa qu'une série de désillusions. Les discussions engagées alors aboutirent à l'adoption d'une Charte de partenariat spécifique Otan-Ukraine en 1997, suivie, en 2002, lors du Sommet de l'Otan de Prague, soit deux ans après l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin, d'un Plan d'action destiné à examiner la compatibilité entre les forces armées des partenaires en vue d'une éventuelle future adhésion. Ce texte peu engageant n'était signé qu'au niveau des ministres des Affaires étrangères, et le point 9 du communiqué de Prague du 21 novembre 2002 montrait bien que les membres de l'Otan étaient peu disposés à inviter l'Ukraine à les rejoindre : « La poursuite des progrès dans l'approfondissement et le renforcement de nos relations requiert

de la part de l'Ukraine, un attachement sans équivoque aux valeurs qui sont celles de la communauté euro-atlantique [5]. » Cependant, la position des membres de l'Alliance et surtout la situation politique en Ukraine, tiraillée entre les forces pro-russes et les forces pro-européennes, ne permirent pas de faire avancer les choses. C'est bien pourtant sur la base de ce texte que se poursuivra une coopération militaire dont on voit les résultats aujourd'hui.

La Révolution orange rebat les cartes : la démocratie et l'indépendance

Ce n'est pourtant qu'après la Révolution orange qui porta à la présidence, au terme de trois tours chaudement disputés et controversés pour les premiers, l'ancien président de la Banque centrale ukrainienne et l'artisan de la libéralisation économique du pays, Viktor Iouchtchenko que Washington commença à faire pression pour ouvrir des Plans d'action pour l'adhésion (*MAP*) avec l'Ukraine et aussi la Géorgie, arguant que l'adhésion consacrerait la démocratie dans ces pays, et qu'ils apporteraient des contributions à la défense collective. Des motifs plus cachés pourraient être que Washington s'attendait à ce que l'Ukraine et la Géorgie le soutiennent diplomatiquement, en particulier lorsque les Européens de l'Ouest décidèrent de ne pas le faire, ce qui advint bien en 2003 avec la guerre en Irak. De plus, de nouveaux membres pourraient donner aux États-Unis une flexibilité pour les déploiements de troupes et même les opérations clandestines. Les Européens de l'Ouest, eux, étaient beaucoup moins enthousiasmés par l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie. En plus de s'aliéner davantage la Russie – ce que le Président français Jacques Chirac puis le Chancelier allemand Gerhard Schröder avaient parfaitement compris à l'époque –, ils doutaient que ces deux candidats puissent apporter une contribution significative à la défense collective. De plus, des conflits non résolus avec l'Ukraine et les voisins de la Géorgie pourraient entraîner l'Otan dans ces différends. Enfin, les Européens de l'Ouest estimaient que la priorité de l'Otan devait être l'amélioration de l'efficacité militaire plutôt que l'élargissement.

Les discussions sur ce sujet controversé ont commencé lors du Sommet de Riga. Pour la première fois, en 2006, un sommet de l'Otan se tenait sur le sol d'un pays qui avait appartenu à l'ancienne Union soviétique et cela a été vu comme une provocation contre Moscou. Le gouvernement russe considérait l'ancienne URSS comme étant son actuelle sphère d'influence – son « étranger proche » – et ressentait toute avancée de l'Otan vers ses frontières comme une menace existentielle d'où son hostilité, entre autres, au système antimissiles envisagé par le Président américain George Walker Bush. C'est de cette rencontre et des discussions qui s'y

le développement des principes du présent Traité et de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord. » (https://www.nato.int/).

[5] Otan, *Le Sommet de Prague et la transformation de l'Otan – Le guide complet*, 2003, p. 84 (https://www.nato.int/docu/rdr-gde-prg/rdr-gde-prg-fra.pdf).

sont déroulées que l'on peut dater le schisme Russie-Occident. Il s'est élargi au cours des années, conduisant à la crise, puis à la guerre actuelle.

Ce sommet de l'Otan, qui s'est tenu les 28 et 29 novembre dans la capitale lettone, avait été en fait marqué par de profondes divergences d'opinions entre les États-Unis, d'une part et la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, de l'autre. L'objectif de Washington était clair : transformer l'Otan en une alliance militaire mondiale qui comprendrait des pays tels que l'Ukraine, la Géorgie, l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Israël et l'Afrique du Sud, et qui opérerait alors comme une sorte de réservoir de troupes que les États-Unis pourraient déployer dans leurs campagnes militaires mondiales. Cette « nouvelle Otan » comme l'a rapporté l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, équivaudrait à un « *pool* permanent de coalition des volontaires (*Coalition of the Willing*) sous régie américaine. Certes, les Européens se montraient également favorables à un déploiement militaire global renforcé, mais pas sous la forme de troupes auxiliaires mises à la disposition des États-Unis. Comme l'exprimait Jacques Chirac : « Les Européens se sont trop longtemps reposés sur leurs Alliés américains. Ils doivent assumer leur part du fardeau en consentant un effort national de défense qui soit à la hauteur de leurs ambitions pour l'Alliance atlantique [6]. »

La discussion quant à l'élargissement futur de l'Otan qui, à vrai dire, aurait dû être le thème principal du Sommet, fut en grande partie abandonnée, car l'essentiel de la discussion porta sur l'Afghanistan. Seuls les trois petits pays des Balkans – l'Albanie, la Croatie et la Macédoine – pourraient adhérer à l'Otan dès 2008 suite à l'ouverture de négociations d'accession. En ce qui concerne l'adhésion de la Géorgie et de l'Ukraine qui est fortement soutenue par les États-Unis, seule la possibilité d'ouvrir « un dialogue » avait été indiquée à Riga. D'autres candidats potentiels, tels le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ne furent même pas mentionnés. L'Union européenne était alors activement engagée à développer ses propres capacités militaires, et ce, en partie, en concurrence avec l'Otan. Ce sont les intérêts stratégiques divergents qui se cachent derrière les différences quant à la manière de procéder en Afghanistan. Les puissances européennes redoutent d'être entraînées dans le sillon de la politique étrangère américaine et de plonger dans le tourbillon du désastre en Irak au cas où les États-Unis contrôleraient l'Otan : elles ne sont pas disposées non plus à ce que les États-Unis compromettent leurs vastes intérêts économiques au Moyen-Orient.

L'ampleur des conflits au sujet de la politique étrangère fut révélée dans une autre question qui ne fut pas abordée ouvertement lors du Sommet, à savoir les relations de l'Europe avec la Russie. Dans son discours d'ouverture du Sommet, George W. Bush a en effet déclaré que « pour la première fois notre alliance se

[6] Tribune du président de la République Jacques Chirac dans la presse étrangère du 28 novembre 2006 sur l'adaptation de l'Otan, notamment face aux nouvelles menaces et au développement de la défense européenne, intitulée « Sommet de Riga : le lien Europe-Amérique du Nord au service de la paix ».

réunissait dans l'une des "nations captives" annexées par l'Union soviétique. » Il fit allusion au monument de la Liberté qui se trouve en plein centre de Riga non loin du lieu de réunion du Sommet. Le monument avait été érigé en 1935 par le régime autoritaire de Kārlis Ulmanis qui avait pris le pouvoir un an auparavant à la suite d'un coup d'État. Le Président américain évita de mentionner l'occupation de la Lettonie durant quatre ans par les Nazis qui, avec le soutien des unités *SS* lettones, ont massacré l'ensemble de la population juive et un nombre considérable de partisans. Au lieu de cela, il fit référence à l'expulsion des Nazis par l'Armée rouge soviétique en 1944 comme étant le signal de départ d'une dictature qui dura cinq décennies. C'est précisément ce genre d'interprétation de l'histoire lettone qui provoque l'ire de Moscou, qui a fait de la « libération » des pays baltes du nazisme, une page sacrée et inviolable de son histoire. De plus, George W. Bush n'hésita pas de mettre en parallèle la lutte pour la « liberté » contre le « communisme » avec ce qu'il appela la « lutte idéologique décisive du XXIe siècle », notamment la « guerre contre la terreur » qui apportera, dit-il, au Moyen-Orient le genre de « liberté » et de « paix » qui règnent actuellement en Europe. C'était, certes, une certaine vision de l'histoire, mais méritait-elle d'être exprimée de manière aussi brute, sans nuances ?

Le président Jacques Chirac a réagi à sa manière en invitant le président russe Vladimir Poutine, non invité au Sommet, à venir au dîner de son 74e anniversaire à Riga. Cette nouvelle a, selon *Le Figaro*, « provoqué l'ire du président américain, George Bush [7]. » Il revint à la Présidente lettone, Vaira Vike-Freiberga, d'empêcher Vladimir Poutine de venir. Le Président français n'avait pourtant pas ménagé ses efforts afin de ne pas brusquer la Russie dont il connaissait fort bien l'histoire et la mentalité. Dans un récent article, son sherpa, futur Secrétaire général du Quai d'Orsay, l'a expliqué : « Fin 2006, Jacques Chirac dans une relation de confiance construite peu à peu avec Poutine et préoccupé du déséquilibre stratégique en Europe, et du revanchisme possible en Russie, m'avait envoyé à Moscou pour présenter l'esquisse d'un plan consistant en une protection croisée de l'Ukraine par la Russie et l'Otan, et qui serait gérée par le conseil Otan-Russie créé peu de temps auparavant. Cela aurait été une manière de faire de l'Ukraine un pays neutre garanti dans ses frontières. Le conseiller diplomatique de Poutine, qui était mon interlocuteur, s'était montré très intéressé, y voyant le règlement de la situation de la flotte de Sébastopol, basée en Crimée ukrainienne, garantissant à la Russie un accès aux mers chaudes. Condoleezza Rice, secrétaire d'État du président Bush, à qui j'en parlais un peu plus tard me répliqua sans ambages que "la France n'avait pas à bloquer l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie" [8]. » On entrait manifestement dans une ère de collision, mais qui y prêta l'attention qu'elle méritait ?

---

[7] Goulliaud Philippe (avec Alexandrine Bouilhet) « Chirac et Poutine troublent le Sommet de Riga », *Le Figaro*, 29 novembre 2006 (https://www.lefigaro.fr/).

[8] Gourdault-Montagne Maurice, « Face à la Russie, sortons de la dynamique qui peut conduire à la guerre », *Le Figaro*, 25 mars 2022.

On connaît bien le discours de Vladimir Poutine prononcé peu après à Munich le 10 février 2007 : « Il est évident, je pense, que l'élargissement de l'Otan n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? On l'a oublié. Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. Werner, alors Secrétaire général de l'Otan, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : "Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'Otan à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité". Où sont aujourd'hui ces garanties ? »

En Ukraine, la question de l'adhésion à l'Otan devint un des sujets de discorde entre les différentes forces politiques du pays. Ioulia Timochenko, devenue Premier ministre en décembre 2007, avait toujours préconisé une approche équilibrée entre l'Ouest et la Russie s'opposant en cela au président Iouchtchenko. Ce dernier, partisan acharné de l'adhésion à l'Otan comme à l'UE, avait en outre décidé de ne pas renouveler le bail du port militaire de Sébastopol à la flotte russe après 2017. Or, politiquement il ne représentait plus rien. Certes, sa volonté de rejoindre l'Otan s'était traduite par la mise en place d'un « dialogue intensifié » avec l'Alliance, qui culmina en 2008 lorsque le président George W. Bush, dont c'était la dernière année de mandat, se décida à précipiter les choses. En visite à Kiev, le 1er avril 2008, il avait exprimé sa conviction qu'un *MAP* serait adopté lors du Sommet de l'Otan de Bucarest, dont les travaux s'ouvriraient dès le lendemain. Le projet américain concernait également la Géorgie de Mikheil Saakachvili, dont les inclinations pro-américaines étaient bien connues.

Cependant, l'accession au *MAP* de la Géorgie et de l'Ukraine fut remise à plus tard, en raison d'une forte hostilité russe. « L'apparition d'un bloc puissant à nos frontières est considérée en Russie comme une menace directe contre notre sécurité » a expliqué Vladimir Poutine. Une préoccupation relayée au sein de l'Alliance par le Président français Nicolas Sarkozy et la Chancelière allemande Angela Merkel, désireux de ne pas ajouter un point de crispation avec leur grand voisin. Si les 26 ont décidé que ces deux pays « deviendraient membres » de l'Otan, des progrès sont encore nécessaires et ce sera aux ministres des Affaires étrangères de faire, en décembre 2008, une « première évaluation des progrès accomplis » pour vérifier si ces pays peuvent franchir l'avant-dernière étape, le programme pour l'adhésion. Lors de la brève guerre russo-géorgienne, qui avait éclaté le 8 août 2008, Kiev ne s'était pas contentée d'un appui diplomatique à la Géorgie, mais lui avait octroyé une importante aide en matériel militaire, ce qui hypothéqua toute perspective d'adhésion à l'Otan pour les deux pays. La volonté ukrainienne de rejoindre l'Alliance se heurta même à une fin de non-recevoir de

la part des États-Unis qui, par la voix de la secrétaire d'État Condoleezza Rice, jugèrent que la Commission Otan-Ukraine était suffisante pour intensifier leurs relations.

Viktor Ianoukovytch, *leader* du Parti des régions tourne le dos à l'Otan

L'élection à la présidence, le 7 février 2010, de Viktor Ianoukovytch, du Parti des régions, provoqua un nouveau retournement de la situation. Ce dernier et Ioulia Tymochenko, l'égérie de la « Révolution orange », se rejoignaient sur des points qui comptaient pour le Kremlin : refus de l'adhésion à l'Otan et maintien de la neutralité de l'Ukraine [9]. Alors que Viktor Iouchtchenko était le seul candidat d'importance sur lequel les États-Unis et l'Otan pouvaient compter…

Dès le 2 avril, Viktor Ianoukovytch signa les décrets de dissolution de la commission interministérielle de préparation du pays à l'adhésion à l'Otan et du Centre national pour l'intégration euro-atlantique, instances créées en 2006 par Iouchtchenko. Puis le 21 avril, lors d'un Sommet avec le président russe Dmitri Medvedev, il signa un accord sur l'extension du bail de la base navale de Sébastopol jusqu'en 2042. Ainsi, les stratèges de l'Otan se voyaient privés de la possibilité de s'y installer après le départ espéré des Russes de la péninsule de Crimée.

Le 15 juillet 2010, le président Ianoukovytch signa une loi sur les orientations de la politique extérieure du pays qui définissait le statut non-aligné de l'Ukraine, qui renonçait de ce fait à adhérer à l'Otan, mais confirmait la volonté d'intégration à l'Union européenne tout en préservant ses partenariats stratégiques avec la Russie et les autres membres de la Communauté des États indépendants (CEI). C'était là une voie médiane raisonnable qui, si elle avait pu être menée à bien, aurait évité bien des difficultés et peut-être même l'entrée en guerre de la Russie en février 2022. Cependant, on sait bien que l'unanimité est loin de régner sur ce point et les positions des uns et des autres ont bien évolué à la faveur du grondement du canon.

Après la « révolution » du Maïdan, la porte de l'Otan s'ouvre largement

Après la révolution du *Maïdan Nezalezjhnosti* (« la place de l'Indépendance ») des 18-23 février 2014, la situation effectua un nouveau virage à 180 degrés, mais il fallut attendre avril 2019 pour, qu'à la veille du scrutin présidentiel, le président Petro Porochenko signât un amendement constitutionnel engageant le pays à devenir membre de l'Otan et de l'Union européenne. S'adressant au Parlement le 19 février, il déclara qu'il considérait l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan et à l'UE comme sa « mission stratégique ». « L'Ukraine devrait soumettre une demande d'adhésion à l'UE et recevoir un plan d'action d'adhésion à l'Otan au plus tard en

[9] Lorrain Pierre, *L'Ukraine, Une histoire entre deux destins*, Bartillat, 2021, p. 578.

2023 », déclara le président à la *Verkhovna Rada*. Cependant, il a reconnu que son pays devait parcourir un « long chemin » pour remplir les critères d'adhésion aux deux institutions. Le président du Conseil européen, le Polonais Donald Tusk, a assisté à la signature de l'amendement constitutionnel dans le bâtiment du Parlement. S'adressant aux législateurs en ukrainien, Donald Tusk a déclaré qu'« il ne peut y avoir d'Europe sans l'Ukraine ». On revenait au point de départ.

Juste avant l'indépendance, le chef du *Roukh* (mouvement d'indépendance ukrainien créé au milieu des années 1980), Ivan Dratch, qui fut chargé après celle-ci, des rapports avec les Ukrainiens n'avait-il pas déclaré que « Nous voulons emprunter la voie polonaise ». « Nous savons que le chemin de l'Europe passe par la Pologne. » Le traité polonais-ukrainien de mai 1992 fut ratifié par le Parlement ukrainien, le 17 septembre 1992, un jour bien symbolique puisque c'était le jour anniversaire de l'invasion de la Pologne par l'Union soviétique en 1939, conformément au protocole secret du pacte Molotov-Ribbentrop d'août 1939. Les blessures du passé, les craintes d'une résurgence polonaise à Lviv, sans être oubliées, passèrent au second plan, étant jugées moins importantes que la sécurité de leur État. Selon le président de l'époque Leonid Kravtchouk, ce traité de mai 1992 faisait de la Pologne un partenaire plus important pour l'Ukraine que la Russie, une brèche, une blessure même qui ne fit que s'élargir. Comment croire que la Russie, en proie à ce qu'elle percevait déjà comme une tentative de déstabilisation de la Biélorussie à partir de l'été 2020, venant de la Pologne et de la Lituanie, ne voyait pas resurgir le spectre ou le fantôme fort ancien de la République des deux Nations [(10)], qui avait incorporé les territoires ukrainiens dans son giron ? En tout cas, ce fut certainement un des facteurs expliquant la suite tragique qu'ont prise les événements.

⁂

Pour le moment, compte tenu des incertitudes de la guerre, du processus d'élargissement de l'Otan à la Finlande et à la Suède, dont le président Erdogan a levé les derniers obstacles, l'entrée de l'Ukraine dans l'Alliance n'est plus d'une actualité immédiate. Cependant et d'ores et déjà – ce que redoutait Vladimir Poutine –, on peut dire que l'Ukraine est devenue un quasi-allié de l'organisation atlantique à laquelle Volodymyr Zelensky vient de s'adresser, lors de son Sommet de Madrid. Il viendra un jour – lointain – lorsque toute la question de l'architecture de la sécurité européenne, bien mise à mal par la guerre actuelle, devra être repensée et l'Ukraine y occupera certainement une place centrale. ◆

5 juillet 2022

(10) L'union du Royaume de Pologne et du Grand-duché de Lituanie (1569-1795).

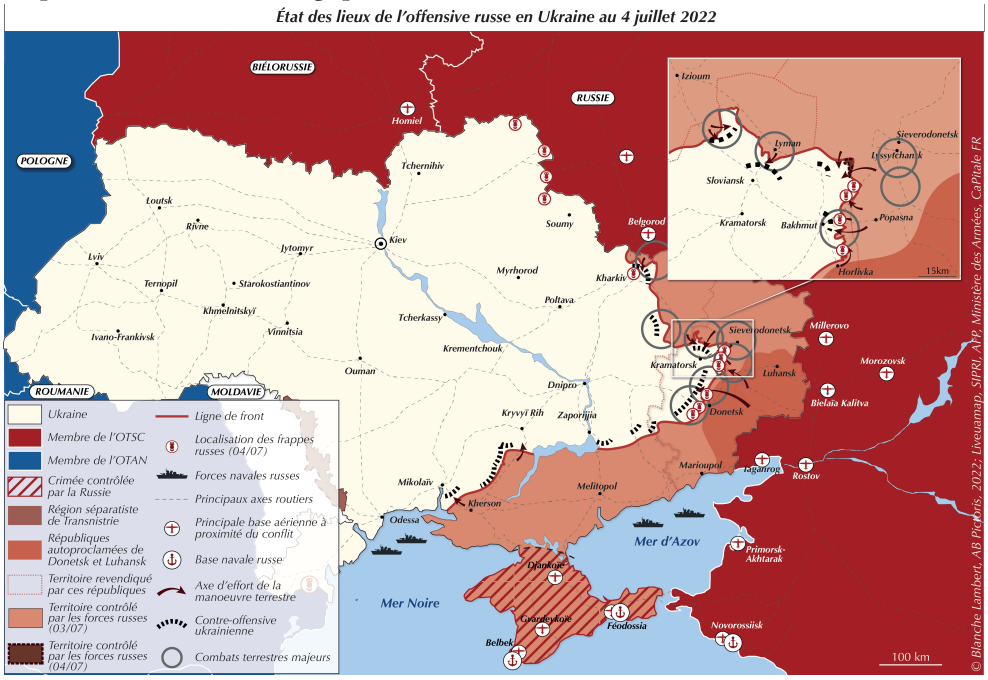
Entre retraite et avancée : où en est l'invasion russe en Ukraine ?

Christine DUGOIN-CLÉMENT

Chercheure chaire « risques » IAE (Institut d'administration des entreprises) de Paris et *thinktank* Capeurope. (www.capeurope.eu/fr/).

Le 30 juin, la Russie annonçait se retirer de l'île aux Serpents [1] après avoir pris le contrôle sur la ville de Severodonetsk le 24 juin [2] et juste avant d'annoncer, le 3 juillet, la prise de Lyssytchansk [3]. Près de quatre mois après le début de la guerre, comment analyser ces avancées et retraits et quels pourraient être les points décisifs et stratégiques de ce conflit ?

État des lieux de l'offensive russe en Ukraine au 4 juillet 2022



(1) ZAMORA Fabien, « L'île des Serpents, une victoire ukrainienne sans doute inexploitable », *TV5Monde*, 30 juin 2022 (https://information.tv5monde.com/info/l-ile-des-serpents-une-victoire-ukrainienne-sans-doute-inexploitable-462686).
(2) AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « L'armée ukrainienne se retire de Severodonetsk, laissant la ville rasée aux mains des Russes », *L'Obs*, 24 juin 2022 (www.nouvelobs.com/).
(3) TIMSIT Anabelle, BISSET Victoria, C. CHAPMAN Annabelle et MIROFF Nick, « Russia Claims Key City in Punishing Conquest of Eastern Ukraine », *The Washington Post*, 3 juillet 2022 (www.washingtonpost.com/).

Entre conquêtes, retraites et symboles

Le public se souvient de l'île aux Serpents, notamment en raison de la réponse fleurie des forces ukrainiennes basées sur cette petite île à quelques kilomètres d'Odessa au navire russe qui leur demandait de se rendre. Bien que les militaires, initialement présumés morts, aient été retrouvés vivants, leur répartie est restée dans les mémoires et a marqué durablement les esprits. En outre, cette île revêt une importance stratégique : elle met les côtes ukrainiennes à portée de tirs et, pour qui la contrôle, elle permet d'avoir une main sur le trafic maritime, y compris sur le passage des cargos céréaliers. Néanmoins, aussi stratégique qu'elle soit, son contrôle est insuffisant pour assurer ou lever le blocus actuel de la ville d'Odessa.

Enfin, le retrait russe ne constitue pas une surprise complète. En effet, l'île se trouve à portée de l'artillerie ukrainienne. Outre les frappes qui la menacent, sa situation géographique permet aux forces ukrainiennes de fortement contester le ravitaillement par la mer de ce morceau de terre. Comme plusieurs experts l'avaient souligné dès la prise de l'île par les Russes, la conjonction de ces paramètres est peu propice au maintien des troupes sur place. Néanmoins, ce retrait, qui reste une défaite quoi qu'en dise le ministère russe de la Défense, est particulièrement symbolique pour l'Ukraine.

Or, alors que la ville de Severodonetsk est tombée et que la Russie annonce avoir pris le contrôle sur Lysychansk, les symboles revêtent une importance toute particulière.

Severodonetsk et Lysychansk sont-elles des victoires stratégiques pour la Russie ?

Si la manœuvre d'encerclement russe a fini par porter ses fruits dans la région de Severodonetsk, la portée de cette victoire mérite une analyse particulière. Elle permet à la Russie d'annoncer qu'elle contrôle l'ensemble de l'*oblast* de Louhansk, soit d'avoir atteint une partie de ses objectifs, certes revus à la baisse par rapport à ceux initialement affichés au début de la guerre, fin février 2022 [(4)].

En outre, si l'encerclement de ces villes s'est avéré efficace, il vient après l'échec relatif à un autre encerclement, plus large, tenté par les forces russes au début du conflit sans y parvenir. Par ailleurs, les troupes russes auront mis un temps important pour concrétiser des gains territoriaux obtenus au prix de la quasi-destruction de ces villes et d'importantes pertes humaines et matérielles, du côté russe comme du côté ukrainien, en relativisent largement la valeur.

---

(4) Poutine Vladimir, Discours du 24 février 2022 (https://www.youtube.com/watch?v=O3M3HSnqZJ8).

Enfin, cette avancée territoriale est-elle une victoire stratégique ? Il est probable que non. Pour les Russes, l'objectif serait de pouvoir gagner Sloviansk et Kramatorsk. Ces villes, fortement protégées par les forces ukrainiennes, sont déjà frappées dans la profondeur par l'artillerie russe. Dès lors, pour arriver jusqu'à Sloviansk et Kramatorsk, les forces russes devront franchir l'axe de défense Bakhmut-Siversk. Dans ce cas le gain n'aura été que de repousser la ligne de conflit un peu plus à l'ouest sans pour autant pouvoir rapidement atteindre les villes cibles. En effet, cette ligne de résistance ukrainienne a eu le temps de s'organiser et ne se rendra pas sans avoir livré des combats acharnés qui pourront, là aussi, se révéler particulièrement coûteux, susceptibles de durer, et risquent de prendre la forme d'affrontements d'attrition.

Enfin, si l'intensité des combats du Donbass focalise l'attention des médias, ceux qui sont en cours plus au sud, en particulier dans la région de Kherson, ne doivent pas être négligés. En effet, cette zone est économiquement et stratégiquement plus importante que celle du Donbass et les forces ukrainiennes y ont accompli quelques percées notables, faisant de la ligne de contact une zone bien plus fluide que celle du Donbass. En tout état de cause, un des enjeux du conflit sera, au-delà du rythme et des avancées des deux forces en présence, de mesurer l'impact des combats sur les deux camps, sur leurs capacités à poursuivre le conflit sous la forme actuelle. En effet, quelle que soit l'ampleur, parfois faible, de ces avancées, elles provoquent de lourdes pertes pour l'Ukraine comme pour la Fédération de Russie, et les déclarations de Moscou, qui prétend que tout se passe comme prévu, n'y changent rien.

La diplomatie parallèle : utilisation de la violence lors des sommets internationaux

Outre la rhétorique directement axée sur les progrès de ce que Moscou considère toujours comme une « opération spéciale », on a pu observer que les veilles de sommets internationaux sont presque toujours précédées par une montée de violence qui aura cette fois pris la forme de ciblage de sites civils dépourvus d'intérêt tactique ou stratégique. Ainsi, un centre commercial de Krementchouk a subi des tirs le 28 juin pendant que le Sommet de l'Otan, consacré à la définition de ses nouveaux concepts stratégiques, se déroulait à Madrid [5] et que le G7 se réunissait du 26 au 28 juin à Krün, en Allemagne [6]. De même, la veille de ces événements, le 26 juin, Kiev était de nouveau ciblé, juste après que le statut de candidat à l'UE a été accordé à l'Ukraine [7] et quelques jours à peine avant le Sommet de l'Otan. Ces événements rappellent les tirs qui ont visé Kiev lors de la

[5] Otan, « NATO's 2022 Strategic Concept » (https://www.nato.int/strategic-concept/).
[6] Sommet du G7, Schloss Elmau, 26 au 28 juin 2022 (www.consilium.europa.eu/).
[7] « Le Conseil européen accorde à l'Ukraine et à la Moldavie le statut de candidat à l'UE », *Vie publique*, 24 juin 2022 (https://www.vie-publique.fr/en-bref/285488-ue-statut-de-candidat-accorde-lukraine-et-la-moldavie).

visite du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le 28 avril 2022 [8]. Cette approche, qui consiste tout à la fois à faire monter la pression sur les différents participants à ces rendez-vous internationaux, rappelle l'intensification des bombardements dans le Donbass [9] au moment où se profilaient des rencontres destinées à trouver des issues au conflit notamment entre 2014 et 2019.

Par ailleurs, ces bombardements constituent des messages qui peuvent être diversement interprétés. Ils sont un avertissement par lequel la Russie semble annoncer que, quoi que puisse faire la communauté internationale Moscou poursuivra ses opérations sans en tenir compte. En parallèle, on pourrait considérer que ces pressions sont des messages par lesquels la Russie souhaite démontrer la retenue dont elle fait preuve en ne visant pas systématiquement des cibles civiles, retenue qu'elle pourrait décider d'abandonner. Rappelons ici que selon les Conventions de Genève du 12 août 1949, leurs Protocoles additionnels I et II de 1977, et des Conventions de La Haye de 1899 et 1907, les attaques intentionnelles contre la population civile sont qualifiables de crimes de guerre [10].

L'accentuation de la pression : l'utilisation de Kaliningrad et de la Biélorussie

La Russie manie la menace sur le réarmement, notamment de l'exclave de Kaliningrad. En effet, cette exclave russe en Europe est un moyen de pression et l'enjeu que représente Kaliningrad s'est notablement affirmé avec le début de la guerre dans le Donbass d'abord, et avec l'annexion de la Crimée ensuite. De fait, après l'annonce par Moscou de l'installation d'*Iskander*, des missiles balistiques de courte portée pouvant emporter des charges nucléaires, sur ce petit morceau de territoire, ce déploiement est devenu effectif en novembre 2017. Ainsi, Kaliningrad fait partie intégrante de la dissuasion russe, tout particulièrement depuis que Moscou a annoncé la mise en alerte de ses forces stratégiques en février 2022 [11]. Ainsi le Kremlin entend maintenir une posture défensive reposant sur une intimidation fondée sur la crainte d'un recours au nucléaire tactique, crainte que renforce la dualité de ses systèmes d'armes qui peuvent également emporter des frappes traditionnelles ou nucléaires. Cette intimidation est renforcée par la possibilité, revendiquée par la Russie, d'utiliser ce type d'arme soit en frappes dites « préventives » ou d'intimidation (*ustrasheniye*), ou de manière dissuasive afin

[8] *TV5Monde*, « Des missiles russes frappent Kiev pendant la visite du chef de l'ONU », 28 avril 2022 (https://information.tv5monde.com/).
[9] AFP et Reuters, « Crise ukrainienne : accord diplomatique, bombardement et guerre des mots », *France 24*, 22 janvier 2015 (www.france24.com/).
[10] Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, « Projet "*Mapping*" concernant les violations des droits de l'homme en République démocratique du Congo 1993-2003 », juin 2009 (www.ohchr.org/).
[11] Lagneau Laurent, « La Russie met ses forces stratégiques en alerte », *Opex 360*, 27 février 2022 (https://www.opex360.com/2022/02/27/la-russie-met-ses-forces-strategiques-en-alerte/).

d'endiguer une action militaire adverse (*sderzhivaniye*), pour conclure une ultime démonstration.

Il est ici intéressant d'observer que Kaliningrad est, au sens géographique, une exclave, c'est-à-dire un territoire non contigu au reste du pays dont il fait partie intégrante. Pourtant la Russie parle d'une enclave qui, au sens géographique, représente un territoire totalement entouré par un pays étranger. On voit ici que la perception politique et le sentiment, réel ou proclamé, d'encerclement de la Russie a fait glisser le vocabulaire d'une réalité géographique, l'exclave, à celui d'enclave, plus conforme à la perception de Moscou mais contraire à la réalité physique.

L'annonce de livraison d'armes nucléaires en Biélorussie [12], consécutive au référendum de février 2022 [13], qui a adopté une nouvelle constitution de laquelle disparaît l'obligation pour Minsk de rester une « zone sans nucléaire », s'inscrit dans cette même logique de dissuasion. On voit ici une expression de ce que Mark Galeotti qualifie de « heavy metal diplomacy » russe, soit dit une démonstration déclarative et militaire de la Russie sur son statut de puissance conventionnelle et nucléaire. Néanmoins, ne perdons pas de vue que la dissuasion repose sur sa crédibilité à savoir la probabilité que la menace soit mise à exécution, ce que la Russie sait parfaitement.

Le « *game changer* » des livraisons des canons *Caesar* et des lance-roquettes mobiles *HIMARS*

Pour résister à l'invasion russe, l'Ukraine reste largement dépendante du soutien occidental, qu'il soit financier ou qu'il consiste en des livraisons de matériel militaire. La fourniture des systèmes d'armes a fait couler beaucoup d'encre, qu'il s'agisse des canons *Caesar* français [14] ou des lance-roquettes multiples *HIMARS* américains [15]. Si beaucoup annoncent déjà que ces systèmes d'armes pourraient être des « *game changer* » dans le conflit, cette analyse risque de s'apparenter à une pensée par trop positive. Bien que ces armements permettent effectivement à l'Ukraine de mener des frappes à des profondeurs tactiques et opérationnelles, notamment en visant le *Command & Control* (*C2*) et la logistique russe, leur impact pourrait connaître une sorte d'effet bulle. Il est fort probable que, passée la surprise des premiers moments et l'impact corrélatif important de l'introduction de ces armes, les forces russes s'y adapteront, limitant ainsi mécaniquement les succès

[12] AFP, « La Russie va livrer à la Biélorussie des missiles capables de transporter des charges nucléaires, annonce Poutine », *Le Figaro*, 25 juin 2022 (www.lefigaro.fr/).
[13] AFP et Reuters, « Un référendum permet à la Biélorussie d'accueillir des armes nucléaires russes », *France 24*, 28 février 2022 (www.france24.com/).
[14] Ricard Philippe, « La France livre des canons *Caesar* et des missiles antichars *Milan* à l'Ukraine », *Le Monde*, 23 avril 2022.
[15] AFP, « Livraison de systèmes Himars à Kyiv : Moscou accuse Washington de "mettre de l'huile sur le feu" », 1er juin 2022 (https://fr.euronews.com/).

potentiels à court ou moyen terme permis par ces dispositifs. Si ces systèmes sont donc parfaitement nécessaires, ils ne peuvent à eux seuls décider de l'issue de la guerre.

⁂

On le voit, ce conflit, comme tant d'autres avant lui, n'évoluera pas de manière linéaire. Ainsi, au-delà de la réitération de déclarations relatives à cette guerre, son analyse devra se lire à la fois à l'échelle du terrain, ville par ville, mais aussi avec un recul suffisant pour en apprécier les évolutions dans leur globalité. Enfin, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a des conséquences systémiques qui, outre le volet cinétique, comporte des aspects sociaux, économiques, politiques, technologiques, cyber et médiatiques qui excèdent les frontières Russes et Ukrainiennes. Cette superposition de niveaux fait de cette guerre un conflit systémique qui, en tant que tel, complique la prise de décision et l'appréciation de leurs conséquences sur les pays tiers. ◆

6 juillet 2022

Mais à quoi sert donc l'OSCE ?

Guy VINET

Colonel (R) Gendarmerie. Ancien fonctionnaire international à l'OSCE (2011-2021). Docteur en sciences politique (Paris I).

Au cœur du centre historique de Vienne, la capitale autrichienne, une organisation internationale a établi son Secrétariat depuis 2007 dans un palais rénové et discret : l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Alors que le récent (28-30 juin 2022) sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (Otan) à Madrid a fait l'objet d'un écho considérable dans les médias, l'OSCE est largement méconnue du grand public. Elle mérite pourtant un certain intérêt car elle est actuellement la seule organisation qui offre un lieu d'échanges permanent entre la Russie et l'Ukraine.

Une volonté originelle audacieuse

Le document fondateur – la « bible » – de l'OSCE est l'Acte final d'Helsinki [1] signé par trente-cinq pays le 1er août 1975. Il crée la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui se réunit périodiquement durant deux décennies, puis devient l'OSCE en 1994. Il édicte la « Déclaration sur les principes guidant les relations entre les États participants ».

Au milieu de la guerre froide, les États signataires proposent d'apporter par les moyens de la CSCE « une contribution majeure au processus » permettant d'« assurer les conditions dans lesquelles leurs populations peuvent vivre une paix véritable et durable libre de toute menace ou atteinte à leur sécurité [2]. »

Les trente-cinq États fondateurs sont, pour l'essentiel, les États-membres de l'Otan et du Pacte de Varsovie. Aujourd'hui, l'OSCE rassemble cinquante-sept États, de Vancouver à Vladivostok, selon l'expression consacrée. Depuis le départ, le mandat de la CSCE/OSCE a été, et reste, de contribuer à la stabilité et à la sécurité de l'espace euro-atlantique et eurasiatique. Ses décisions sont prises sur la base du consensus ; elles ont une portée politique et non juridique.

---

[1] CONFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE, Acte final, Helsinki, 1975 (https://www.osce.org/files/f/documents/5/c/39502.pdf).

[2] « Préambule », Acte final d'Helsinki, *op. cit.*, p. 2.

Jusqu'à l'aube du XXIe siècle, l'OSCE, avec des moyens limités, a généralement rempli sa mission malgré les conflits balkaniques et des situations politiques et ethniques difficiles en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale. Son soutien à un dialogue institutionnel a alors favorisé un meilleur environnement sécuritaire et certaines avancées démocratiques. Aujourd'hui, et à la lumière notamment des conflits récents dans le Sud-Caucase et de l'agression russe en Ukraine le 24 février 2022, de légitimes interrogations sur la pertinence et l'efficacité de cette organisation sont apparues.

Des divergences profondes

Afin de mettre en pratique les principes mentionnés plus haut, les États participants de l'OSCE ont ouvert un champ d'action très large selon le concept de sécurité générale. C'est ainsi qu'ils déclarent leur volonté de coopérer dans les domaines politico-militaire, économique et environnemental, et humain. Avec le temps, d'autres thèmes, plus sociétaux et diviseurs, sont venus s'ajouter ; par exemple, les questions de genre ou de violences domestiques introduites dans les discussions ont provoqué des clivages entre États ; pour importantes qu'elles peuvent être, elles ont peu à voir avec la sécurité des États.

Cette approche multidimensionnelle de la sécurité présente autant un avantage qu'une faiblesse pour l'OSCE ; chaque État peut instrumentaliser un de ces thèmes à son bénéfice ou au détriment d'un autre État. C'est l'élément constitutif des difficultés de l'OSCE, qui trouvent leur acmé aujourd'hui.

Dès l'origine de la CSCE, la question des droits de l'Homme fut un point de divergence entre les deux « blocs », Est et Ouest, les Occidentaux soutenant fortement cette question, alors que les pays de l'Est, menés par l'Union soviétique, tentaient de la circonscrire. Sitôt après la guerre froide, les Occidentaux poussent leur avantage, le nouvel équilibre géopolitique ayant basculé en leur faveur. Durant les années quatre-vingt-dix, les États nouvellement indépendants issus de l'URSS s'ouvrent aux droits humains. Toutefois, pays baltes exceptés, les avancées espérées restent minimes, voire de façade. Les antagonismes issus de la guerre froide sont toujours présents et continuent de structurer de manière sous-jacente les relations entre les deux ex-blocs.

Les pays de l'Ouest utilisent l'OSCE pour promouvoir leurs principes et leurs valeurs, mais les pays de l'Est contiennent leur attitude hégémonique sans refuser certaines aides. La communauté des États de l'OSCE devient ainsi bancale et perd la vision de son sens premier. Ultime paradoxe : alors que l'OSCE doit rassembler tous les États participants en vue d'une sécurité collective et indivisible, ceux-ci se divisent sur des questions secondaires par rapport à l'objectif.

L'oubli de l'intérêt général

L'OSCE se fourvoie sur des sujets dans l'air du temps mais peu propices à favoriser ou renforcer les relations entre ses États. En effet, selon l'Acte final d'Helsinki, la sécurité de l'espace couvert par l'OSCE repose avant tout sur les relations de confiance et de respect entre les États qui le composent. C'est par le consensus que les États de l'OSCE peuvent produire de la sécurité, mais c'est le dissenssus qui l'emporte. En oubliant sa mission fondatrice, l'OSCE s'est décrédibilisée et marginalisée pour nombre de ses États.

Le président de la République française a pu déclarer naguère que l'Otan était en état de mort cérébrale [3] ; c'est incontestablement le cas aujourd'hui pour l'OSCE après l'agression russe en Ukraine. L'Organisation est tétanisée et ne parvient pas à penser la sortie de crise. La plus récente décision prise par les États de l'OSCE est une non-décision conduisant à la fermeture de son ultime mission en Ukraine le 1er juillet 2022 [4].

Cette situation est d'autant plus dommageable que l'OSCE garde tous les atouts et moyens nécessaires pour remplir sa mission. Une prise de conscience par l'ensemble des États participants et les structures de l'OSCE est nécessaire pour inventer un nouveau futur sur la base d'un retour à l'esprit d'Helsinki. Pour y parvenir, les États « occidentaux » doivent restreindre la promotion de leurs normes, accepter les défauts de certains interlocuteurs et se concentrer sur des positions d'entente sans lesquelles il n'y a pas d'ordre collectif pour la sécurité au sein de l'espace de l'OSCE. Faire vivre une communauté de sécurité comme proposé par la Déclaration d'Astana [5] exige de s'interdire les sujets clivants, les anathèmes et les facilités déclaratoires.

La Russie et l'Ukraine, ainsi que les cinquante-cinq autres États, sont toujours assis autour de la même table à l'OSCE. Il n'y a plus de dialogue depuis le 24 février 2022 ; toutefois ce lieu unique de discussion existe et conserve ses potentialités. Quand une perspective de sortie de conflit se présentera, l'OSCE devra être en mesure de proposer un espace de négociations et un accompagnement institutionnel et technique ouvrant la voie à un retour vers un environnement régional sécurisé en ligne avec les valeurs de l'Acte final d'Helsinki. ◆

8 juillet 2022

[3] Entretien du président Macron à *The Economist*, le 7 novembre 2019.
[4] OSCE, « OSCE Chairman-in-Office and Secretary General announce upcoming closure of Project Co-ordinator in Ukraine », 30 juin 2022 (https://www.osce.org/chairmanship/521779).
[5] Sommet d'Astana de l'OSCE, 3 décembre 2010 (https://www.osce.org/files/f/documents/b/3/74987.pdf).

La crise ukrainienne parmi les livres

Eugène BERG

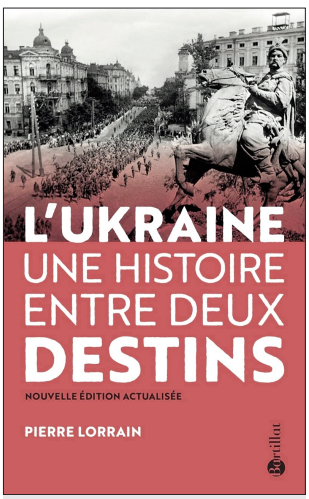
Ancien ambassadeur, enseignant au Centre d'études diplomatiques et stratégiques (CEDS). Dernier ouvrage : *De l'ordre européen à l'ordre mondial*, Nombre7 Éditions, 2021, 470 pages.

La guerre qui a éclaté aux premières heures de ce 24 février 2022, a projeté l'attention mondiale sur l'Ukraine, qui certes n'a jamais été inconnue, mais dont l'histoire, la culture et la langue, la politique et les orientations extérieures sont longtemps restées dans l'ombre de son puissant voisin et « pays-frère ». Si les livres sur la Russie et sur Vladimir Poutine abondent depuis déjà plus de vingt ans, beaucoup plus rares sont les ouvrages accessibles permettant de saisir ce qu'est en définitive l'Ukraine ? Qu'est-elle ? Quelles sont ses aspirations ? Quel sera son destin ? D'ores et déjà, deux biographies, écrites dans le vif de l'action, portent sur Volodymyr Zelensky, cet ancien comique devenu un héros shakespearien, incarnant à merveille l'héroïsme de son peuple, qu'il sait décrire et projeter avec des mots simples.

L'Ukraine : une histoire entre deux destins

Le titre de l'ouvrage de Pierre LORRAIN, certainement le plus fourni portant sur l'Ukraine, résume bien le drame actuel. Alors que pour Vladimir Poutine, dans son fameux article du 12 juillet 2021 [(1)], ne discernait qu'un seul destin possible pour les deux pays, c'est bien de deux dont il s'agit et ils sont entrés en une violente collision. Celle de la liberté et de la démocratie opposée au regain « impérial » d'une Russie à la recherche de sa puissance.

L'Ukraine s'est avérée indispensable à l'empire, Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter (1977-1981), n'avait fait que reprendre ce fait à son compte, ce qu'avait dit



Bartillat, 2019, 686 pages

(1) « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » (http://kremlin.ru/events/president/news/66182).

Lénine : « Sans l'Ukraine, la Russie perd sa tête ». En 1914, à la veille de la Première Guerre mondiale, l'Ukraine russienne produisait 70 % du charbon, 68 % de la fonte et 58 % de l'acier, sans oublier une grande partie de biens manufacturés. À la révolution de février, l'Ukraine, livrée à elle même, a d'abord voulu se constituer en entité autonome au sein de l'Empire russe, avant de proclamer son indépendance après la prise du pouvoir par les Bolcheviks. Notons au passage, point qui a son importance à la lumière des événements actuels, que Alexandre Kerenski, ministre de la Guerre, s'est déplacé à Kiev pour fixer les limites de l'autonomie ukrainienne : il se mit d'accord avec la *Rada* ukrainienne pour que celle-ci exerçât son pouvoir intérieur sur les cinq provinces « ukrainiennes », c'est-à-dire la Volhynie, la Podolie, Kiev, Poltava et Tchernigov, mais pas celles situées à l'est, dans les bassins du Donetz et du Don, qui appartenaient à la couronne de la Russie bien avant les partages de la Pologne. Même en novembre 1917, lorsque la nouvelle République nationale d'Ukraine éteindra son autorité sur les cinq provinces négociées avec Kerenski, plus celle de Kharkov, et d'Yekaterinoslavka (c'est-à-dire le Donbass), de Kherson et le nord du gouvernorat de Tauride, la Crimée – qui n'était pas considérée comme une terre ukrainienne – se trouvait à l'écart.

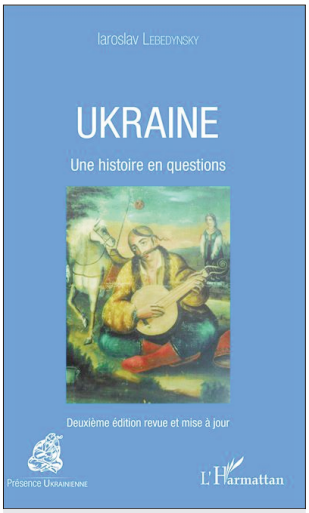
Après bien des vicissitudes, l'Ukraine fut intégrée dans le giron soviétique, le 20 décembre 1922, sa population étant à 80 % ukrainienne, 10 % russe, le reste étant constitué de Juifs, de Polonais, d'Allemands et de Moldaves. Après l'invasion de l'URSS par la *Wehrmacht* du 22 juin 1941, l'Ukraine devient un des principaux champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale avec sa cohorte de collaborateurs de l'Holocauste, ses résistances de natures diverses. L'Ukraine sortit dévastée, mais agrandie de plus de 165 000 km^2 – soit un tiers de son territoire d'avant 1939 !

Depuis 2004, le pays se trouve en crise permanente et a connu sept élections [(2)] avant les présidentielles d'avril 2019 et tous les scrutins montraient une division du pays en deux camps de force égale – division à laquelle Volodymyr Zelensky aura mis fin avec son score de 73,2 % des voix au second tour. Aujourd'hui, la divergence de fond demeure sur l'interprétation à donner aux événements de février 2014, acclamés comme une révolution démocratique à l'ouest et dénoncés comme un coup d'État à l'est. Pierre Lorrain a ajouté, en 2021, une postface à son livre qui couvre les événements jusqu'au début 2021, lorsque la tempête qui devait s'abattre sur les plaines ukrainiennes commençait à amasser ses forces. Toutefois, on trouvera un récit assez fourni de cette chronique de la guerre annoncée dans les deux biographies consacrées à Volodymyr Zelensky.

Dans *Ukraine : une histoire en question* (2e édition revue et mise à jour), Iaroslav LEBEDYNSKY, spécialiste des anciennes cultures guerrières des steppes et du Caucase qui enseigne l'histoire de l'Ukraine à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), s'inscrit, lui, dans une perspective ukrainienne, mais

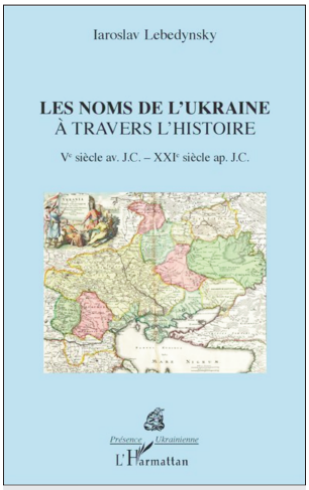
(2) Élections présidentielles en 2004 (avec deux seconds tours), en 2010 et en 2014 (victoire de Pétro Porochenko dès le 1er tour) ; et élections législatives de 2006, 2007, 2010 et 2014.

son propos n'est asservi à aucune école historique. Il lui a paru utile de compenser une certaine dissymétrie dans les jugements souvent portés sur les interprétations des points les plus litigieux de l'histoire ukrainienne : la version russe (impériale, puis soviétique, aujourd'hui postsoviétique) est considérée comme normale, la version ukrainienne comme « nationaliste » dès qu'elle s'écarte de la précédente.



L'Harmattan, 2022, 396 pages

Du même auteur, on se référera à son ouvrage *Les noms de l'Ukraine à travers l'histoire – V^e siècle av. J.-C.-XXI^e siècle ap. J.-C.*, bien utile sur les appellations successives de ce peuple avant qu'il ne devînt un État. Le nom d'« Ukraine » (ukr. Україна / Oukraîna) dériverait d'une racine slave signifiant « limite » et renverrait donc à un territoire frontalier – à l'origine, frontalier du monde nomade des steppes. Cette explication déplaît à certains Ukrainiens qui en avancent d'autres, allant du possible (« territoire délimité ») à l'invraisemblable (« dans le pays »). Quoi qu'il en soit, ce nom est attesté pour la première fois en 1187 pour désigner la région de Péréiaslav, au sud de Kiev. En 1189, il est appliqué à la Galicie méridionale. À l'époque cosaque (XVI^e-XVIII^e siècle), il est devenu l'appellation préférentielle de toute l'Ukraine centrale. Adopté par les mouvements patriotiques au XIX^e siècle, puis par les États ukrainiens créés à partir de 1917, il a achevé de s'étendre à toute l'Ukraine actuelle au fur et à mesure de l'incorporation à la République socialiste soviétique d'Ukraine des territoires occidentaux (Galicie, Transcarpathie…) en 1945-1946.



L'Harmattan, 2021, 174 pages

L'Ukraine a porté d'autres noms au cours de son histoire. Pour les Grecs et les Romains, elle était la « Scythie », puis la « Sarmatie », européenne, entre Danube au Don. Du IX^e au XIII^e siècle, elle a appartenu (sauf les steppes méridionales) à l'empire slave oriental appelé Rous' (Русь), qui comprenait également la Biélorussie et des parties de la Russie d'Europe. Ce nom de « Rous », traduit ici par « Ruthénie » pour éviter la confusion avec le concept historique tout différent de « Russie », est resté ensuite, sous diverses formes, attaché durant des siècles à l'Ukraine comme aux autres pays slaves orientaux.

L'Ukraine pourrait être définie comme un pays d'Europe « centre-orientale ». Les Ukrainiens parlent une langue slave du groupe oriental, qui comprend aussi le

biélorussien et le russe. Le pays est très majoritairement de tradition chrétienne orthodoxe [3]. D'un autre côté, les régions occidentales comprennent des populations catholiques et ont des liens étroits avec les pays limitrophes. L'Ukraine forme ainsi une zone de transition entre Europe centrale et orientale. Une idée chère à certains cercles russes – et, à un moindre degré, polonais –, répandue aussi en Occident, veut qu'il n'y ait pas de vraie Ukraine, mais deux ensembles différents artificiellement combinés. Il y aurait une Ukraine occidentale, marquée par son appartenance à la Pologne et à l'Autriche-Hongrie, catholique et orientée vers l'Europe centrale ; et une Ukraine orientale, orthodoxe, profondément russifiée, regardant vers l'est. Cette présentation des choses exagère les caractéristiques des régions ukrainiennes les plus éloignées entre elles. Certes, ces caractéristiques existent ; elles sont le fruit de l'histoire. Néanmoins, cette diversité ne signifie pas qu'il n'existe pas de vraie Ukraine. D'une part, on n'est pas en présence de deux blocs nettement définis, mais d'une gamme complexe de situations. Outre l'ouest et l'est extrêmes, il y a une zone centrale sur les deux rives du Dniepr, qui est le noyau historique de l'Ukraine et dont le caractère ukrainien est incontestable. D'autre part, l'Ukraine est un État à base ethnique, c'est-à-dire qu'il existe parce qu'existe un peuple ukrainien. Celui-ci est majoritaire sur tout le territoire, à l'exception de la Crimée et de petites parties des régions limitrophes de la Hongrie et de la Russie, et représente aujourd'hui presque 80 % de la population. Même si la langue et la culture ukrainiennes sont diversifiées, elles présentent une unité fondamentale sur l'ensemble de leur aire et varient plutôt du nord au sud. La population de l'Ukraine comprend une majorité d'Ukrainiens ethniques (77,8 % en 2001) et d'importantes minorités.

Ukraine-Russie : la carte mentale du duel

Dans cet opuscule bref mais percutant, le géographe Michel Foucher, qui a arpenté la région et a été ambassadeur à Riga (2002-2006), en s'appuyant sur une citation de l'ancien président tchèque Vaclav Havel de 2005, décrit les enjeux de ce duel fratricide et mortifère qui se joue sur les terres ukrainiennes. Enjeu politique dans le monde *post*-communiste, avec la mise en place d'un régime démocratique dans un pays qui n'avait pour ainsi dire jamais fait l'expérience historique. Enjeu « impérial » visant à entreprendre la conquête, qualifiée de « libération », d'une partie orientale et méridionale de l'Ukraine, à défaut de pouvoir tout absorber sous la

Gallimard, 2022, 64 pages

[3] NDLR : Paparella Ivo, « Ukraine, Russie et Églises orthodoxes : enjeux géopolitiques (Tribune n° 1036), RDN, 7 septembre 2018, 6 pages (https://www.defnat.com/e-RDN/vue-tribune.php?ctribune=1120).

houlette d'un gouvernement fantoche clone d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie (président depuis 1994). Enjeu du contrôle enfin de cet espace de la Baltique à la mer Noire autour et tout au long duquel s'est constituée la Rus' de Kiev, berceau de l'Ukraine et de la Russie, zone vitale tant de la Russie des tsars qu'à la Russie actuelle. En réalité, cet isthme Baltique-mer Noire a été constamment le théâtre de luttes de pouvoir entre puissances (Suède, Pologne, Turquie, Allemagne, Empire russe) et ce n'est nul hasard si l'on retrouve aujourd'hui ces pays concernés, à un titre ou à un autre, par la guerre actuelle. Terres de confins et de glacis, l'Ukraine l'a été et le reste dans une certaine mesure, avec des racines slaves « u » – « près de » – et « kraï » – marche, limite. Marche en bordure de la steppe, ligne de partage entre sédentaires et nomades. Sans y répondre, Michel Foucher s'interroge sur les voies de sortie du duel. Entre défaite et victoire de chacun des acteurs, la voie est étroite : passera-t-elle par l'escalade vers laquelle on semble se diriger chaque jour davantage ?

Dans *Géopolitique de l'Ukraine : De la* perestroïka *gorbatchévienne à 2022 – Les douze failles internes de l'Ukraine indépendante*, paru tout récemment, François GRUMEL-MAQUIGNON met l'accent sur « ce qui ne marchait pas » en Ukraine, souvent depuis l'indépendance, et qui, à ses yeux, a justifié l'intervention du 24 février. En clair, ce sont les faiblesses et les divisions au sein de l'Ukraine qui auraient incité Vladimir Poutine à franchir le Rubicon. On verra, comme il l'admet lui-même, si ses hypothèses se réalisent. En tout cas, cela ne doit pas induire en erreur le lecteur : il ne constitue en rien une prise de position pro-russe ou une justification *a posteriori* des événements dramatiques actuels du style « Ça devait arriver, c'était inévitable », mais plutôt une tentative d'appréhender la difficulté pour une nation en gestation de quitter en douceur un empire. Un processus vécu par bien d'autres pays, à commencer par l'Irlande vis-à-vis de celui créé par les Britanniques. Ce deuxième tome [4] traite ainsi des douze failles majeures internes objectives de l'Ukraine, perceptibles dès 1991 :

L'Harmattan, 2022, 418 pages

– « Une indépendance acquise de manière ambiguë (1986-1991) ».
– « Une Constitution doublement déficiente : chronologie de sa mise en place.
  • Le choix d'un État-nation centralisé à la française, inadapté à la diversité du pays.

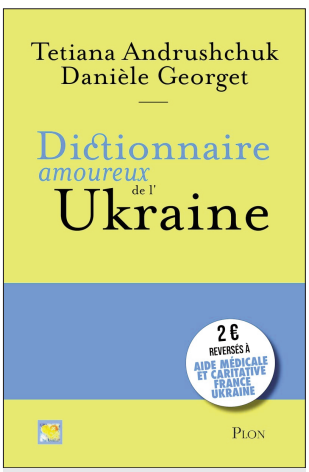
[4] Le 1er tome s'intitulait *Géopolitique passée et présente de l'Ukraine*, Connaissances et Savoirs, 2018, 413 pages. Un troisième tome est « destiné à couvrir le rôle d'enjeu international de ce pays et s'achevant par une analyse prospective. » (3e de couverture du 2e tome).

  - Une définition trop floue des rapports entre pouvoirs exécutif et législatif ».
- « Un système politique et économique délétère ».
- « Une société déboussolée ».
- « Une nation à peine ébauchée : des “Ukraine” plus qu’une Ukraine ».
- « Une nation à peine ébauchée : l’âpre lutte pour établir une histoire commune spécifique et assumée comme telle ».
- « Une nation à peine ébauchée : la [trop] grande proximité humaine entre Ukrainiens et Russes, incarnée par l’omniprésence de la langue de ceux-ci ».
- « Une nation à peine ébauchée : des minorités linguistiques non russes, faibles, mais gênantes au niveau des principes ».
- « Une nation à peine ébauchée : l’absence d’un socle ecclésial unifié ».
- L’impasse stratégique de 1991 à 2014 et sa correction partielle après la perte de la Crimée et d’une partie du Donbass ».
- « Des frontières incertaines et difficilement défendables ».

Ce qui est évidemment paradoxal, c’est qu’en dépit de tous ces nombreux handicaps, l’Ukraine a si bien résisté au rouleau compresseur russe et a fait preuve d’une telle cohésion et d’un tel héroïsme. C’est donc que ces handicaps ont été soit grandement surestimés, soit savamment utilisés. Il est vrai que tout État en guerre oublie ses divisions, mais il est assuré qu’au sortir de celle-ci c’est à une tout autre Ukraine que l’on aura affaire.

Dictionnaire amoureux de l’Ukraine

Tetiana Andrushchuk et Danièle Georget ont rédigé à la hâte, mais avec passion, ce parcours plus culturel que politique, plus humain qu’économique qui restitue l’Ukraine dans toute son épaisseur et sa vérité. Ce conflit fratricide aura fait découvrir l’Ukraine, son histoire, sa physionomie, sa culture, ses richesses, longtemps dissimulées ou occultées. Pourtant, les Français ont entretenu de longue date des rapports étroits avec l’Ukraine, depuis Anne de Kiev, qui devint, en 1051, l’épouse du roi Henri Ier. Après leur mariage à Reims, alors que le souverain français en forme de signature n’a apposé qu’une croix, son épouse, elle, a calligraphié avec précision son nom.



Plon, 2022, 418 pages

Le premier géographe de l’Ukraine, auteur d’une *Description de l’Ukraine*, en 1660, est Guillaume Le Vasseur, sieur de Beauplan (1595-1685). L’œuvre de Beauplan restera longtemps le seul ouvrage de référence sur cette partie de

l'Europe, étudiée par les diplomates de Louis XIV à ceux de Napoléon. Évoquant les Tatars qui séparaient le mari et la femme, les parents et les enfants pour les amener en Turquie ou en Crimée, il décrit les pleurs et les gémissements de ces malheureux Rus, « Car cette nation chante en pleurant… ». Néanmoins, c'est Voltaire qui a parlé le mieux de l'Ukraine dans son *Histoire de Charles XII, roi de Suède* : « L'Ukraine a toujours aspiré à être libre, mais entourée de puissants voisins, elle devait chercher un protecteur, et donc un maître ». Sans le charme de Marie Walewska, Napoléon aurait peut-être suivi son idée de Napoléonide, nom que sur recommandations de Boissy d'Anglas (1756-1826), il voulait conférer à un État cosaque indépendant – pour affaiblir l'Empire russe, plutôt que d'embrasser la cause polonaise [5]. N'a-t-on pas retrouvé cette idée chez bien des conquérants, chefs d'État, désireux d'affaiblir l'ours polaire. Là est bien le drame qui n'a cessé d'alimenter les rapports entre Moscou et Kiev, entre Grands et Petits Russiens, entre aspiration à l'Europe et attachement au monde russe. Relevons que Prosper Mérimée fut l'écrivain le plus amoureux de l'Ukraine. Il a consacré deux livres aux Cosaques et il pouvait confier : « Je suis un Cosaque ! ».

Volodymyr Zelensky, le comique devenu héros

Éd. du Rocher, 2022, 246 pages

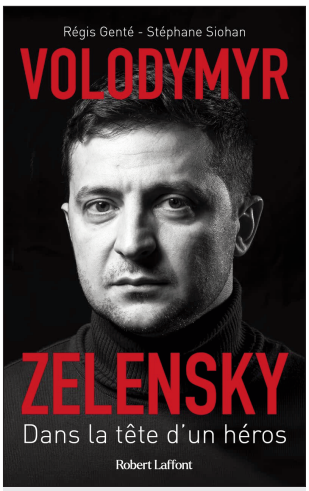
« Raconter la vie d'un homme alors qu'il est en train d'écrire certaines des pages les plus marquantes de son histoire a quelque chose d'absurde. L'effort consistant à vouloir saisir ce qui nous fascine le plus, à savoir son présent, est voué à l'échec » commence par écrire Gallagher FENWICK dans *Volodymyr Zelensky, L'Ukraine dans le sang*. Pourtant, deux biographies déjà sont parues sur cet homme de quarante-cinq ans qui a étonné le monde, par son courage, son immense talent de communication et surtout la façon très directe dont il symbolise l'héroïsme de son peuple. En tant qu'homme politique, il a plus progressé en trois semaines, qu'en presque trois ans de pouvoir.

La plupart des discours du Serviteur du peuple, quelle prémonition !, ont été publiés dans *Pour l'Ukraine* : « Hommes et femmes, nos défenseurs ! Vous défendez brillamment notre nation contre l'un des plus puissants pays au monde. Aujourd'hui, la Russie attaque le territoire entier de notre État. Et aujourd'hui, nos défenseurs ont fait beaucoup. Aujourd'hui, j'ai demandé aux

[5] ANDRUSHCHUK Tetiana et GEORGET Danièle, *Dictionnaire amoureux de l'Ukraine, 2022, les Français et l'Ukraine*, p. 153.

Grasset, 2022, 218 pages

vingt-sept dirigeants de l'Europe si l'Ukraine sera intégrée dans l'Otan. Je l'ai demandé directement. Mais tout le monde a peur. Ils ne répondent pas. Nous ne craignons pas la Russie. Nous ne craignons pas de tout envisager à propos des garanties sécuritaires de notre État. Nous ne craignons pas de parler d'un statut de neutralité. Nous ne sommes pas dans l'Otan. Mais le principal étant : quelles garanties sécuritaires vont nous être données ? Et quels pays spécifiquement nous les donnerons ? » (25 février). « Cela fait quinze ans que je produis des messages, je me vois comme un professionnel dans ce domaine, capable de faire passer ça au niveau de l'État », confiait-il en mars 2021. Depuis avec brio et constance, il a su mettre en œuvre son talent. Parlant au Congrès américain, il évoque Pearl Harbour et le 11 septembre 2001 ; à l'Assemblée nationale et au Sénat, Verdun ; aux Japonais, Tchernobyl. À ses compatriotes, il dit : « Ils bombardent nos monastères, nous soignons leurs prisonniers. » Les formules éclatantes se succèdent, « J'ai besoin d'armes, pas de taxi », « La liberté doit être mieux armée que la tyrannie », « Les principes valent plus que les profits ».



Robert Laffont, 2022, 196 pages

Dans *Volodymyr Zelensky – Dans la tête d'un héros*, Régis GENTÉ et Stéphane SIOHAN campent le portrait d'un homme devenu exceptionnel et décrivent son parcours peu commun depuis la création en 1995 avec un groupe de copains, de sa compagnie de spectacles Kvartal 95, qui a connu le succès que l'on sait, non seulement en Ukraine mais aussi en Russie, qui fut un moment son meilleur marché. Avec Zelensky, nous assistons, écrivent-ils, à l'avènement du dernier État-nation d'Europe, lequel connaît une sorte de baptême du feu en se confrontant à son ancienne puissance tutélaire impériale. Alors que jusqu'à présent beaucoup d'analystes avaient adopté une grille de lecture binaire de la société ukrainienne – d'un côté les Ukrainiens de l'Est, russophones et qui seraient pro-russes, et de l'autre, leurs concitoyens de l'Ouest, ukrainophones, donc pro-occidentaux –, ces lignes de clivage sont de plus en plus obsolètes. Dorénavant le clivage est générationnel et il oppose les partisans d'un ancrage à l'Ouest aux tenants des nostalgiques de l'empire soviétique. Dans le contexte de la guerre actuelle que nous observons chaque jour comme à la loupe, la figure héroïque de Zelensky apparaît clairement aux yeux du public occidental, pas habitué

à voir un chef d'État démocratiquement élu, obligé de prendre des décisions qui engagent la vie et la mort de tous ses concitoyens. Le fait que les responsables politiques européens se pressent désormais à Kiev est révélateur, sans doute parce que le courage personnel de Zelensky remet en question les consciences d'Européens qui voient revenir sur le continent le spectre de la guerre et s'interrogent sur l'attitude qu'ils adopteraient dans une telle situation.

Seghers, 2022, 120 pages

Enfin, les éditions Seghers viennent de republier, *Notre âme ne peut pas mourir*, poèmes du grand poète Taras Chevtchenko, né serf en 1814 et mort en 1861 – année de l'abolition du servage en Russie –, un des grands créateurs de la langue ukrainienne et auteur d'une œuvre titanesque dans les genres les plus divers. Cet homme au courage indomptable, à la volonté de fer, qui a passé sa vie à dénoncer la dictature qui le persécutait au jour le jour, est aujourd'hui considéré comme un poète et un héros national. L'intérêt de cette réapparition est qu'il s'agit d'un recueil publié en 1964 avec l'aide du Parti communiste français et celle de l'URSS. Son œuvre pouvait être récupérée par l'idéologie soviétique. En effet, il appelait à construire une Ukraine nouvelle, non pas contre la Russie en tant que telle, mais contre la Russie impériale, et pouvait donc passer pour un précurseur de la Révolution. C'est bien parce qu'il a fustigé la « prison de peuples » que fut l'Empire des tsars, que Lénine a accordé aux nouvelles républiques constitutives de l'URSS (instituées en décembre 1922) le droit à sécession – un droit violemment contesté par Vladimir Poutine, et qui se situe à la source du drame actuel. Les paroles de Chevtchenko résonnent avec force. Il veut une Ukraine indépendante. Il appelle le peuple à s'unir, à lutter. « Levez-vous ! », « Fraternisez ! », « Brisez vos chaînes ! », « Aiguisez la hache ! ». ◆

12 juillet 2022

Transnistrie, les attentes ambiguës d'un territoire pro-russe non reconnu

Michael Éric LAMBERT

Docteur en histoire des relations internationales, Sorbonne Université – INSEAD (Institut européen d'administration des affaires) et analyste renseignement pour l'agence Pinkerton à Dublin, Irlande.

La Transnistrie est un territoire situé entre l'Ukraine et la Moldavie, sans accès à la mer Noire, qui souhaite officiellement rejoindre la Fédération de Russie (référendum non reconnu du 17 septembre 2006 avec 98 % des voix en faveur du rattachement, 79 % de participation) [1]. Malgré la guerre en Ukraine et la présence permanente de 1 500 soldats russes sur place (Groupe opérationnel des forces russes en Transnistrie, *OGRF*) qui assurent le contrôle des entrepôts militaires qui abondent sur le territoire, la possibilité que la Transnistrie se lance dans une attaque contre ses voisins ukrainiens et moldaves reste peu vraisemblable. En effet, les troupes russes sur le terrain ne disposent que de peu d'équipements récents, d'aucun soutien aérien, et leur objectif initial est de maintenir le *statu quo* dans la région.

Par conséquent, les attaques survenues les 25 et 27 avril [2] et entre les 5 et 6 mai 2022 [3] sur le sol transnistrien peuvent s'interpréter comme une volonté de donner plus de crédibilité à une reconnaissance spontanée du territoire par Moscou, voire à justifier la mise en place d'un nouveau référendum pour un rattachement à la Fédération de Russie, à l'instar de ce qui a été fait en Crimée le 16 mars 2014. L'argument du rattachement (annexion au regard du droit international) et ce, pour offrir plus de sécurité aux Transnistriens est bien nécessaire car, comme nous le montrerons, bien qu'officiellement pro-russe, les avis divergent sur un ancrage réel du territoire.

---

[1] « Pridnestrovian media published a video of the shelling of the MGB building in Tiraspol », *NewsMaker*, 27 avril 2022 (https://newsmaker.md/).

[2] « Foreign weapons used in terrorist attacks on Transnistria—unrecognized republic's head », *TASS*, 6 mai 2022 (https://tass.com/world/1448091).

[3] Database and Search Engine for Direct Democracy, *Transnistrische Moldawische Republik (Moldawien), 17 september 2006: Verzicht auf Unabhängigkeit*, 2006 (https://www.sudd.ch/event.php?lang=en&id=md022006).

KOSIENKOWSKI Marcin, « The 2006 Sovereignty Referendum in Transnistria: A Device for Electoral Advantage », *Ethnopolitique*, 19 juillet 2021.

Cet article résume les éléments essentiels pour comprendre la politique transnistrienne au niveau local et international, afin de tenter d'expliquer sa complexité et de dépasser la réduction narrative selon laquelle ce territoire est pro-russe et sans attentes plus spécifiques.

La politique internationale de la Transnistrie

Au niveau international, il convient de rappeler que la Transnistrie est un État non reconnu depuis son émergence en 1992. À ce titre, la Russie, elle-même, a refusé de reconnaître la Transnistrie à plusieurs reprises et ce, contrairement aux autres territoires d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud (Géorgie), et plus récemment des deux républiques du Donbass (Donetsk et Lougansk). Pour expliquer cette absence de reconnaissance de la part de la Russie, on peut citer le manque d'intérêt stratégique de la Transnistrie pour le Kremlin, du moins jusqu'au déclenchement de la guerre en Ukraine en février 2022 [4].

Au demeurant, la politique de reconnaissance diplomatique du Kremlin suit une logique d'escalade. Par exemple, la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est survenue en réponse à la reconnaissance diplomatique du Kosovo par certains pays occidentaux (États-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie) en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014 est également une réponse aux événements de la place Maïdan [5], et la reconnaissance diplomatique des deux républiques du Donbass en 2022 pour accroître les tensions au moment de la guerre en Ukraine et ainsi la justifier.

Jusqu'à février 2022, la Russie n'avait *a priori* aucun intérêt à modifier le *statu quo* transnistrien, ce qu'elle souhaite désormais accomplir afin de déstabiliser la Moldavie qui se rapproche de l'Union européenne [6], tout en exerçant des tensions supplémentaires sur l'Ukraine. Quoique non reconnue par le reste du monde, cela ne signifie pas que la Transnistrie n'a pas de relations avec le monde extérieur. Ainsi, elle entretient des rapports étroits avec des États eux-mêmes non reconnus [7] (Nagorno-Karabakh) et partiellement reconnus (Abkhazie et Ossétie du Sud).

Si la Transnistrie n'a pas les moyens de développer une politique de reconnaissance internationale, elle dispose d'une influence considérable dans

---

[4] Pellistrandi Jérôme, « Éditorial », *Revue Défense Nationale*, n° 848, mars 2022, p. 1-2.

[5] Fischer Sabine, « Opposing Interests and Narratives, Difficult Peace Process », *SWP Research Paper*, 17 avril 2019, p. 1-2 (https://www.swp-berlin.org/en/publication/the-donbas-conflict).

[6] Foy Henry et Reed John, « Russia planning operations to destabilise pro-EU Moldova, officials warn », *Financial Times*, 27 avril 2022 (https://www.ft.com/content/92a0dbc3-c8b2-474e-a09a-07293bea7829).
European Council of the European Union, *EU relations with the Republic of Moldova*, juillet 2022 (https://www.consilium.europa.eu/en/policies/eastern-partnership/moldova/).

[7] Lambert Michael Éric, « Stratégies du *Smart Power* russe dans les États non-reconnus par la communauté internationale » (Tribune n° 1073), *RDN*, 15 février 2019, 5 pages.

l'univers des États non reconnus. Dans ce contexte, les autorités à Tiraspol, capitale de la Transnistrie, reconnaissent les régions d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et du Nagorno-Karabakh, mais refusent de reconnaître le Kosovo et Taïwan (pro-occidentaux) ainsi que d'autres territoires comme la Palestine ou le Somaliland. La Transnistrie participe ainsi à la synergie du Kremlin dans la sphère informelle des États non reconnus.

Quant à la relation de la Transnistrie aux autres pays, le territoire est ouvert aux touristes de toutes origines et la *de facto* frontière est facile à franchir pour les Ukrainiens comme pour les Moldaves, ce qui constitue une différence majeure si on la compare à la dynamique entre la Géorgie et l'Abkhazie/Ossétie du Sud dans le Caucase du Sud, où les tensions sont permanentes. Au contraire, la relation entre la Transnistrie et ses deux voisins est souple, avec des échanges journaliers [8], ce qui atteste de la dynamique singulière de ce territoire qui ne cherche pas à se couper du reste du monde.

Pour autant, il faut ajouter que cette ouverture a été amoindrie par la crise de la Covid-19, moment où les autorités moldaves et transnistriennes ont bridé la liberté de circulation des habitants des deux côtés. Le 27 avril 2022, ce sont deux attaques sur le territoire de la Transnistrie, dont les origines demeurent inconnues à ce jour, qui ont de nouveau mis un terme à la liberté de mouvement et ont poussé les autorités locales à fermer les *de facto* frontières.

Pour la Russie, ces attaques sont l'occasion de relancer le débat sur la reconnaissance diplomatique du territoire. Cela encourage les habitants de Transnistrie à se rapprocher de Moscou pour assurer leur défense, alors que le *statu quo* convenait à beaucoup d'entre eux.

La politique intérieure de la Transnistrie

Bien que souvent présentée comme pro-russe, cette approche de la Transnistrie comme une dépendance de la Russie est réductrice, prenant en compte les attentes de la Russie mais plus rarement celles des habitants. En effet, si pour le Kremlin la Transnistrie est un outil de projection de la puissance russe, les habitants et les élites de Transnistrie ont leurs propres aspirations, souhaitant certes une reconnaissance diplomatique et un possible rattachement au sein de la Russie, mais sous condition d'obtenir une autonomie substantielle.

Les Transnistriens partagent des similitudes avec l'exclave de Kaliningrad, qui se considère comme russe, mais européenne en raison de son histoire et de sa proximité avec l'Allemagne et la Pologne. Il semble dès lors pertinent de rappeler

[8] « Rules and Recommendations », Transnitrian Tour, juillet 2022 (https://transnistria-tour.com/en/rules-and-tipps). « Moldova: Separatist Transnistria Region Reorienting Trade from Russia to EU », *Eurasianet*, 4 mai 2016 (https://eurasianet.org/moldova-separatist-transnistria-region-reorienting-trade-from-russia-to-eu).

que la Transnistrie s'est toujours affichée comme le dernier bastion de l'Union soviétique plutôt que comme un avant-poste russe. Sur le plan culturel, le territoire reste attaché aux idéaux soviétiques d'égalité entre les peuples (le *melting-pot* soviétique), d'un système économique socialiste, d'une éducation gratuite et accessible à tous, et d'égalité entre tous les citoyens [9]. En bref, la Transnistrie partage peu avec la mentalité russe contemporaine qui est plus libérale et capitaliste.

Cette singularité identitaire explique l'attachement au drapeau du territoire, avec le marteau et la faucille, et le fait que la région possède sa propre monnaie, le rouble transnistrien plutôt que le rouble russe. Symbole de cet attachement au monde soviétique plutôt qu'au monde russe, les documents émis pendant l'époque soviétique, notamment le passeport, sont toujours reconnus au sein de l'administration plus de trois décennies après la chute du communisme.

Un autre élément qui engendre une appréhension sur le rattachement à la Russie, le fait que l'économie transnistrienne est davantage orientée vers le reste de l'Europe que vers la Russie, avec plus de 70 % des exportations, notamment dans la métallurgie (Moldova Steel Works), le textile (Tirotex) et les spiritueux (Kvint), à destination de l'UE, l'Ukraine et la Moldavie [10].

Par ailleurs, les élites de Transnistrie, bien que favorables à un rattachement à la Russie, ne le sont que partiellement car elles contrôlent les principales entreprises du territoire, ce qui explique l'importance des récentes attaques pour influencer l'opinion publique mais aussi les dirigeants. Si le rattachement venait à se produire, les élites transnistriennes perdraient leur situation de monopole économique et subiraient la pression de leurs concurrents russes dans les secteurs des stations-service, des supermarchés et des alcools, pour ne citer que trois monopoles emblématiques. En outre, une adhésion à la Russie couperait les habitants du reste de la Moldavie et de l'Ukraine, les enfermant dans un territoire comme à Kaliningrad mais sans avoir accès à la mer Noire. Cela mettrait également un terme au commerce illégal de volailles, de cigarettes et autres marchandises de contrebande, lucratif pour les élites.

Pour toutes ces raisons, les dirigeants de Transnistrie ont joué, jusqu'à présent, la carte d'un territoire pro-russe afin d'avoir le soutien militaire et économique de Moscou, mais l'annexion dans les faits n'est pas une perspective qui motive un grand nombre d'entre eux. Pour exemple, l'actuel *de facto* président de la Transnistrie, Vadim Krasnosselski, se présente comme un monarchiste constitutionnel pro-russe, mais son prédécesseur, Evgueni Chevtchouk, était de souche ukrainienne et ne bénéficiait pas du soutien du Kremlin au moment des élections. Il était même présenté comme un technocrate, social-démocrate à la vision

[9] Dantec Valentin, « Beyond the Communist Appearance: Transnistria », *My Country? Europe*, 21 juillet 2020 (https://mycountryeurope.com/politics/beyond-the-communist-appearance-transnistria/).
[10] *BNE Intellinews*, « EU now top destination for Transnistria's fast-growing exports », 17 avril 2018 (https://www.intellinews.com/eu-now-top-destination-for-transnistria-s-fast-growing-exports-140111/).

européenne, et un « homme aux convictions démocratiques profondes [11] », ce qui n'était pas dans les intérêts du Kremlin.

Ces divergences d'opinions sont encore plus conséquentes entre zones rurales et urbaines car la Transnistrie est ethniquement composée de 29 % de Russes, 28 % de Moldaves et 22,4 % d'Ukrainiens [12], les Russes se trouvant principalement dans les grandes villes et supportant l'annexion à la Russie davantage que les autres minorités. Pour les minorités moldaves et ukrainiennes, la possibilité d'un rattachement au sein de l'Union européenne, ou même de la Moldavie ou de l'Ukraine (avant la guerre), n'est pas rejetée. En effet, ces derniers ont peu à gagner d'une annexion par la Russie, car elle les couperait de leur pays d'origine et de leur famille, et elle mettrait fin à l'idéal du *melting-pot* soviétique, aux nombreuses aides sociales du gouvernement, et à l'interruption du trilinguisme qui est actuellement la norme dans la région.

Pour toutes ces raisons, la Transnistrie et les Transnistriens semblent plus favorables à la création d'un pays à part entière [13]. Cette dernière perspective garantirait également la liberté de mouvement des habitants, ce qui est le plus problématique dans les enclaves et exclaves.

Par ailleurs, la Transnistrie se distingue de la Russie en termes de mentalité politique, notamment en ce qui concerne la présence des femmes dans la société, héritage direct de la période soviétique. Le gouvernement actuel de Transnistrie comprend 8 femmes et 6 hommes. Tatiana Turanskaya occupait la fonction de Première ministre jusqu'au 30 mai 2022, et 3 vice-Premiers ministres sur 4 sont des femmes (Natalia Nikiforova, Nina Shtanski et Maija Parnas). Elles sont largement présentes dans l'administration présidentielle de Transnistrie : la cheffe de l'administration (Nadezhda Baranova) et les 5 conseillers présidentiels (Alyona Klyus, Nadezhda Zablotskaya, Natalia Garbar, Anna Yanchuk et Galina Sandutsa) sont également toutes des femmes.

En résumé, la politique interne de la Transnistrie semble partager davantage avec l'ancienne Union soviétique qu'avec la Russie contemporaine, et si la religion orthodoxe et la langue russe rapprochent les deux entités, la volonté de faire partie de la Russie est beaucoup plus ambiguë, même si elle l'est moins sous Vadim Krasnosselski qu'elle ne l'était sous Evgueni Chevtchouk.

---

[11] Academic Dictionaries and Encyclopedias, « Yevgeni Shevchuk », 2010 (https://en-academic.com/dic.nsf/enwiki/2114087).

[12] Osipov Alexander et Vasilevich Hanna, « The Stability of Multiethnic Transnistria: Preconditions and Reasons », *International Centre for Ethnic and Linguistic Diversity Studies*, 11 décembre 2017 (https://www.icelds.org/2017/12/11/the-stability-of-multiethnic-transnistria-preconditions-and-reasons/).

[13] Cojocaru Natalia, « Nationalism and Identity in Transnistria », *Innovation : The European Journal of Social Science Research*, décembre 2006 (https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13511610601029813?journalCode=ciej20).

Le point de vue des forces armées

D'un point de vue militaire, il faut rappeler que deux entités distinctes coexistent en Transnistrie : les troupes russes de maintien de la paix et les forces armées de Transnistrie.

Les premières sont composées de 1 500 hommes et, bien qu'elles aient attiré l'attention des médias depuis le début de la guerre en Ukraine, ne disposent pas des moyens pour mener une intervention militaire. En tant que telles, ces troupes jouent un rôle défensif et peuvent uniquement résister à une attaque moldave, ayant jusqu'à récemment exclu la possibilité d'entrer en conflit avec l'Ukraine, pour la simple raison que les Ukrainiens n'ont aucune ambition territoriale sur cette région.

Pour les forces armées russes sur place, la présence en Transnistrie vise essentiellement à garder le matériel soviétique dans les entrepôts qui abondent dans cette région, le plus célèbre étant celui de Cobasna (situé au nord, à 2 km de la frontière ukrainienne), qui contient jusqu'à 22 000 tonnes d'armes de l'ère soviétique provenant de la 14e Armée de la Garde de l'URSS, ainsi que des anciens États de Tchécoslovaquie et d'Allemagne de l'Est. [14] »

À cet égard, les troupes russes ont été utiles tant pour les Russes que pour les Occidentaux et si elles se retiraient, le gouvernement local serait en charge des entrepôts, et on ne sait pas ce qu'il adviendrait du matériel.

Pour le reste, la présence des troupes russes entraîne des divergences dans la région. Ainsi, le 27 juin 2016, le gouvernement de Transnistrie a adopté une nouvelle loi qui pénalise toute action ou déclaration publique critiquant l'*OGRF*. La peine encourue pour ce crime est de 3 à 7 ans de prison. La présence russe est appréciée par le gouvernement et la population de Transnistrie, car elle offre une protection supplémentaire contre les Moldaves et maintenant les Ukrainiens. Cependant, le fait que la Russie contrôle les entrepôts est une contrainte pour Tiraspol, qui souhaite en disposer à la fois pour équiper ses propres troupes et pour vendre les équipements au plus offrant.

En ce qui concerne les forces armées de Transnistrie, elles sont acquises à Moscou. En effet, bien que désireuse de protéger son territoire, l'armée transnistrienne tend elle-même à être totalement interopérable avec les troupes russes. De nombreux soldats transnistriens, qui ont souvent un passeport russe, doivent effectuer leur service militaire obligatoire en Russie. L'actuel président *de facto* de la Transnistrie, Vadim Krasnosselski, a tenté de donner plus d'autonomie à la pensée

[14] Ciochina Simion et Schwartz Robert, « Transnistria's explosive inheritance from the Soviet era », *Deutsche Welle*, décembre 2015 (https://www.dw.com/en/transnistrias-explosive-inheritance-from-the-soviet-era/a-18886862).

stratégique transnistrienne, avec l'ouverture de l'École militaire Souvorov de Tiraspol, en septembre 2017 [15].

Dans ce contexte, c'est sans ambiguïté que les soldats de Transnistrie souhaitent leur intégration en Russie, tant pour voir une augmentation de leur solde, que pour disposer des nouveaux équipements russes, les leurs datant de l'ère soviétique. De plus, pour les troupes de Transnistrie, un rattachement au sein de la Russie signifierait le retour d'une force aérienne quasi absente à ce jour, faute de moyens pour l'entretenir.

⁂

En définitive, la Transnistrie semble plus attachée à l'URSS qu'à la Russie, et n'aurait que peu d'intérêt à être rattachée/annexée. Cependant, la survie de la région repose sur le support militaire du Kremlin, ce qui en fait une région qui aligne sa politique sur celle de Moscou.

Bien qu'il y ait eu des tentatives visant à manifester sa singularité, notamment avec l'élection du président Evgueni Chevtchouk (2011-2016), la situation économique et la dépendance militaire ne le permettent pas. Tous ces éléments posent des questions sur l'avenir de la région, car elle ne semble pas appartenir au monde russe, pas plus qu'au monde moldave. La Transnistrie constitue dès lors une sorte de relique du passé soviétique, ce qui explique pourquoi son développement sera complexe tant au sein de la Russie qu'au sein de la Moldavie, si cela venait à se produire.

20 juillet 2022

[15] Tiraspol Suvorov Military School website, « About the School », 2017 (http://www.tsvu.idknet.com/index.php/informatsiya-dlya-roditelej).

Éléments de bibliographie

Baban Inessa, « The Transnistrian Conflict in the Context of the Ukrainian Crisis », *Research Paper* n° 122, Collège de Défense de l'Otan, 2015, 12 pages (https://www.ndc.nato.int/news/news.php?icode=881).

Central Intelligence Agency (CIA), World Factbook, *Moldova*, 2022 (https://www.cia.gov/).

Congressional Research Service, *Moldova: An Overview*, 2021 (https://sgp.fas.org/crs/row/IF10894.pdf).

Klein Margarete, *Russlands Militärpolitik im postsowjetischen Raum: Ziele, Instrumente und Perspektiven*, SWP-Studie, 2018, 46 pages (https://www.swp-berlin.org/publications/products/studien/2018S19_kle.pdf).

Klimenko Ekaterina, « Protected Armed Conflicts in the Post-Soviet Space and their Impact on Black Sea Security », *SIPRI Insights on Peace and Security,* n° 2018/8, 28 pages (https://www.sipri.org/).

Lambert Michael Éric, « Stratégies de mise en place des *Soft Power* européen et russe en Moldavie après la guerre froide », *Études de l'Irsem*, n° 40, 2015, Institut de recherche stratégique de l'École militaire, 94 pages (https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/826/Etude_IRSEM_n40.pdf).

Parmentier Florent, « La Transnistrie : politique de légitimation d'un État *de facto* », *Le courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mars 2007, p. 69-75 (https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-3-page-69.htm).

Zogg Benno, « Zwischen Ost und West/Die Schweiz und die Ukraine, Belarus und Moldawien », *Bulletin 2018 zur Schweizerischen Sicherheitspolitik*, p. 31-55 (https://css.ethz.ch/).

Ressources en ligne

Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne de Moldavie (https://mfa.gov.md/en).

Ministère de la Défense moldave (https://www.army.md/?lng=3).

Gouvernement de Transnistrie (http://gov-pmr.org).

Ministère des Affaires étrangères de Transnistrie (https://mfa-pmr.org/en).

Ministère de la Défense de Transnistrie (http://www.mopmr.gospmr.org).

Tiraspol Suvorov Military School (http://www.tsvu.idknet.com).

Alexander Lebed Military Institute of the Ministry of Defense (http://militar.spsu.ru).

Groupe Sheriff (http://sheriff.md/en/).

La guerre en Ukraine à la lumière de la seconde guerre sino-japonaise

Franck MICHELIN

Professeur au département d'économie international de *Teikyo University*. Membre correspondant de l'Académie des sciences d'Outre-Mer, 1re section (branche consacrée aux « sciences historiques, géographiques, ethnologiques et linguistiques »). Chercheur associé au Centre Roland Mousnier de Sorbonne Université et à l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise.

Avant-propos

Le 2 mai 2022, Philippe Pons, correspondant au Japon du journal *Le Monde*, a relaté la parution d'un article du magazine *Zoom Japon* qui comparait la guerre en Ukraine à l'incident de Mandchourie de 1931 et la constitution de l'État-fantoche du Mandchoukouo [1]. Cette publication est tombée à point nommé en nous renforçant dans notre résolution de comparer le conflit en Ukraine et la ou les guerres menées par le Japon en Chine de 1931 à 1945.

Si, comme le veut l'adage, « comparaison n'est pas raison », celle-ci n'en constitue pas moins une clé pour comprendre les événements qui nous entourent. L'invasion par le Japon de la Chine est, en effet, éclairante à plus d'un titre pour comprendre le conflit russo-ukrainien qui, lui aussi, n'est pas déclaré et voit deux peuples proches – culturellement et historiquement – s'affronter de manière inexpugnable.

Cet article abordera trois questions : la première sera consacrée à une comparaison de la place tenue par la Chine au Japon et par l'Ukraine en Russie au cours de l'histoire et les évolutions contemporaines ; la deuxième portera sur les particularités des deux invasions ; et la troisième aura trait à la question des crimes de guerre et à la justice internationale.

[1] PONS Philippe, « Dans la revue "Zoom Japon", l'agression de l'Ukraine au prisme de l'invasion japonaise de la Mandchourie », *Le Monde,* 27 mai 2022 (https://www.lemonde.fr/). À partir de ODAIRA Namihei, « Les leçons du Mandchoukouo », *Zoom Japon*, n° 120, mai 2022 (https://zoomjapon.info/). *Zoom Japon* est un magazine mensuel gratuit (10 numéros par an) produit par les Éditions Ilyfunet qui publient également le journal *OVNI*, bimensuel gratuit distribué depuis 1979, à la communauté japonaise en France mais aussi aux Japonais qui préparent leur voyage en France.

Culture, géographie et politique

Pour être un conflit récent, la guerre russo-ukrainienne a des racines historiques, culturelles, civilisationnelles profondes. Ainsi, la Russie doit une grande partie de son identité culturelle à la Rus' de Kiev, dont elle se réclame en permanence [2]. Le président russe Vladimir Poutine justifie d'ailleurs son opposition à l'indépendance de l'Ukraine par l'origine commune et la soi-disant similarité des deux peuples, ravalant l'identité culturelle ukrainienne à simple folklore. Ainsi, il se situe dans le droit fil de l'empire russe qui qualifiait l'Ukraine de « Petite Russie » et avait interdit les publications en langue ukrainienne à la fin du XIXe siècle. Il convient de noter que le régime bolchévique combattit également avec vigueur le mouvement nationaliste ukrainien et que Joseph Staline, dont Vladimir Poutine ne cesse de se réclamer, fut l'auteur d'un génocide à l'égard du peuple ukrainien. Plutôt que de soumettre ou d'exterminer, il s'agissait de ramener un peuple-frère dans le giron de la maison commune russe.

Si la proximité historique et culturelle entre la Chine et le Japon est infiniment moins forte, le rôle tenu par la civilisation chinoise dans la constitution de l'État et de la culture n'en est pas moins fondamental au Japon. Ainsi, la civilisation classique chinoise a tenu, au cours de l'histoire, la place de la Grèce et de Rome pour les Européens. Le système d'écriture, une grande partie du vocabulaire, la culture religieuse, l'urbanisme, l'État s'y sont développés sur les apports de la civilisation chinoise.

Or, à partir de la fin de la seconde moitié du XIXe siècle, deux phénomènes concomitants ont joué pour séparer la façon dont les Japonais considéraient cet apport civilisationnel et la réalité de leur temps. Le premier est la place centrale tenue par l'influence occidentale dans le processus de modernisation du Japon à partir de 1853. Pour la première fois, le modèle chinois n'était plus le seul. Il tendait également à se voir limité à la culture classique sous l'influence d'un processus d'occidentalisation de la culture promu notamment par l'intellectuel Fukuzawa Yukichi [3]. En outre, l'instabilité intérieure chronique que connaît alors la Chine et la victoire du Japon sur l'empire Qing en 1895 contribuent à créer une division mentale de plus en plus nette entre deux Chine, la classique et la contemporaine. C'est l'une des raisons qui amène les Japonais à recourir au terme *Shina* pour désigner ce pays, terme qui prendra peu à peu une nuance péjorative et que rejetteront avec force les Chinois eux-mêmes. De plus en plus, ce sont les Japonais qui se sentiront les véritables dépositaires d'une culture chinoise classique que les Chinois ne seraient plus capables de protéger.

---

[2] Gonneau Pierre et Lavrov Aleksandr, *Des Rhôs à la Russie. Histoire de l'Europe orientale (v. 730-1689)*, PUF, 2012, 680 pages.

[3] Voir Michelin Franck, « Quand le Japon s'ouvre à l'Occident : s'adapter pour survivre », *Point de Vue Histoire*, n° 37, octobre 2018, p. 14-21 ; Vié Michel, *Le Japon et le monde au XXe siècle*, Masson, 1995, p. 33-37 ; Miwa Kimitada, *Fukuzawa Yukichi's "Departure from Asia": a Prelude to the Sino-Japanese War,* Tôkyô, Monumenta Nipponica monographs, Sophia University, 1968 ; Jansen Marius B., *The Making of Modern Japan*, Harvard University Press, 2000, chap. 14.

Cette question sémantique est d'importance. La dénomination de la Chine constitue une question complexe. Le terme *Shina* serait tiré du nom de la première dynastie impériale – Qin ou Ts'in – et serait à l'origine des différentes dénominations de la Chine en Europe. Présent au Japon depuis des siècles, il fut souvent utilisé pour distinguer l'espace géographique et culturel chinois de l'État désigné par le nom de sa dynastie. La République de Chine, fondée après la chute de la dernière dynastie impériale (1912) – elle aussi nommée phonétiquement Qin, mais avec un caractère différent de la première dynastie –, choisit de se donner comme nom officiel *Zhonghua Minguo* (« République de Chine » – en japonais *Chûka Minkoku*) en recourant au caractère *zhong* qui signifie « milieu ». En revanche, l'État japonais persiste à utiliser le terme *Shina Kyôwakoku* malgré les protestations véhémentes de son voisin. Ce n'est que le 31 octobre 1930 qu'une décision du cabinet dirigé par le Premier ministre Hamaguchi Osachi entérine l'adoption de la terminologie officielle chinoise [4].

Cependant, le déclenchement de la guerre ouverte avec la Chine du *Kuomintang* en 1937 voit le Japon reprendre ce terme de *Shina* pour nommer le conflit. *Shina* ayant une nuance vague, plus géographique et culturelle que politique, il permet aux autorités japonaises de justifier leur refus de reconnaître le régime du *Kuomintang* comme le régime légitime de la Chine. Il prend alors un sens de plus en plus péjoratif, nuance qu'il a conservée à ce jour au sein de l'extrême-droite xénophobe. La seconde guerre sino-japonaise (1937-1945) sera ainsi nommée *Shina Jihen* (« Incident de Chine »).

Ce processus n'est pas sans rappeler la captation par Moscou de l'héritage historique de la Rus' de Kiev, captation symbolisée par l'érection d'une statue de Vladimir le Grand au pied du Kremlin en 2016 [5]. Bien entendu, les deux conflits – sino-japonais et ukraino-russe – sont différents. Alors que le premier oppose une puissance qui cherche à neutraliser un régime politique et son allié – le *Kuomintang* et le Parti communiste chinois (PCC) – et empêcher la constitution d'une grande Chine qui menacerait sa position régionale, le second voit un État plus puissant menacer à terme l'existence même de l'Ukraine en tant que nation distincte de la Russie [6]. De telles ambitions n'ont jamais existé chez des dirigeants japonais qui n'avaient guère de plan à longue échéance concernant la Chine.

---

[4] Voir le document conservé aux archives de la Diète sous le n° S 427 (https://rnavi.ndl.go.jp/cabinet/bib01474.html).

[5] La presse française a largement rendu compte de cet événement : voir Mandraud Isabelle, « Moscou et Kiev se disputent le "Grand" Vladimir », *Le Monde*, 11 juin 2015 (https://www.lemonde.fr/).

[6] Voir Michelin Franck, « La guerre du Pacifique : quand la grande guerre européenne devint une guerre mondiale », *in* Quétel Claude (dir.), *La Seconde Guerre mondiale vue autrement,* Éditions Buchet-Chastel, 2022 (à paraître) ; Michelin Franck, « Tokyo s'en va t'en guerre », *Le Figaro – Histoire*, n° spécial 46 : *Japon impérial, octobre-novembre 2019*, p. 68-77 ; Vié Michel, *op. cit,* p. 145-182 ; Peattie Mark, Drea Edward J., et Van de Ven Hans, *The Battle for China: Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945,* Stanford University Press, 2011, 614 pages ; Katô Yôko, *De l'incident de Manchourie vers la Seconde Guerre sino-japonaise* (en japonais), *Manshû jihen kara Nicchû sensô he*, Iwanami Shoten, 2007.

Un dépeçage en règle

Le Japon s'implante en Chine à la suite de deux conflits. La première guerre sino-japonaise (1894-1895) [7] lui permet d'acquérir l'île de Taïwan, alors qu'une intervention diplomatique russo-franco-allemande l'empêche de s'implanter en Mandchourie. Dix ans plus tard, la victoire sur la Russie lui permet d'acquérir une concession dans la péninsule du Kwantung [8] – dans le sud de la Mandchourie – et notamment Port-Arthur et la voie ferrée du sud-mandchourien (Mantetsu). C'est toutefois la Première Guerre mondiale qui le voit chercher à imposer son protectorat sur le gouvernement de Pékin.

Les choses prennent une tournure de plus en plus violente alors que Tokyo cherche à préserver ses intérêts face au mouvement d'unification sous l'égide du *Kuomintang*. En 1931, l'armée japonaise du Kwantung procède à un véritable coup de force à la suite d'une machination qui cherche à rendre les Chinois coupables d'un attentat qu'elle a elle-même manigancé. Un an plus tard voit la naissance de l'État-fantoche du Mandchoukouo, puis une extension étape par étape aux abords de cette colonie de fait avec mise en place de pouvoirs locaux favorables au Japon et d'un ordre colonial [9]. Cet ordre colonial met en avant l'existence d'un État pluriethnique nippo-mongolo-mandchou, alors que la population est désormais majoritairement chinoise (han).

En dehors de la Mandchourie et de ses abords immédiats – frange mongole et région au nord de Pékin – le Japon n'a jamais eu d'ambition territoriale en Chine. Taïwan n'a appartenu à l'empire chinois qu'à partir de la fin du XVII[e] siècle et comporte alors une forte minorité constituée de populations aborigènes non chinoises. Quant à la Mandchourie, les partisans de sa mise sous contrôle croient à tort que, malgré l'arrivée massive de colons han depuis la fin du siècle précédent, il s'agirait d'un espace relativement vide, peuplé de population semi-nomades, et donc sujette à un peuplement japonais. Si cette fiction coloniale joue dans les échecs de la politique japonaise en Chine – notamment du fait que les deux prétendants au pouvoir, le *Kuomintang* et le PCC considèrent la Mandchourie comme partie intégrante de la Chine – les dirigeants japonais ne sont jamais allés jusqu'à

---

[7] Voir Lone Stewart, *Japan's First Modern War: Army and Society in the Conflict with China, 1894-95,* Londres, Macmillan Press, 1994, 222 pages ; Paine S.C.M., *The Sino-Japanese War of 1894-1895: Perceptions, Power, and Primacy,* Cambridge, Cambridge University Press, 2003, 412 pages ; Saya Makito, *The Sino-Japanese War and the Birth of Japanese Nationalism* (trad. Noble David), International House of Japan, 2011, 184 pages ; Ôe Shinobu, *La Première Guerre sino-japonaise en tant qu'histoire de l'Asie orientale* (en japonais), Rippû Shobô, 1998.

[8] Voir Yamamuro Shinichi (trad. Michelin Franck), « La Première Guerre mondiale au sein de l'histoire de l'Asie orientale », *Ébisu. Études japonaises*, n° 53, décembre 2016, p. 13-20 ; Jacob Frank, *The Russo-Japanese War and its Shaping of the Twentieth Century*, Londres, Routledge, 2018, 178 pages ; Kowner Rotem (dir.), *The Impact of the Russo-Japanese War,* Abingdon, Routledge, 2007, 368 pages.

[9] Nish Ian, *Japan's Struggle with Internationalism: Japan, China, and the League of Nations, 1931-33*, Londres, Kegan Paul International, 1993, 286 pages ; Ogata Sadako N., *Defiance in Manchuria: the Making of Japanese Foreign Policy, 1931-1932*, Berkeley, University of California Press, 1964, 259 pages ; Young, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley, University of California Press, 1998, 487 pages ; Shimada Toshihiko, *L'incident de Mandchourie* (en japonais), Kôdansha, 2010.

nier l'existence d'une nation chinoise, ni n'ont cherché à annexer d'autres territoires. Même en Mandchourie, la solution de l'annexion n'est pas sérieusement envisagée : il s'agit plutôt de créer un État pluriethnique sous contrôle japonais.

En Ukraine, non seulement la Crimée a été purement et simplement annexée, mais les dirigeants russes ne font guère de mystère de leur volonté de détacher la région du Donbass. En outre, certains proches de l'entourage de Vladimir Poutine et ce dernier ne se privent pas de nier l'existence d'une nation ukrainienne. Enfin, la politique de « dé-ukrainisation » et de russification est, d'ores et déjà, lancée dans les régions occupées de l'est et du sud de l'Ukraine. Il s'agit d'un génocide dans le sens que la disparition de tout ou partie de la nation et de la culture ukrainienne est proclamée et, surtout, mise en œuvre.

Terreur et justice

Un autre point qui rapproche les deux conflits est la question de l'usage de la terreur par l'occupant et de la mise en place d'une justice dirigée contre les criminels de guerre par la victime et ses soutiens. Au Japon, l'exemple le plus connu et le plus flagrant est celui du massacre de Nankin. Comme dans le cas de l'armée russe en Ukraine, l'armée japonaise s'est trouvée, après le 7 juillet 1937, et notamment lorsque les opérations se sont étendues à la région de Shanghaï à partir du mois d'août, dans une situation inattendue. Les forces chinoises, qu'elles pensaient mal entraînées, mal commandées et sans volonté combative, ont alors résisté avec détermination et une certaine efficacité. Chiang Kai-shek (dirigeant du Parti nationaliste chinois entre 1928 et 1949) a alors engagé dans la bataille ses meilleures forces entraînées et équipées par la *Wehrmacht*. Comme les forces russes, l'armée japonaise souffre d'une logistique de mauvaise qualité, chaque homme n'ayant avec lui que deux semaines de vivres.

Le cocktail qui allie mépris culturel enseigné depuis l'enfance vis-à-vis des *Shinajin* – mot que l'on pourrait traduire par « Chinetoques » – et résistance opiniâtre des forces régulières, irrégulières et de la population chinoises crée chez les soldats japonais, généralement très mal traités par leurs supérieurs – encore un point commun avec l'armée russe –, un sentiment de frustration et de colère. Après la victoire difficilement acquise autour de Shanghaï au mois de décembre, l'armée japonaise poursuit ses opérations en direction de la capitale du *Kuomintang*, Nankin, située à environ 300 km à l'ouest. Peu nourries, sans moyens de locomotion efficace, mal encadrées et livrées à elles-mêmes, les troupes japonaises vivent sur le terrain en accaparant les vivres, en recrutant de force des porteurs et en violant un très grand nombre de femmes. Ce que l'on nommera plus tard le « massacre », « sac » ou « viol de Nankin » se déroule en fait sur 300 km le long du fleuve Yangtsé, comme le montrera dans les années 1970 le journaliste japonais Honda

Katsuichi en refaisant à pied le même parcours qu'avaient fait les forces nippones [10].

La chute de Nankin au mois de décembre voit un véritable sac s'y dérouler, dû en partie au manque d'encadrement de la troupe, mais aussi et surtout d'une volonté probable du commandement japonais de laisser celle-ci épancher sa colère sur une population sans défense afin de provoquer un choc chez le régime chinois dont on espère qu'il finira par accepter la défaite. Le fait que les exactions cessent et que l'ordre soit restauré en février 1938 montre que, sans guère de doute, il y avait bien chez l'occupant une volonté de répandre la terreur afin d'ôter toute volonté de résistance à la population.

Cette façon de faire sera ensuite reproduite dans de multiples lieux en Chine, même si le massacre de Nankin, trop voyant, connu très rapidement dans le monde entier, aura eu un effet délétère, sur l'opinion américaine notamment, chez qui le Japon prend peu à peu une image menaçante. Des Bucha [11], il y en eut un nombre incalculable dans la Chine sous occupation japonaise, avec les mêmes effets : une volonté de résistance accrue de la population locale. Outre la culture militaire basée sur les brimades et le mépris de la vie des hommes du rang que l'on retrouve au Japon avant 1945 et en Russie de l'ère tsariste à aujourd'hui en passant par la période soviétique, l'une des principales raisons du recours systématique et, en grande partie, intentionnel à la terreur, est la situation inextricable dans laquelle ces deux armées se sont trouvées plongées.

Les procès pour crimes de guerre, s'ils viennent seulement de commencer en Ukraine, s'appuient sur une jurisprudence au sein de laquelle le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient – plus connu sous le nom de « Procès de Tokyo » – et les multiples procès organisés en Asie orientale pour juger les criminels de guerre japonais constituent autant d'étapes importantes, sur le chemin qui mène à la mise en place du droit pénal international [12]. Fait intéressant, le seul accusé condamné à la peine capitale pour crime de guerre dit « conventionnel » – et non pour crime contre la paix – est Matsui Iwane, commandant des forces qui avaient conquis Nankin et qui, ironie de l'histoire, n'était pas en Chine au moment des faits. Quoi qu'il en soit, non seulement le massacre de Nankin aura retourné l'opinion des pays occidentaux, mais il aura constitué le point de départ du processus juridique qui mènera, neuf ans plus tard, à l'ouverture à Tokyo du petit frère du procès de Nuremberg.

---

[10] Voir son ouvrage traduit en anglais sous le titre *The Nanjing Massacre: a Japanese Journalist Confronts Japan's National Shame*, Armonk, M.E. Sharpe, 1999, 332 pages.

[11] Ville ukrainienne dont les images et vidéos ont dévoilé le 2 avril 2022, jour de la « libération » proclamée de Kiev par l'Ukraine, des massacres commis sur les habitants. Voir Ourdan Rémy, « À Boutcha et dans la région de Kiev, des scènes de carnage », *Le Monde*, 4 avril 2022 (https://www.lemonde.fr/).

[12] Voir Awaya Kentarō, « Le procès de Tôkyô contre les crimes de guerre : mise en accusations et immunité », *in* Wieviorka Annette (dir.), *Les procès de Nuremberg et de Tôkyô*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 185-190 ; Michelin Franck, « Le Procès des criminels de guerre japonais », *Le Japon*, Fayard-*L'Histoire*, 2011, p. 183-197.

Il est impossible de savoir si les principaux responsables de l'invasion de l'Ukraine et des crimes qui y sont commis seront jugés un jour. La première condamnation d'un militaire russe – le sergent Vadim Shishimarin – le 23 mai 2022 ne laisse guère augurer de la suite. L'accumulation de preuves a constitué un objectif prioritaire pour le gouvernement ukrainien dès le début du conflit. Celles-ci avaient cruellement manqué lors du Procès de Tokyo, la plupart des documents établissant les responsabilités ayant été brûlés par les autorités civiles et, surtout, militaires japonaises avant l'arrivée des troupes d'occupation alliées à la fin du mois d'août 1945. Ainsi, l'accusation avait dû appuyer ses travaux sur un grand nombre de témoignages. Si les preuves réunies en Ukraine concernant les simples exécutants, les soldats du bas de la hiérarchie, sont sans doute nombreuses, *quid* de celles concernant le régime russe ?

⁂

En 1937, le Japon a déclenché un conflit sans issue. Sans but de guerre clair au-delà d'une soumission du régime politique adverse, soumis à une idéologie fondée sur le mépris de l'ennemi, manquant de moyen pour atteindre ses objectifs, en butte à une résistance armée plus opiniâtre que prévu, ainsi qu'à l'hostilité de la population locale et de l'opinion mondiale, il s'est enlisé dans une sale guerre. Conflit jamais déclaré, sans issue possible du fait de la non-reconnaissance par le Japon du régime de Chiang Kai-shek comme un ennemi digne de ce nom, la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945) est un conflit bien documenté, bien que peu connu en Europe.

Le conflit ukraino-russe pourrait bien suivre le même chemin pour la Russie : un conflit ingagnable, mais que Vladimir Poutine ne peut accepter de perdre sans risquer la survie de son régime. Ainsi, isolé sur la scène internationale, il pourrait se sentir poussé dans ses derniers retranchements. Pour Tokyo, ce fut l'invasion du nord de l'Indochine le 23 septembre 1940 qui, au cours d'un processus de quatorze mois, l'amena à déclencher la guerre du Pacifique contre Londres et Washington [13]. Le conflit en Chine n'était sans doute pas destiné à s'élargir au Pacifique, mais le refus du régime japonais de reconnaître son échec l'a poussé à une fuite en avant.

Pour Moscou, le danger du recours à l'arme nucléaire, inimaginable jusque très récemment, n'est peut-être pas à exclure. Un régime aux abois pourrait avoir des tendances suicidaires. Le 7 décembre 1941, l'empire du Japon, en attaquant un pays doté d'un PIB vingt fois supérieur au sien, de la première industrie mondiale et de ressources illimitées avait, sans aucun doute, constitué cet accès de témérité [14]. ◆

22 juillet 2022

[13] Voir MICHELIN Franck, *La Guerre du Pacifique a commencé en Indochine, 1940-1941,* Passés composés et ministère des Armées, 2019, 320 pages ; « L'occupation japonaise de l'Indochine, 1940-1945 : la clé oubliée des indépendances », *Historia*, Numéro spécial sur l'Indochine, décembre 2021.
[14] Voir MICHELIN Franck, « Géopolitique du Japon au XXIe siècle face aux cicatrices de l'histoire », *Diplomatie,* « Les grands dossiers », n° 56, mai 2020, p. 66-68.

Samedi 23 juillet : 150e jour de guerre en Ukraine

Jérôme PELLISTRANDI

Général (2S), docteur en histoire. Rédacteur en chef de la *RDN*.

Le jeudi 24 février au petit matin, la sidération était totale face au début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Peu croyaient que Moscou passerait à l'acte, malgré les avertissements du renseignement américain annonçant la guerre. Et peu, dont je faisais partie, pensaient que Kiev allait être capable de résister à l'« Opération militaire spéciale » voulue par Vladimir Poutine. Face au rouleau compresseur russe, les forces armées ukrainiennes semblaient bien incapables d'offrir une résistance autrement que symbolique.

Certes, très vite, les condamnations, principalement venant du monde occidental, furent nombreuses dénonçant l'agression russe. La principale préoccupation au début du mois de mars était plutôt de pouvoir accueillir les flots de réfugiés ukrainiens fuyant la guerre mais aussi de protéger militairement nos partenaires de l'Est de l'Europe, membres de l'Otan et de l'Union européenne, tout en affirmant haut et fort qu'il n'était pas question d'intervenir militairement sur le territoire ukrainien en refusant notamment l'établissement d'une *no fly zone*, qui aurait amené automatiquement une confrontation avec l'aviation russe.

Pourtant, il fallait également essayer d'aider l'Ukraine à résister aux différentes offensives menées sur plusieurs fronts avec la livraison, dans un premier temps, d'armements défensifs comme des missiles antichars ou antiaériens, dont l'usage très efficace par les soldats et miliciens ukrainiens permit de ralentir les colonnes russes, voire de briser les attaques notamment autour de Kiev et donc de modifier peu à peu le rapport de force.

Chaque jour passé depuis le 24 février a vu à la fois la poursuite d'une guerre de haute intensité aux ravages dramatiques pour la population civile ukrainienne, la mondialisation des effets induits par le conflit avec la question croissante de l'exportation des céréales, les plaines ukrainiennes étant un des principaux greniers à blé de la Planète, la « découverte » de la dépendance européenne au gaz russe et enfin la fragmentation d'un monde déjà multipolaire avec d'un côté, les Occidentaux soutenant de plus en plus l'Ukraine et de l'autre, de nombreux pays,

dont les *BRICS* et une partie de l'Afrique affichant une neutralité bienveillante à l'égard de Vladimir Poutine.

150 jours après le déclenchement des premières attaques, force est de constater que l'échec russe est patent, même si Moscou conserve l'initiative militaire sur le terrain. Certes, environ 22 % de la partie Est de l'Ukraine est désormais sous contrôle russe, au prix de destructions massives des principales agglomérations et d'un exode des populations. Cependant, ce ne sont plus que champs de ruines et villes fantômes dont la reconstruction coûtera très cher. Certes, Moscou maintient une pression forte non seulement sur la ligne de front, dont la longueur atteint les 900 km, rappelant étrangement le front Ouest de la Première Guerre mondiale où, après l'essoufflement des offensives allemandes de 1914, les tranchées virent la stabilisation des combats, mais également en frappant aveuglément l'arrière avec des bombardements aériens mêlant missiles, roquettes et bombes. Sans aucune retenue, les artilleurs et aviateurs russes frappent indistinctement forces adverses au sol, mais aussi des emprises comme les écoles ou des centres de soins et de santé, ainsi que des immeubles d'habitation, sans grande valeur militaire.

Par ailleurs, et à la suite des contre-offensives ukrainiennes ayant permis de libérer l'étau autour de Kiev, l'opinion publique internationale a pu découvrir la sauvagerie du comportement des unités russes avec des exactions et des crimes de guerre en cours de documentation, attisant à la fois la haine y compris parmi la population russophone de l'Ukraine, mais aussi en contribuant à accroître l'unité nationale autour du président Volodymyr Zelensky qui a su très vite incarner la fonction du chef d'un État en guerre. Bien sûr, son régime souffre encore de nombreuses failles dont une corruption endémique et d'un manque de transparence, mais la guerre imposée par Moscou a accéléré sa mutation indispensable pour pouvoir prétendre un jour à l'intégration dans l'Union européenne.

Après le cap des 100 jours et le passage à une économie de guerre, le bilan est sombre en ce 150e jour, non seulement pour l'Ukraine qui reste un champ de bataille avec le risque désormais d'un désintérêt des opinions publiques européennes, mais aussi pour la Russie, incapable d'obtenir la décision militaire sur le terrain. La conquête laborieuse du Donbass, au prix de pertes conséquentes pour les forces russes, montre les limites du système militaire mis en place par le Kremlin. Bien sûr, Vladimir Poutine n'a pas sonné la mobilisation générale et la *nomenklatura* russe ne cesse de répéter qu'il ne s'agit pas d'une guerre, que la responsabilité incombe exclusivement aux Occidentaux qui ont instrumentalisé l'Ukraine et que la Russie ne commet aucune exaction.

Il n'en demeure pas moins que la vision d'éventuelles négociations de paix – vue par Moscou – n'est ni plus ni moins qu'une capitulation du régime « nazi » de Kiev. Les récentes déclarations de Sergueï Lavrov, l'inamovible (en fonction depuis 18 ans !) ministre des Affaires étrangères, ne vont pas dans le sens d'une

ouverture en affirmant que le Donbass n'est qu'une première étape avant le contrôle de tout le sud de l'Ukraine.

Alors quelles perspectives ? Va-t-on vers un 200e jour de guerre ? Et au-delà ? Très certainement. Le temps est à la guerre et non à la diplomatie, chaque camp escomptant une victoire militaire sur le terrain d'ici l'automne. La Russie espère que la lassitude va s'emparer des Occidentaux et que l'arme du gaz « désarmera » les velléités européennes de poursuivre le soutien militaire vers Kiev. L'Ukraine espère réussir une contre-offensive dans le Sud et reconquérir les territoires trop rapidement perdus au début du conflit. Et sur la ligne de front, c'est une bataille d'attrition où l'artillerie est abondamment utilisée, notamment du côté russe pour casser la résistance des bataillons d'infanterie ukrainiens.

En l'absence de victoire tactique décisive d'ici l'automne, l'hiver figera la ligne de front avec des échanges sporadiques de feux d'artillerie, et avec des frappes russes dans la profondeur, en attendant le printemps 2023 pour relancer de nouvelles offensives.

⁂

La guerre froide est redevenue une réalité géopolitique sur le continent européen. Malgré des tentatives de maintenir un canal de discussion avec Moscou, l'intransigeance de Vladimir Poutine offre peu d'ouverture. Cela signifie, outre que le conflit s'inscrit désormais dans la durée, que l'Europe est à nouveau confrontée à une crise sans équivalent et qui peut déraper vers une extension de la guerre à l'Est. Face aux discours très agressifs du Kremlin, il convient de rester ferme et sans compromis, d'afficher notre détermination surtout envers nos partenaires européens, mais aussi de comprendre que notre outil de défense est une garantie pour protéger notre sécurité et non plus une variable d'ajustement budgétaire. À l'heure où de nouvelles propositions concernant notre défense vont être préparées avec un renforcement de celle-ci, plus que jamais ce 150e jour de conflit nous rappelle que l'Histoire reste tragique et que la première responsabilité d'un État est d'en assurer sa défense. ◆

23 juillet 2022